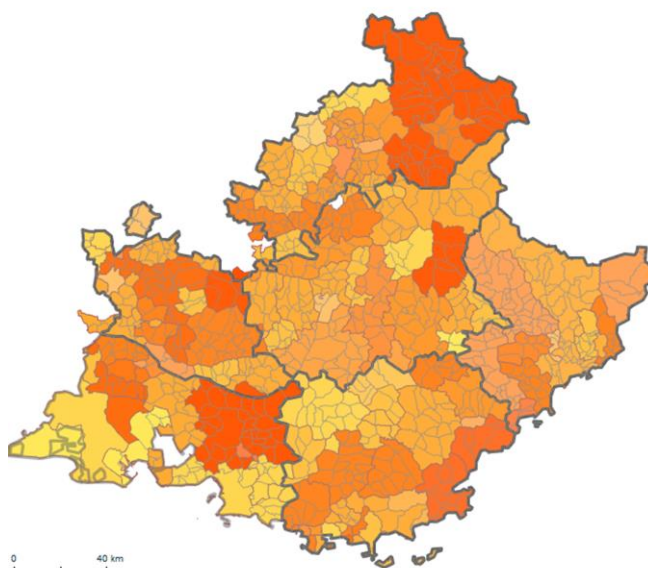


OBSERVATOIRE REGIONAL DES DÉCHETS EN PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

TABLEAU DE BORD 2014



Mission réalisée pour le compte de l'ADEME par TREIZE DEVELOPPEMENT
(Céline GIDEL et Raphaël DOMALLAIN)

(Marché n° 12 40 C0301)

Coordination technique : ADEME DIRECTION REGIONALE
PROVENCE- ALPES - CÔTE D'AZUR (Bernard VIGNE)



PRÉAMBULE

L'Observatoire Régional des Déchets de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (ORD-PACA), en place depuis décembre 2010 dans le cadre d'une convention État/Région PACA/ADEME, est basé sur une participation active et une mutualisation des données des six départements de la région (Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse), de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) et des collectivités locales.

L'ORD-PACA a pour objectif d'améliorer la connaissance de la gestion des Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) sur le territoire régional, mais également de rendre compte des données locales à l'échelle nationale. Il a pour principale difficulté de rassembler et de mettre à jour des données, souvent hétérogènes, de les mettre en cohérence et de les restituer sous forme d'indicateurs départementaux et régionaux de suivi.

Les enjeux de l'ORD-PACA sont notamment :

- Recueillir, valider, restituer et diffuser des informations générales et quantitatives
- Informer les collectivités, fédérer un réseau
- Animer en faisant vivre une dynamique de groupe
- Prévoir, anticiper, extrapoler pour optimiser les modes de gestion des déchets
- Évaluer les actions pour un suivi des politiques mises en place
- Déterminer des besoins spécifiques justifiant des études à l'échelle régionale
- Comparer pour sensibiliser

Pour chaque année d'exercice, l'ORD-PACA produit une synthèse des situations départementales et régionale. Cette synthèse présente les informations essentielles de la gestion des DMA de la région PACA, ainsi que les indicateurs permettant de suivre l'évolution des chiffres clefs de la gestion des déchets sur la région.

Elle a pour but de :

- Fournir un état des lieux cohérent et homogène de la gestion régionale des DMA ;
- Permettre aux collectivités territoriales d'avoir des éléments de référence et donc de comparaison.

Dans un souci d'harmonisation et de cohérence de traitement des données, le calcul de ces indicateurs se réfère à la méthodologie de calcul utilisée dans la base de données SINOE® (administrée par l'ADEME), notamment pour ce qui concerne :

- la nomenclature des déchets,
- les regroupements de déchets,
- la nomenclature des services (collectes, Installations de Traitement des Ordures Ménagères et Assimilées (ITOM), etc.),
- et les regroupements de services utilisés pour évaluer les taux de valorisation, etc.

REMERCIEMENTS

L'ORD PACA remercie très sincèrement l'ensemble de ses partenaires, collectivités locales et exploitants, ayant collaboré aux phases d'enquête ; et plus particulièrement les membres du comité de pilotage pour leur implication et leur précieuse et essentielle collaboration :

Frédéric RIVES, *Conseil Départemental des Alpes de Haute-Provence (04)*,

Mylène RAYNAUD et Cathy BLANCHARD, *Conseil Départemental des Hautes-Alpes (05)*,

Claire BAGNIS et Jean-François ASCAS, *Conseil Départemental des Alpes-Maritimes (06)*,

Marie BOUSQUET et Dominique AZERMAI, *Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône (13)*,

Loïc CORDIEZ et Olivier GAIRALDI, *Conseil Départemental du Var (83)*,

Anne-Laure GOY, *Conseil Départemental du Vaucluse (84)*,

Yannick KNOPPERS, *Conseil Régional PACA*

Véronique LAMBERT et Pierre LECLERCQ, *Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)*,

Bernard VIGNE, *ADEME, Direction Régionale PACA*.

Suite aux dernières évolutions réalisées par l'ADEME sur la base de données SINOE® et aux besoins spécifiques de l'ORD PACA, **le traitement des données a changé sensiblement par rapport aux traitements 2009-2012 :**

- . Les flux de textiles et de papiers/cartons professionnels sont désormais intégrés aux EJM¹, le tout devenant « Matériaux secs »,
- . Le flux de verre professionnel, collecté par le service public, est ajouté à la collecte sélective de verre (devenant ainsi des déchets « assimilés »),
- . Les déchets verts des services techniques sont associés à la catégorie déchets verts « assimilés »,
- . Les déchets dangereux collectés par les services techniques entrent dans la catégorie Déchets dangereux « assimilés » (y compris les DEEE),
- . La desserte des déchèteries est élargie à la population totale de l'EPCI² ou du syndicat du territoire concerné (dans quelques cas rares, la desserte d'une déchèterie pouvait être limitée à quelques communes d'une structure intercommunale). L'indicateur calculé sur les déchèteries est désormais une performance (au sens mathématique) et non plus un ratio (calculé par rapport aux habitants desservis),

Ce changement méthodologique permet à l'ORD PACA de produire des indicateurs plus proches des indicateurs nationaux et d'anticiper sur le Plan National pour la Prévention des Déchets 2014/2020. Les principaux objectifs de ce Plan étant de diminuer de 7 % les quantités de DMA entre 2010 et 2020, de stabiliser la production de DAE et déchets du BTP à horizon 2020.

Toutefois, afin de poursuivre la démarche déjà engagée dès 2012 d'analyse des évolutions, **les indicateurs de l'année 2012 ont été recalculés tenant compte de ces nouveaux éléments méthodologiques.**

Les indicateurs 2012, 2013 et 2014 présentés dans cette synthèse sont donc comparables.

Les indicateurs de cette synthèse ont été calculés sur la base des éléments transmis par les acteurs majeurs de la gestion des déchets :

- o les conseils départementaux (rapports annuels des collectivités et autres documents) et ponctuellement les collectivités (avec l'accord des conseils généraux concernés),
- o les exploitants des installations de gestion des déchets,
- o les éco-organismes, chambres consulaires, etc.

Depuis 2010, l'ORD PACA a permis d'améliorer largement la connaissance de la gestion des déchets sur le territoire régional. Des travaux coopératifs avec les fournisseurs de données restent toutefois à poursuivre pour améliorer l'accessibilité et le suivi des données de certaines thématiques (emplois, Déchets des Activités Economiques, coûts des services, compostage domestique, etc.)

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (art. L 122-4) et constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (art. 122-5) les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé de copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, pédagogique ou d'information de l'œuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articles L 122-10 à L 122-12 du même Code, relatives à la reproduction par reprographie.

¹ Emballages Journaux Magazines

² Etablissement Public de Coopération Intercommunale

Les Chiffres clefs 2014 *(rappel des chiffres clés 2013)*

123 collectivités exerçant au moins une compétence Déchets *(145)*

3 567 000 t de DMA collectés *(3 504 000 t)*

2 275 000 t d'OMA *(2 264 000 t)* dont **1 996 000 t d'OMr** *(1 990 000 t)*, soit 401 kg/hab. d'OM résiduelles *(402 kg/hab.)*

82 000 t d'autres déchets collectés séparativement *(74 000 t)*

1 211 000 t de DMA *(1 166 000 t)* réceptionnées sur 311 déchèteries et points relais *(305)*

5 600 t de Déchets Dangereux des Ménages (DDM) collectés par les collectivités *(4 800 t)*

- 33 % des DMA valorisés *(31 %)*
- 34 % des DMA incinérés avec valorisation énergétique *(33 %)*
- 33 % des DMA enfouis dans des installations de stockage *(31 %)*

La dépense totale pour la collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés est évaluée à plus **900 000 000 € TTC** (env. 180 €/hab./an).

1 161 000 t de DAE entrants dans les mêmes centres de traitement que les DMA *(1 174 000 t)*

104 000 t de boues (matières sèches) produites *(104 000 t)* par 964 STEP *(1 069)*

82 % des boues de STEP valorisées (valorisation organique et énergétique) *(95 %)*

153 installations régionales *(152)* réceptionnant au total 6 357 000 t de déchets *(6 254 000 t)*

27 installations hors région PACA utilisées *(13)* pour le traitement des DMA régionaux

SOMMAIRE

| | | |
|-------|---|----|
| I. | <u>L'ORGANISATION TERRITORIALE DE LA COLLECTE ET DU TRAITEMENT</u> | 8 |
| 1. | LES COMPETENCES DES ACTEURS PUBLICS DE LA GESTION DES DECHETS | 8 |
| 2. | LA TYPOLOGIE DES ACTEURS PUBLICS EXERÇANT LA COMPETENCE COLLECTE TRADITIONNELLE | 12 |
| 3. | LE STATUT JURIDIQUE DES ACTEURS PUBLICS EXERÇANT LA COMPETENCE DE COLLECTE TRADITIONNELLE .. | 13 |
| II. | <u>LES SERVICES DE COLLECTE</u> | 14 |
| 1. | LES SERVICES DE COLLECTE | 14 |
| 2. | LES DECHETERIES ET POINTS RELAIS | 19 |
| III. | <u>LA PREVENTION</u> | 22 |
| 1. | LES TERRITOIRES DU RESEAU A3P | 22 |
| 2. | LES PROGRAMMES LOCAUX DE PREVENTION | 23 |
| 3. | TERRITOIRES ZERO DECHET ZERO GASPILLAGE | 24 |
| 4. | LE COMPOSTAGE INDIVIDUEL | 25 |
| 5. | LES STRUCTURES DE REEMPLOI (345 EN 2014) | 25 |
| IV. | <u>LE TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES</u> | 26 |
| V. | <u>LA DESTINATION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES (DMA)</u> | 29 |
| 1. | LES INSTALLATIONS DE GESTION ET DE TRAITEMENT DES DMA | 31 |
| 2. | LES INSTALLATIONS RECEPIONNANT DES DECHETS D'ACTIVITES ECONOMIQUES (DAE) | 48 |
| 3. | LES FLUX INTERREGIONAUX ET INTERDEPARTEMENTAUX | 52 |
| VI. | <u>LES DECHETS DANGEREUX</u> | 57 |
| 1. | FOCUS SUR LES DECHETS D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ELECTRONIQUES (DEEE) | 58 |
| 2. | FOCUS SUR LES HUILES USAGEES NOIRES | 59 |
| VII. | <u>LES DECHETS D'ASSAINISSEMENT</u> | 60 |
| 1. | LES STATIONS D'EPURATION DES EAUX USEES | 60 |
| 2. | LES FILIERES DE TRAITEMENT DES BOUES DES STATIONS D'EPURATION DES EAUX | 60 |
| 3. | LES CENTRES DE TRAITEMENT UTILISES POUR LES BOUES DES STEP | 62 |
| 4. | LES AUTRES SOUS-PRODUITS D'ASSAINISSEMENT | 63 |
| VIII. | <u>LES EMPLOIS, LE FINANCEMENT ET LES COUTS DE GESTION DES DECHETS</u> | 64 |
| 1. | LES EMPLOIS DE LA GESTION DES DECHETS | 64 |
| 2. | LE FINANCEMENT DU SERVICE PUBLIC DE GESTION DES DECHETS | 65 |
| 3. | LES COUTS DE GESTION DES DECHETS | 66 |
| X. | <u>ETAT D'AVANCEMENT DE LA PLANIFICATION DES DECHETS EN REGION PACA</u> | 69 |
| 1. | L'AVANCEMENT DES PLANS | 69 |
| 2. | LA DECLINAISON DEPARTEMENTALE DES INDICATEURS DE REFERENCE DE L'ORD PACA | 70 |
| X. | <u>CONCLUSION ET PERSPECTIVES</u> | 71 |
| XI. | <u>ANNEXE 1 : GLOSSAIRE ET DEFINITIONS</u> | 73 |
| XII. | <u>ANNEXE 2 : LISTE DES CODES APE – ESTIMATION EGIDA</u> | 78 |
| XIII. | <u>ANNEXE 3 - ESTIMATION DU GISEMENT DE DAE D'ORIGINE ARTISANALE</u> | 79 |
| 1. | DAE D'ORIGINE ARTISANALE | 79 |
| 2. | ESTIMATION DES DAE « ASSIMILES » DE L'ARTISANAT EN PACA | 80 |
| 3. | PRODUCTION A L'HABITANT DES DAE « ASSIMILES » DE L'ARTISANAT | 80 |
| 4. | LES LIMITES DE L'ESTIMATION EGIDA | 81 |

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Cartes

| | |
|--|----|
| Carte 1 : Acteurs publics ayant la compétence de collecte des Ordures Ménagères résiduelles (OMr)..... | 10 |
| Carte 2 : Acteurs publics exerçant la compétence de collecte sélective..... | 11 |
| Carte 3 : Acteurs publics exerçant la compétence déchèterie..... | 11 |
| Carte 4 : Acteurs publics exerçant la compétence de traitement..... | 12 |
| Carte 5 : Performances (kg/hab.) de collecte des OMr à l'échelle des EPCI compétents..... | 17 |
| Carte 6 : Performances (kg/hab.) de collecte du verre à l'échelle des EPCI compétents..... | 18 |
| Carte 7 : Performances (kg/hab.) de collecte des matériaux secs à l'échelle des EPCI compétents..... | 18 |
| Carte 8 : Localisation des déchèteries..... | 19 |
| Carte 9 : Nombre d'habitants par déchèterie sur le territoire des acteurs ayant cette compétence..... | 20 |
| Carte 10 : EPCI et syndicats du réseau A3P (prévention des déchets – Source Région PACA-ADEME 2015)..... | 22 |
| Carte 11 : Territoires ayant mis en place des opérations de compostage domestique..... | 25 |
| Carte 12 : Localisation des lieux de don et/ou de vente (SINOE 2014)..... | 25 |
| Carte 13 : Comparaison du poids des différentes filières de traitement des DMA à l'échelle départementale..... | 27 |
| Carte 14 : Localisation des centres de transit..... | 31 |
| Carte 17 : Localisation des centres de tri (DMA)..... | 33 |
| Carte 18 : Localisation des Unités de Valorisation Organique..... | 37 |
| Carte 16 : Localisation des Unités de Valorisation Energétique (UVE)..... | 40 |
| Carte 15 : Localisation des ISDND..... | 43 |
| Carte 19 : Flux d'importation et d'exportation par département..... | 55 |
| Carte 20 : Filière de traitement des boues par département..... | 61 |
| Carte 21 : Localisation des sites réceptionnant des boues de STEP..... | 62 |
| Carte 22 : Mode de financement du service d'enlèvement des ordures ménagères des collectivités..... | 65 |

Figures

| | |
|--|----|
| Figure 1 : Comparaison du poids relatif des OMA collectés..... | 15 |
| Figure 2 : Comparaison du poids relatif des déchets de déchèterie..... | 21 |
| Figure 3 : Poids des différentes filières de traitement des DMA à l'échelle régionale..... | 26 |
| Figure 4 : Tonnages entrants sur les centres de transit par type de matériaux..... | 32 |
| Figure 12 : Capacités autorisées et tonnages entrants dans les centres de tri..... | 34 |
| Figure 13 : Tonnages entrants sur les centres de tri par type de matériaux..... | 34 |
| Figure 14 : Tonnages entrants sur les centres de tri par origine géographique..... | 35 |
| Figure 15 : Capacités autorisées et tonnages entrants dans les centres de traitement biologique..... | 38 |
| Figure 16 : Tonnages entrants sur les centres de traitement biologique par type de matériaux..... | 38 |
| Figure 17 : Tonnages entrants sur les centres de traitement biologique par origine géographique..... | 39 |
| Figure 9 : Capacités autorisées et tonnages entrants dans les UVE..... | 41 |
| Figure 10 : Tonnages entrants sur les UVE par type de matériaux..... | 41 |
| Figure 11 : Tonnages entrants sur les UVE par origine géographique..... | 42 |
| Figure 5 : Capacités autorisées et tonnages entrants dans les ISDND..... | 44 |
| Figure 6 : Évolution théorique des capacités réglementaires résiduelles des ISDND..... | 45 |
| Figure 7 : Tonnages entrants sur les ISDND par type de matériaux..... | 46 |
| Figure 8 : Tonnages entrants sur les ISDND par origine géographique..... | 47 |
| Figure 18 : Tonnages de DAE entrants par type d'installation..... | 48 |
| Figure 19 : Tonnages de DAE entrants sur les centres de gestion et de traitement par type de matériaux..... | 49 |
| Figure 20 : Tonnages de DAE entrants sur les centres de gestion et de traitement par origine géographique..... | 49 |
| Figure 21 : Tonnages de DAE entrants sur les ISDND par type de matériaux..... | 50 |
| Figure 22 : Tonnages de DAE entrants sur les centres de tri par type de matériaux..... | 50 |
| Figure 23 : Tonnages de DAE entrants sur les centres de traitement biologique par type de matériaux..... | 51 |
| Figure 24 : Filières de traitement des boues de STEP..... | 60 |
| Figure 25 : Tonnages de boues brutes de STEP traités par les installations de traitement..... | 62 |
| Figure 26 : Répartition des DAE produits par les entreprises artisanales de la région PACA, par type de déchets..... | 79 |

Tableaux

| | |
|---|----|
| Tableau 1 : Nombre d'acteurs publics exerçant une compétence Déchets au 31/12/2014..... | 9 |
| Tableau 2 : Typologie des acteurs publics au 31/12/2014 | 12 |
| Tableau 3 : Statut juridique des acteurs publics au 31/12/2014 | 13 |
| Tableau 4 : Tonnages départementaux et régionaux d'Ordures Ménagères et Assimilées | 14 |
| Tableau 5 : Tonnages départementaux et régionaux des autres déchets collectés en porte-à-porte..... | 15 |
| Tableau 6 : Performances (kg/hab.) départementales et régionales de collecte des OMA | 16 |
| Tableau 7 : Nombre de déchèteries et points relais par département..... | 19 |
| Tableau 8 : Tonnages départementaux et régionaux réceptionnés en déchèterie | 20 |
| Tableau 9 : Performances (kg/hab.) départementales et régionales en déchèterie | 21 |
| Tableau 10 : Programmes et plans de prévention..... | 23 |
| Tableau 11 : Filières de traitement des DMA et taux de recyclage matière et organique | 26 |
| Tableau 12 : Filières de traitement des déchets inertes et des déchets dangereux à l'échelle régionale | 28 |
| Tableau 13 : Nombre d'installations de gestion et de traitement des déchets à l'échelle départementale et régionale | 29 |
| Tableau 14 : Tonnages entrants sur les installations régionales de traitement et de gestion | 29 |
| Tableau 19 : Centres de tri hors PACA réceptionnant des déchets régionaux | 35 |
| Tableau 20 : Centres de tri Mécano-Biologique réceptionnant des déchets régionaux | 36 |
| Tableau 21 : Flux sortants des centres de tri Mécano-Biologique réceptionnant des déchets régionaux | 36 |
| Tableau 22 : Centres de traitement biologique hors PACA réceptionnant des DMA régionaux | 39 |
| Tableau 18 : UVE hors PACA réceptionnant des déchets régionaux..... | 42 |
| Tableau 15 : Capacités autorisées et dates prévisionnelles de fermeture des ISDND en PACA | 44 |
| Tableau 16 : Lixiviats et valorisation du biogaz des ISDND | 46 |
| Tableau 17 : ISDND hors PACA réceptionnant des déchets régionaux | 47 |
| Tableau 23 : Tonnages de DAE réceptionnés sur les installations | 48 |
| Tableau 24 : Origine des flux importés en PACA | 52 |
| Tableau 25 : Destination des flux exportés hors PACA..... | 52 |
| Tableau 26 : Origines, destinations et filières de traitement des flux importés en PACA | 53 |
| Tableau 27 : Origines, destinations et filières de traitement des flux exportés | 54 |
| Tableau 28 : Origines, destinations et filières de traitement des flux interdépartementaux (PACA) | 56 |
| Tableau 29 : Tonnages de déchets dangereux dans le périmètre de l'Observatoire | 57 |
| Tableau 30 : Recensement des STEP par département..... | 60 |
| Tableau 31 : Tonnage des boues de STEP par filières de traitement et par département..... | 61 |
| Tableau 32 : Estimations des matières de vidange issues des installations d'assainissement non collectif..... | 63 |
| Tableau 33 : Estimations des tonnages des sous-produits de l'assainissement | 63 |
| Tableau 34 : Estimation du nombre d'emplois (Equivalent Temps Plein)..... | 64 |
| Tableau 35 : Nombre de collectivités pour lesquelles le montant total de dépense est calculable | 66 |
| Tableau 36 : Dépenses totales de la gestion des DMA pour les 37 collectivités exerçant toutes les compétences déchets et ayant fourni cette information | 66 |
| Tableau 37 : Estimation du coût de gestion des déchets ménagers et assimilés en PACA | 67 |
| Tableau 38 : Avancement des Plans de gestion de déchets de la région (décembre 2015)..... | 69 |
| Tableau 39 : Indicateurs de référence de l'ORD PACA et leur déclinaison départementale | 70 |
| Tableau 40 : Estimation des quantités de DAE produits en 2012 en PACA par les entreprises artisanales < à 20 salariés | 79 |
| Tableau 41 : Estimation des ratios de DAE « assimilés » par département, pour les entreprises artisanales de moins de 20 salariés | 80 |
| Tableau 42 : Estimation des ratios de Cartons, Papiers et Déchets Verts « assimilés » par département, pour les entreprises artisanales de moins de 20 salariés | 81 |

I. L'ORGANISATION TERRITORIALE DE LA COLLECTE ET DU TRAITEMENT

1. Les compétences des acteurs publics de la gestion des déchets

Le service public d'élimination des déchets est une compétence territoriale assurée par les collectivités locales : « Les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) assurent, éventuellement en liaison avec les départements et les régions, l'élimination des déchets des ménages » (article L2224-13 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Depuis la loi Chevènement du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, ce service public a beaucoup évolué. Auparavant, la compétence déchet était considérée comme unique. Cependant, la plupart des collectivités avaient déjà l'habitude de scinder le service en deux, confiant l'exécution de la collecte et du traitement à des groupements de communes différents.

L'article L 2224-13 du CGCT autorise le transfert partiel de la compétence élimination des déchets : « Les communes peuvent transférer à un établissement public de coopération intercommunale ou à un syndicat mixte, soit l'ensemble de la compétence d'élimination et de valorisation des déchets des ménages, soit la partie de cette compétence comprenant le traitement, la mise en décharge des déchets ultimes ainsi que les opérations de transport, de tri, ou de stockage qui s'y rapportent. Les opérations de transport, de tri ou de stockage qui se situent à la jonction de la collecte et du traitement peuvent être intégrées à l'une ou l'autre de ces deux missions. »

La loi du 12 juillet 2009 a donc fractionné la compétence déchet et a autorisé les transferts « en cascade » :

- Une commune peut déléguer à un EPCI ou syndicat mixte la seule compétence traitement ou l'ensemble de la compétence (collecte + traitement) ;
- Un EPCI peut déléguer à un syndicat mixte la seule compétence traitement ou l'ensemble de la compétence (collecte + traitement) ;
- Une commune peut déléguer l'ensemble de la compétence (collecte + traitement) à un EPCI qui peut à son tour déléguer à un syndicat mixte soit l'ensemble de la compétence, soit uniquement le traitement. On parle dans ce cas de « transfert en cascade ».

Il est également précisé qu'un syndicat mixte ayant la compétence collecte peut adhérer à un syndicat mixte ayant la compétence traitement (art. L 5711-4 du CGCT). Enfin, le principe d'exclusivité impose qu'une collectivité qui assure la collecte l'assure sur tous les dispositifs de collecte. De la même façon, une collectivité exerçant le traitement doit l'assurer sur la totalité des déchets pris en charge dans le cadre du service public.

L'article L.5211-61, modifié par Ordonnance n°2010-1579 du 17 décembre 2010 – art. 24, indique qu' « Un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut transférer toute compétence à un syndicat de communes ou un syndicat mixte dont le périmètre inclut en totalité le périmètre communautaire après création du syndicat ou adhésion de l'établissement public.

Par dérogation à l'alinéa précédent, en matière de gestion de l'eau et des cours d'eau, d'alimentation en eau potable, d'assainissement collectif ou non collectif, de collecte ou de traitement des déchets ménagers et assimilés, ou de distribution d'électricité ou de gaz naturel, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut transférer toute compétence à un syndicat de communes ou un syndicat mixte sur tout ou partie de son territoire ou à plusieurs syndicats situés chacun sur des parties distinctes de son territoire.

Lorsque par application des alinéas précédents ou des articles L. 5214-21, L. 5215-22 ou L. 5216-7, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre n'est membre que pour une partie de son territoire d'un syndicat mixte, la population prise en compte dans le cadre de la majorité prévue aux articles L. 5211-17 à L. 5211-20 et L. 5212-27 au titre de cet établissement est la population correspondant à la partie de son territoire incluse dans le syndicat mixte. »

Cela signifie que depuis 2011, les transferts de compétence dits « en étoile » sont tolérés pour ce qui concerne la compétence Déchets.

Ce type de cas est de moins en moins fréquent sur la région PACA depuis 2009.

Le tableau et les cartes ci-après présentent l'organisation des différents acteurs publics (collectivités locales et syndicats) exerçant (hors délégation) au moins une des 4 compétences de collecte et/ou traitement des déchets (collecte des OMr dite « traditionnelle », collecte sélective, Déchèterie, Traitement) :

| Compétence | PACA | Alpes-de-Haute-Provence | Hautes-Alpes | Alpes-Maritimes | Bouches-du-Rhône | Var | Vaucluse |
|-------------------------|------|-------------------------|--------------|-----------------|------------------|-----|----------|
| Collecte traditionnelle | 111 | 18 | 19 | 7 | 23 | 25 | 19 |
| Collecte sélective | 104 | 19 | 19 | 7 | 16 | 26 | 17 |
| Déchèterie | 90 | 16 | 18 | 5 | 13 | 22 | 16 |
| Traitement | 60 | 4 | 18 | 6 | 10 | 12 | 10 |

Tableau 1 : Nombre d'acteurs publics exerçant une compétence Déchets au 31/12/2014

À l'échelle régionale et quelques soient les départements, plus de la moitié des collectivités ont transféré leur compétence « Traitement ». Pour les autres compétences (collecte sélective et déchèterie), leur transfert est de plus faible ampleur. Les Alpes-Maritimes connaissent une forte mutualisation des moyens, seules 7 acteurs assurent la compétence déchets contre une vingtaine pour les autres départements.

En 2014, la région PACA compte **123 collectivités** exerçant au moins une compétence Déchets. La région en comptait 145 en 2012 (- 15 %). L'année 2014 est marquée par de nombreuses créations et modifications de collectivités telles que :

- SMIRTOM Durance Provence - 04 (fusion du SEDEM Peyruis et SMIRTOM Volonne)
- Communauté de Communes Buech et Dévoluy – 05 (fusion de CC) ;
- Communauté d'Agglomération des Pays de Lérins – 06 (fusion de 5 communes indépendantes) ;
- Communauté de Communes des Alpes d'Azur – 06 (fusion de 3 CC) ;
- Intégration d'une CC à la Métropole Nice Côte d'Azur – 06 ;
- Dissolution du SIVADES et création de la Communauté d'Agglomération du Pays Grassois – 06 (fusion d'une CA et de 2 CC) ;
- Intégration de 2 SIVOM à la Communauté d'Agglomération de la Riviera Française et de la Roya – 06 ;
- Intégration des communes de Gardanne et de Gréasque à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix – 13 ;
- Intégration de la commune de Mollégès à la Communauté d'Agglomération Rhône Alpilles Durance – 13 ;
- Intégration de la commune de Bagnols-en-Forêt à la Communauté de Communes Pays de Fayence – 83 ;
- Intégration de 3 communes du Syndicat Mixte du Haut Var à la Communauté d'Agglomération Dracénoise ;
- Intégration de Bras (anciennement Syndicat Mixte Zone du Verdon) à la Communauté de Communes Sainte Baume Mont Aurélien – 83 ;
- Sortie du SMITOM Sisteron du SYDEVOM 04 ;
- Communauté de Communes du Pays d'Apt Pont Julien – 84 (fusion de 2 CC et de communes indépendantes) ;
- Communauté de Communes Lubéron et Monts de Vaucluse – 84 (fusion de 2 CC).

La mise en place progressive des Schémas Départementaux de Coopération Intercommunale (SDCI) devrait amplifier encore ce constat. L'objectif d'un SDCI étant triple :

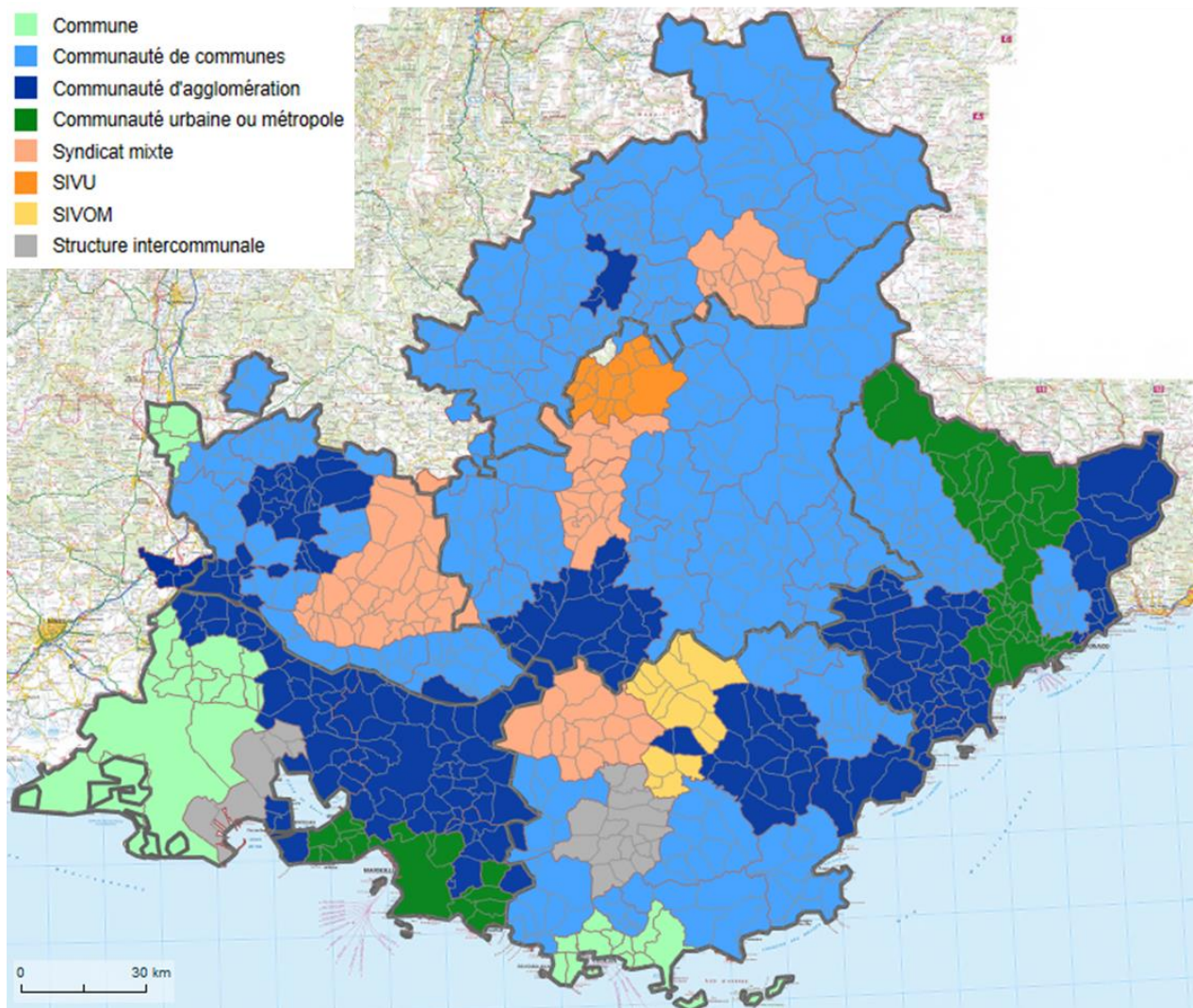
- Etablir une couverture intégrale du territoire par des EPCI à fiscalité propre, supprimant les enclaves et les discontinuités territoriales ;
- Prévoir de rationaliser les périmètres des EPCI et des syndicats mixtes existants ;
- Réduire le nombre de syndicats intercommunaux et mixtes.

Il faut également citer la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2016, regroupant une Communauté Urbaine, 4 Communautés d'Agglomération et un syndicat d'agglomération nouvelle.

Plus généralement, il faut noter les particularités suivantes :

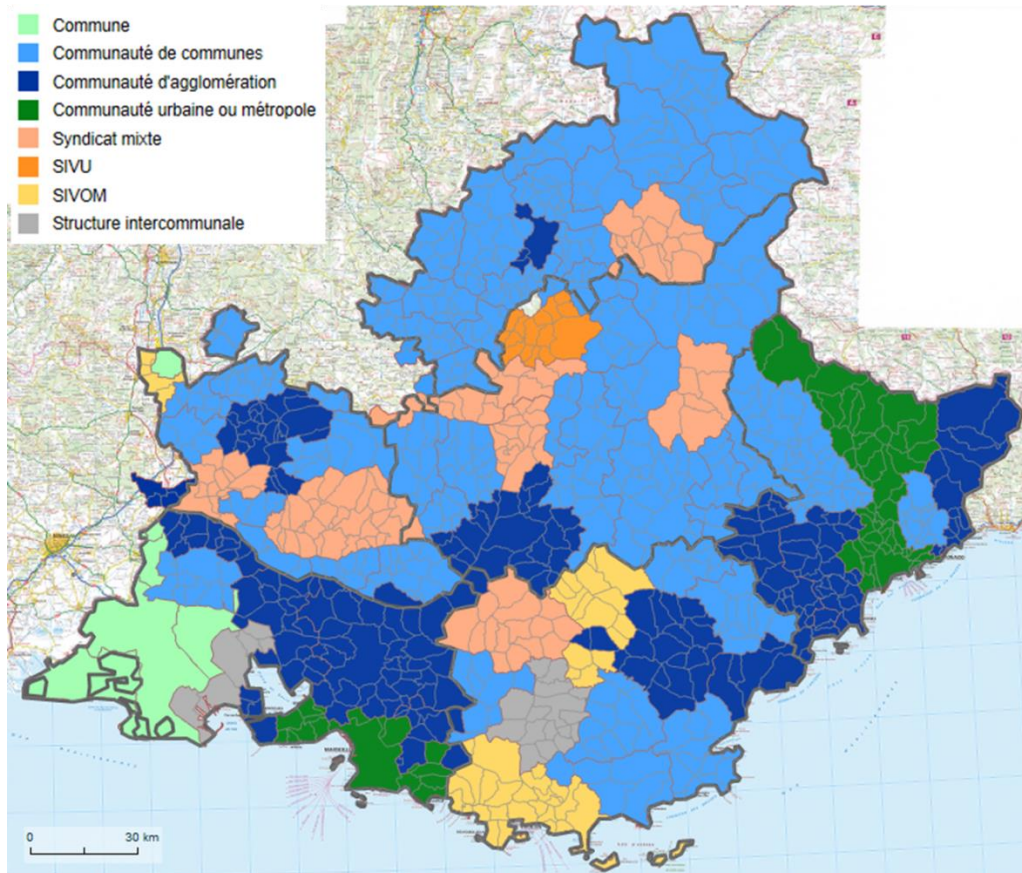
- Alpes-de-Haute-Provence : transfert de la compétence « collecte sélective » de la majorité des collectivités au SYDEVOM 04,
- Alpes-de-Haute-Provence et Var : les collectivités en charge de la compétence « traitement » ont rarement la compétence « Déchèterie ». Il existe sur ses 2 départements de gros syndicats de traitement, regroupant un grand nombre de collectivités.

Cette carte fait apparaître tous les acteurs publics ayant la compétence de Collecte Traditionnelle pour l'année 2014 (Ordures ménagères résiduelles), incluant les acteurs l'ayant déléguée :

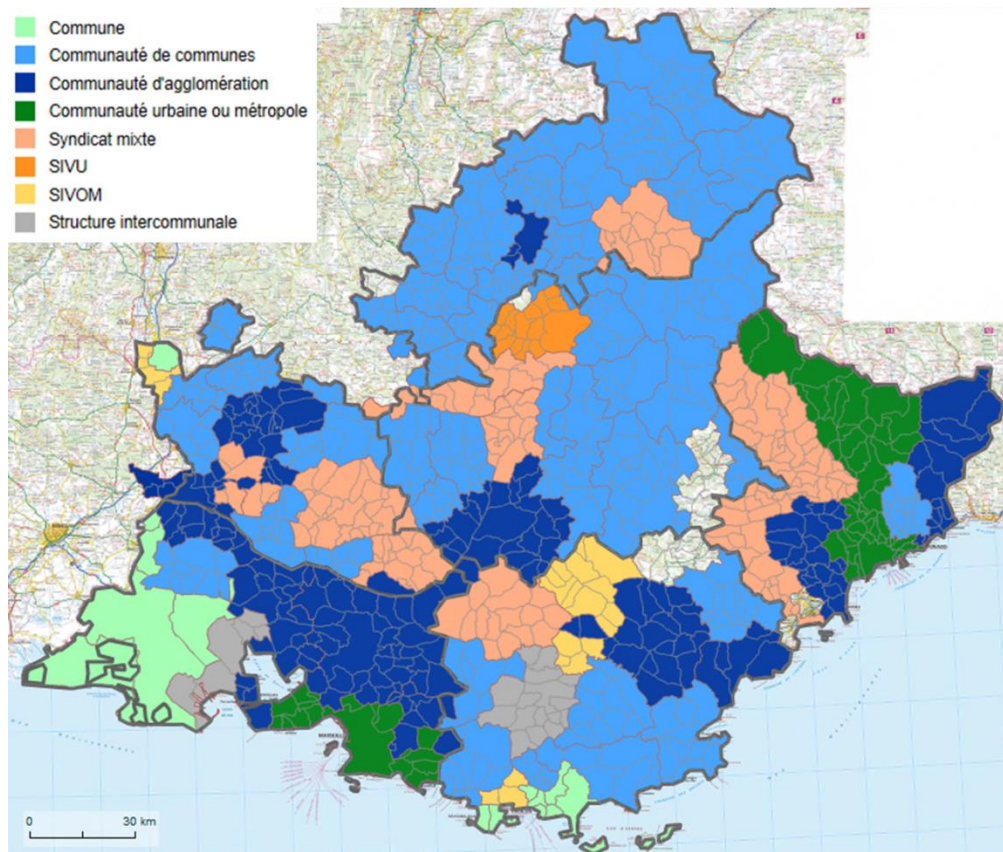


Carte 1 : Acteurs publics ayant la compétence de collecte des Ordures Ménagères résiduelles (OMr)

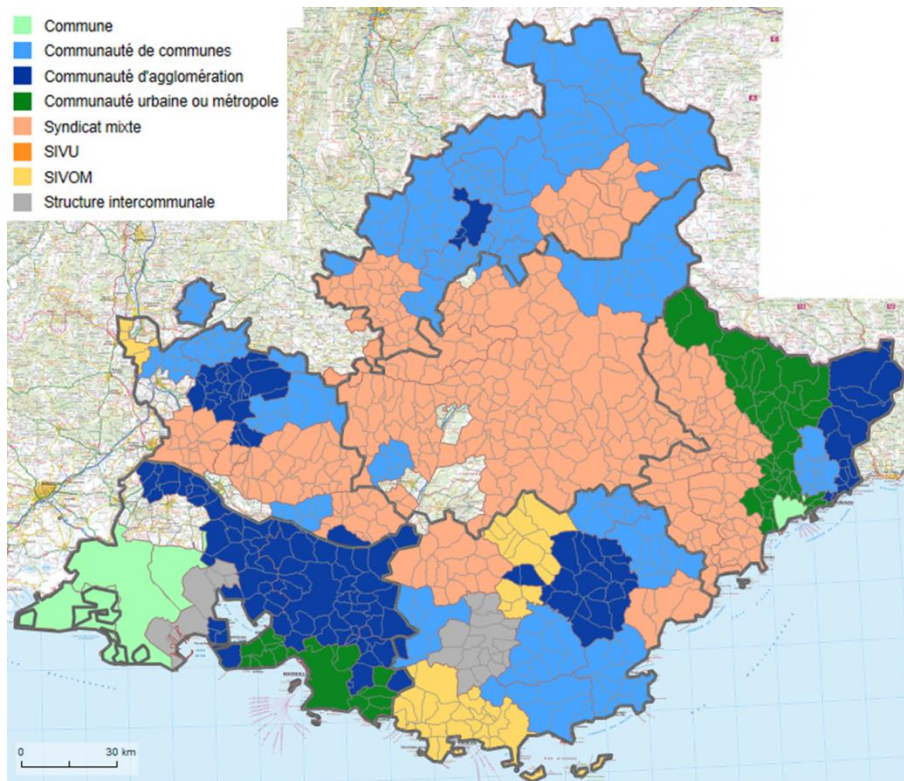
Pour une meilleure lisibilité, les cartes suivantes ne font pas apparaître les collectivités ayant délégué leurs compétences (absence de coloration sur les cartes).



Carte 2 : Acteurs publics exerçant la compétence de collecte sélective



Carte 3 : Acteurs publics exerçant la compétence déchèterie



Carte 4 : Acteurs publics exerçant la compétence de traitement

Nota Bene : Dans le cas de collectivités ayant délégué partiellement leur compétence Traitement, cette carte ne fait pas apparaître les communes pour lesquelles la collectivité a conservé cette compétence. C'est le cas pour 8 communes de la DLVA (04) et 4 communes de la CCPRO (84). D'autre part, la CCVBA et 3 communes (13) ayant délégué leur compétence au syndicat SRE, situé dans le Gard, n'apparaissent pas non plus.

2. La typologie des acteurs publics exerçant la compétence Collecte traditionnelle

Afin de comprendre le contexte (habitat, activité économique, tourisme) lié aux collectivités de la région, le tableau ci-après présente la répartition des structures exerçant la compétence Collecte traditionnelle selon leur typologie (rural, touristique, etc.) :

| Typologie des structures communales | Nombre d'acteurs publics | Nombre de communes adhérentes | Population adhérente (SINOE-INSEE 2014) | % de la population totale adhérente |
|-------------------------------------|--------------------------|-------------------------------|---|-------------------------------------|
| URBAIN dense | 4 | 69 | 1 816 452 hab. | 35,87% |
| URBAIN | 10 | 86 | 996 081 hab. | 19,67% |
| MIXTE à dominante urbaine | 15 | 107 | 757 640 hab. | 14,96% |
| TOURISTIQUE urbain | 32 | 297 | 707 701 hab. | 13,97% |
| Très TOURISTIQUE | 6 | 22 | 370 294 hab. | 7,31% |
| Autre TOURISTIQUE | 22 | 221 | 197 879 hab. | 3,91% |
| MIXTE à dominante rurale | 10 | 100 | 110 017 hab. | 2,17% |
| RURAL avec ville centre | 12 | 110 | 108 112 hab. | 2,13% |
| RURAL dispersé | - | - | - hab. | - % |

Tableau 2 : Typologie des acteurs publics au 31/12/2014

À l'échelle régionale, le territoire est marqué par une importante proportion d'**habitants en zones urbaines** (env. 85 % de la population) et de nombreuses collectivités touristiques (540 communes), plus de la moitié des communes de la région. Ces typologies semblent pertinentes pour expliquer en partie les valeurs élevées des performances de collectes (kg/hab.) par rapport aux données nationales.

Les départements des Hautes-Alpes, des Alpes-Maritimes et du Var ont de plus nombreuses collectivités aux typologies dites « Touristiques » par rapport aux trois autres départements.

3. Le statut juridique des acteurs publics exerçant la compétence de Collecte traditionnelle

Ce tableau présente la forme juridique des différents acteurs publics exerçant la compétence de collecte des Ordures Ménagères résiduelles (OMr) :

| Type de statut juridique | Nombre d'acteurs publics | % des acteurs publics | Nombre de communes adhérentes | Nombre d'habitants (SINOE- INSEE 2014) | % de la population totale adhérente |
|----------------------------|--------------------------|-----------------------|-------------------------------|--|-------------------------------------|
| Communauté d'agglomération | 15 | 13.51 | 241 | 1 847 214 hab. | 36,48% |
| Communauté urbaine | 1 | 0.90 | 18 | 1 053 153 hab. | 20,80% |
| Communauté de communes | 52 | 46.85 | 537 | 783 394 hab. | 15,47% |
| Commune | 33 | 29.73 | 33 | 560 730 hab. | 11,07% |
| Métropole | 1 | 0.90 | 49 | 535 729 hab. | 10,58% |
| Structure intercommunale | 2 | 1.80 | 22 | 151 516 hab. | 2,99% |
| Syndicat mixte | 5 | 4.50 | 82 | 113 745 hab. | 2,25% |
| SIVOM | 1 | 0.90 | 15 | 16 198 hab. | 0,32% |
| SIVU | 1 | 0.90 | 15 | 2 497 hab. | 0,05% |

Tableau 3 : Statut juridique des acteurs publics au 31/12/2014

La métropole, la communauté urbaine et les communautés d'agglomération collectent les OMr de 68 % de la population régionale. Cependant, 33 communes ont conservé leur compétence « collecte » (env. 11 % de la population), c'est 5 % de moins qu'en 2013. Il faut noter la situation particulière des agglomérations de Toulon et d'Avignon qui présentent sur un secteur semi-urbain un éclatement des compétences entre les communes ou leur groupement et leur syndicat de traitement. Le statut de « métropole » a été distingué dans les statuts juridiques de la base de données SINOE©. Ce statut représentera plus de 40 % de la population de la région PACA en 2016.

II. LES SERVICES DE COLLECTE

1. Les services de collecte

Les tableaux suivants présentent les tonnages collectés par les services de collecte des acteurs publics, par type de matériaux collectés (hors déchèteries et déchets de voiries) :

| | Ordures Ménagères et Assimilées (OMA) | | | | | |
|--------------------------------|---------------------------------------|-----------|------------------|----------------|----------------|-------------|
| | OMr | Verre* | Matériaux secs** | Total OMA 2014 | Total OMA 2013 | Évolution % |
| PACA | 1 995 741 t | 103 399 t | 175 554 t | 2 274 694 t | 2 264 228 t | 0,5% |
| Alpes-de-Haute-Provence | 58 694 t | 4 121 t | 5 753 t | 68 567 t | 68 963 t | -0,6% |
| Hautes-Alpes | 46 493 t | 5 587 t | 7 570 t | 59 650 t | 60 143 t | -0,8% |
| Alpes-Maritimes | 460 716 t | 24 177 t | 45 224 t | 530 117 t | 544 651 t | -2,7% |
| Bouches-du-Rhône | 772 701 t | 28 379 t | 53 626 t | 854 706 t | 846 889 t | 0,9% |
| Var | 471 366 t | 27 309 t | 41 867 t | 540 542 t | 525 094 t | 2,9% |
| Vaucluse | 185 771 t | 13 827 t | 21 514 t | 221 111 t | 218 488 t | 1,2% |

* dont collecte de verre des professionnels

** collectes des emballages ménagers, journaux-magazines, déchets textiles et collectes des papiers/cartons des professionnels

Tableau 4 : Tonnages départementaux et régionaux d'Ordures Ménagères et Assimilées

Tous les acteurs publics ont fourni des informations sur leurs tonnages d'OMA collectés en 2014.

Les efforts d'enquête et de relances de l'Observatoire permettent chaque année une meilleure compréhension des organisations. D'autre part, une baisse significative des tonnages d'OMA continue d'être observée sur les 3 départements alpins mais pas sur les 3 autres. A l'échelle de la région PACA, une augmentation de 0,5 % est observée.

Cependant cette augmentation est surtout liée à une amélioration des tonnages de verre dans tous les départements. Le Var et le Vaucluse connaissent en 2014 une importante amélioration de leurs performances de collectes sélectives (+1 700 t et +3 300 t). En effet pour le Vaucluse, la Communauté d'Agglomération Ventoux-Comtat-Venaissin a développé fin 2013 une collecte en porte à porte qui montre une réelle efficacité tant sur le verre que sur les matériaux secs. Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération du Grand Avignon a également augmenté ses performances, aidée de la prise en compte des tonnages de cartons des commerçants.

L'augmentation de plus de 13 000 t d'OMr sur le département du Var correspond, quant à elle, à l'identification d'une collecte de Déchets d'Activités Economiques (DAE) parallèle à la collecte des OMr, sur la Communauté de Communes Golfe de Saint-Tropez.

Le graphique suivant illustre à l'échelle de la région et des départements la part des OMA collectées :

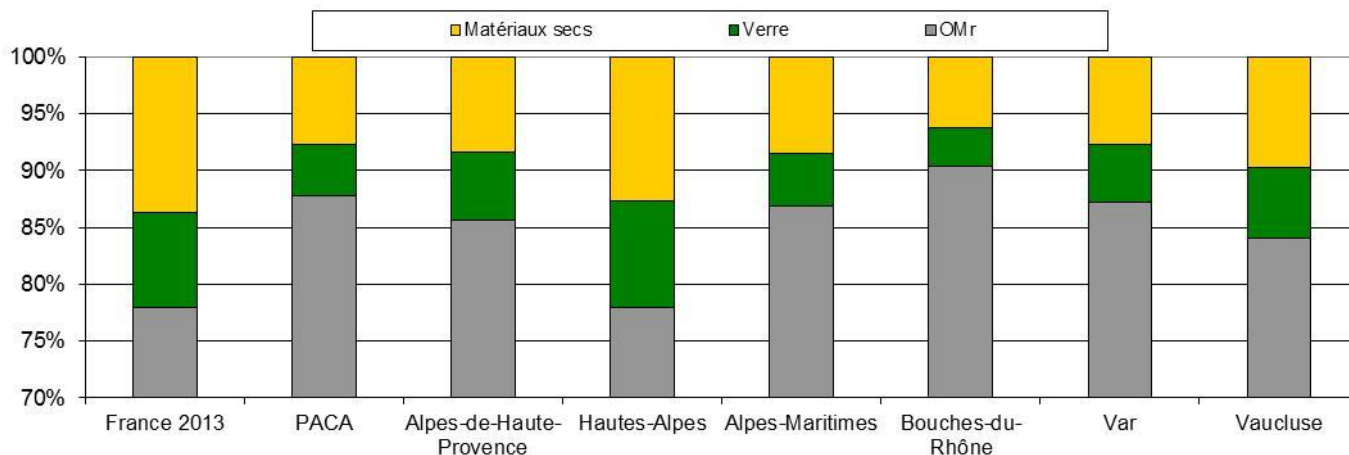


Figure 1 : Comparaison du poids relatif des OMA collectés

Les Ordures Ménagères résiduelles représentent de 78 % à 90 % des OMA collectées selon les départements, en cohérence avec les performances de collecte observées sur ces territoires. Le verre représente 3 à 9 % des tonnages et les matériaux secs représentent 6 à 13 % des tonnages selon les départements. Ces proportions ont peu évolué depuis l'année d'observation 2010. Sur ces quatre années d'exercice, la part d'OMr a baissé d'1 point quand celles du verre et des matériaux secs ont augmenté respectivement de 0,3 et 0,6 point.

Certains acteurs publics ont des services de collecte dédiés à la collecte des déchets verts, des encombrants et des déchets dangereux. Celles des encombrants existent souvent pour pallier une faible présence ou même une absence de déchèterie sur le territoire :

| | Autres types de déchets collectés en porte-à-porte | | | | | Evolution % |
|--------------------------------|--|-------------|-------------------------------|------------|------------|-------------|
| | Déchets verts | Encombrants | Déchets dangereux (y.c. DEEE) | Total 2014 | Total 2013 | |
| PACA | 10 006 t | 71 543 t | 399 t | 81 948 t | 74 106 t | 10,58% |
| Alpes-de-Haute-Provence | 135 t | 0 t | 0 t | 135 t | 134 t | 0,75% |
| Hautes-Alpes | 0 t | 518 t | 1 t | 519 t | 844 t | -38,51% |
| Alpes-Maritimes | 4 395 t | 28 453 t | 0 t | 32 848 t | 34 922 t | -5,94% |
| Bouches-du-Rhône | 4 182 t | 23 801 t | 55 t | 28 038 t | 31 210 t | -10,16% |
| Var | 1 294 t | 8 229 t | 108 t | 9 631 t | 3 477 t | 176,99% |
| Vaucluse | 0 t | 10 542 t | 235 t | 10 776 t | 3 519 t | 206,22% |

Tableau 5 : Tonnages départementaux et régionaux des autres déchets collectés en porte-à-porte

Ce dernier tableau met en évidence un enseignement des enquêtes concernant la précision des données disponibles. En effet, de nombreuses collectivités réalisent des collectes spécifiques parfois même alors qu'elles n'ont plus la compétence collecte (services techniques de la commune). Cependant, ces apports sont dirigés très majoritairement vers les déchèteries et inclus aux tonnages de celles-ci.

Pour l'année 2014, le tonnage global de collectes spécifiques en porte-à-porte sur la région PACA augmente de 8 000 t dont 6 000 t d'encombrants. Ces tonnages d'encombrants correspondent à ceux identifiés dans le rapport annuel de la Communauté d'Agglomération du Grand Avignon en 2014.

Le tableau suivant présente les performances par type de matériaux collectés, tenant compte de la population de référence de chaque territoire (Source : population SINOE - estimation 2014, les ratios 2013 affichés tiennent compte de la mise à jour des estimations de populations) :

| | Ordures Ménagères et Assimilées (OMA) | | | | | |
|--------------------------------|---------------------------------------|-------------------|-------------------|--------------------|-----------------------------|-----------------------|
| | OMr | Verre* | Matériaux secs** | Total OMA 2014 | Total OMA 2013 | Évolution % |
| France 2013 | 268 kg/hab. | 29 kg/hab. | 47 kg/hab. | 344 kg/hab. | (donnée 2011 : 365 kg/hab.) | - 5,8 % (en 2 ans) |
| PACA | 401 kg/hab. | 21 kg/hab. | 35 kg/hab. | 457 kg/hab. | 457 kg/hab. | -0,1% |
| Alpes-de-Haute-Provence | 366 kg/hab. | 26 kg/hab. | 36 kg/hab. | 428 kg/hab. | 431 kg/hab. | -0,8% |
| Hautes-Alpes | 329 kg/hab. | 40 kg/hab. | 54 kg/hab. | 422 kg/hab. | 420 kg/hab. | 0,3% |
| Alpes-Maritimes | 426 kg/hab. | 22 kg/hab. | 42 kg/hab. | 491 kg/hab. | 503 kg/hab. | -2,4% |
| Bouches-du-Rhône | 382 kg/hab. | 14 kg/hab. | 27 kg/hab. | 422 kg/hab. | 420 kg/hab. | 0,5% |
| Var | 458 kg/hab. | 27 kg/hab. | 41 kg/hab. | 525 kg/hab. | 514 kg/hab. | 2,2% |
| Vaucluse | 342 kg/hab. | 25 kg/hab. | 40 kg/hab. | 407 kg/hab. | 412 kg/hab. | -1,2% |

* dont collecte de verre des professionnels

** collectes des emballages ménagers, journaux-magazines, déchets textiles et collectes des papiers/cartons des professionnels

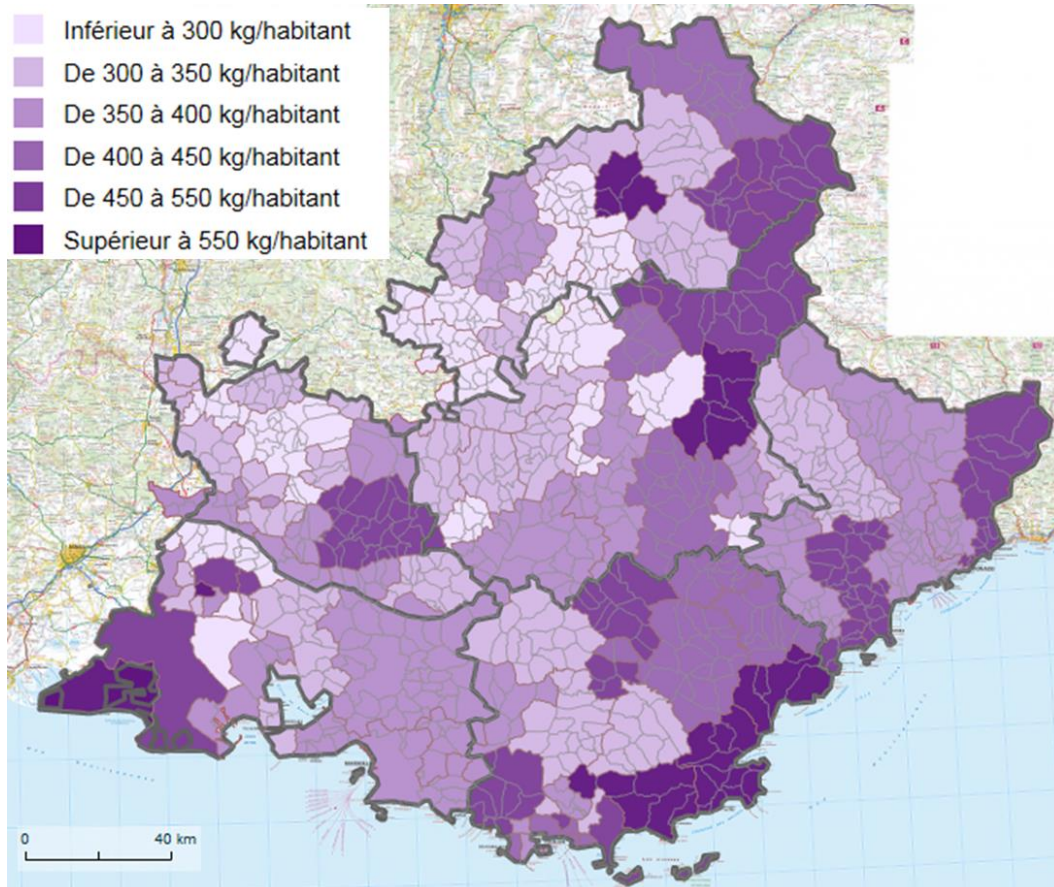
Tableau 6 : Performances (kg/hab.) départementales et régionales de collecte des OMA

La loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement du 3 août 2009 (loi n°2009-967) fixe une réduction de la production d'Ordures Ménagères et Assimilés (OMA) par habitant de 7 % entre 2008 et 2013.

Ces performances sont à rapprocher des observations faites concernant la typologie des collectivités à l'échelle régionale comme aux échelles départementales (zones urbaines et touristiques), typologie qui distingue la région PACA des autres régions françaises. Cependant, il faut noter le faible niveau des performances des collectes sélectives du verre et des matériaux secs (emballages, journaux magazine, textiles et papiers/cartons des professionnels) par rapport à la moyenne nationale, et ceci malgré l'importance de l'afflux touristique.

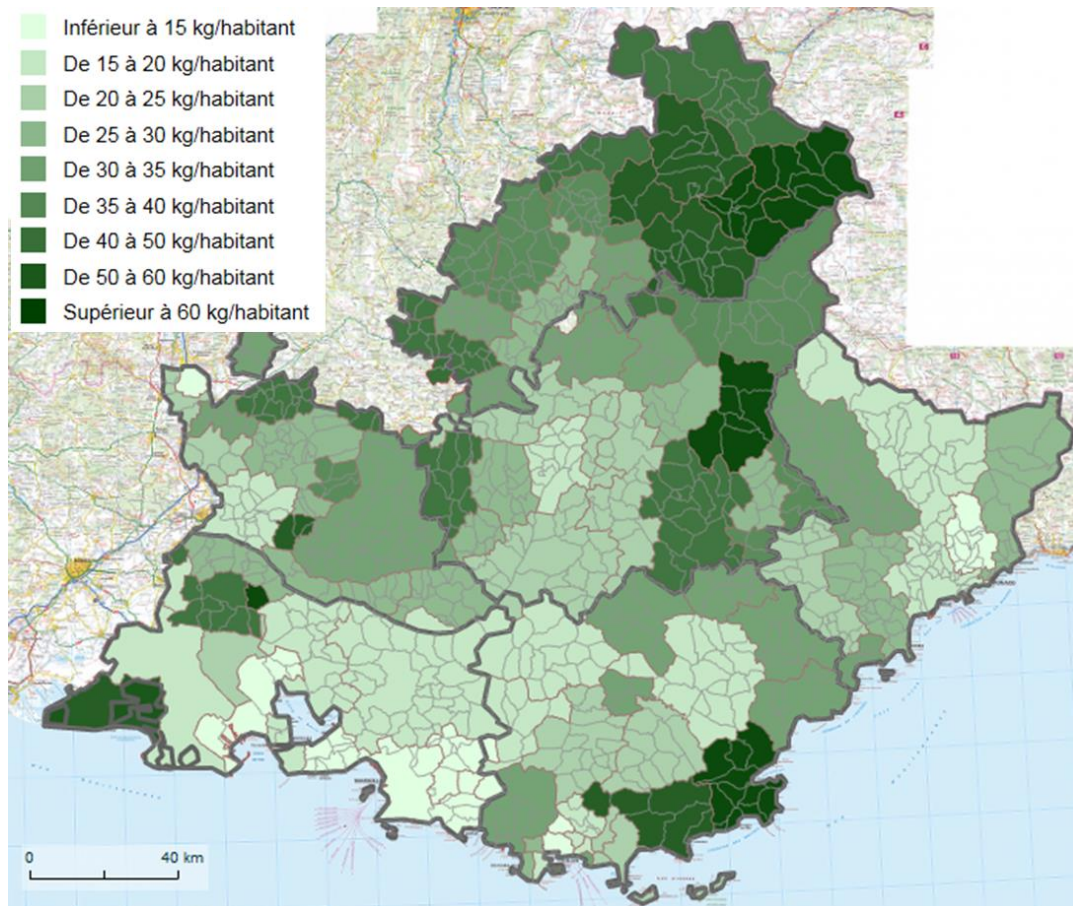
Depuis 2010, l'évolution des performances régionales d'OMA montre une diminution de - 5,7 %, liée essentiellement à une diminution notable des OMr (- 6,8 %). Les performances de collectes sélectives de verre et des matériaux secs augmentent respectivement de + 3 % et + 3,5 %.

Les cartes suivantes présentent les performances de collecte observées sur les territoires des acteurs ayant la compétence étudiée :

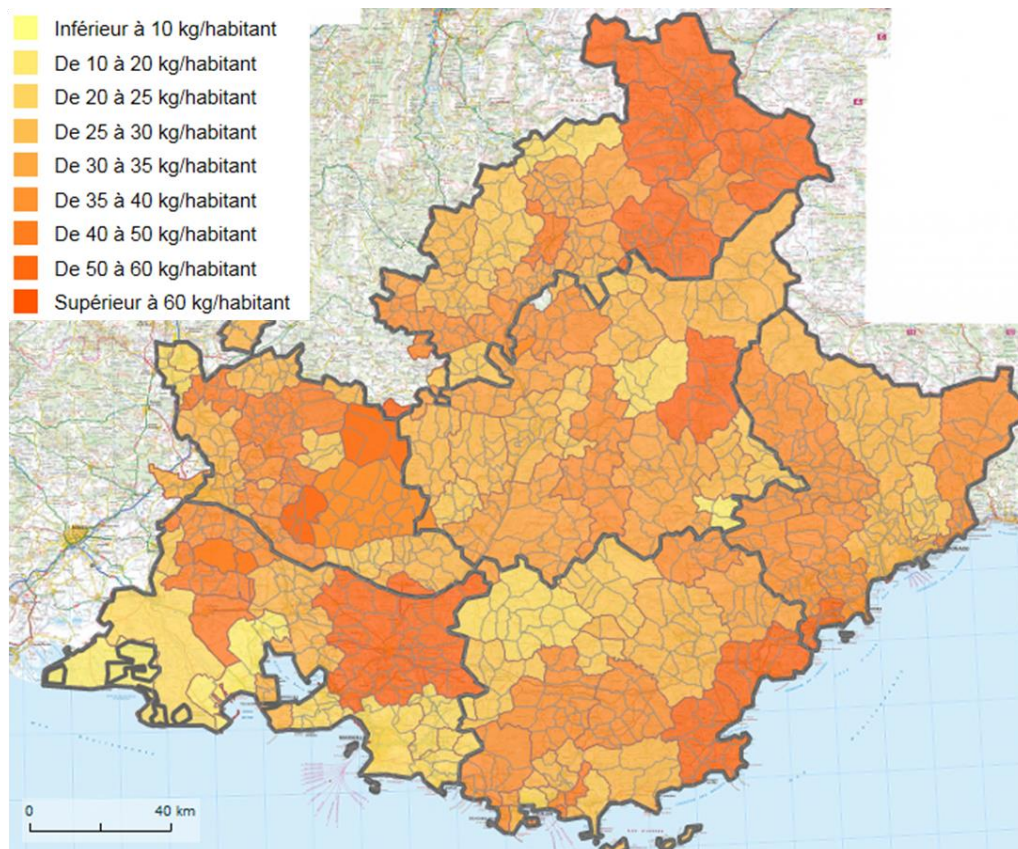


Carte 5 : Performances (kg/hab.) de collecte des OMr à l'échelle des EPCI compétents

Ces cartes font apparaître d'importantes disparités au niveau des territoires. L'analyse des performances de collecte des OMr permet notamment de mettre en parallèle les zones touristiques et les ratios élevés d'OMr.



Carte 6 : Performances (kg/hab.) de collecte du verre à l'échelle des EPCI compétents



Carte 7 : Performances (kg/hab.) de collecte des matériaux secs à l'échelle des EPCI compétents

2. Les déchèteries et points relais

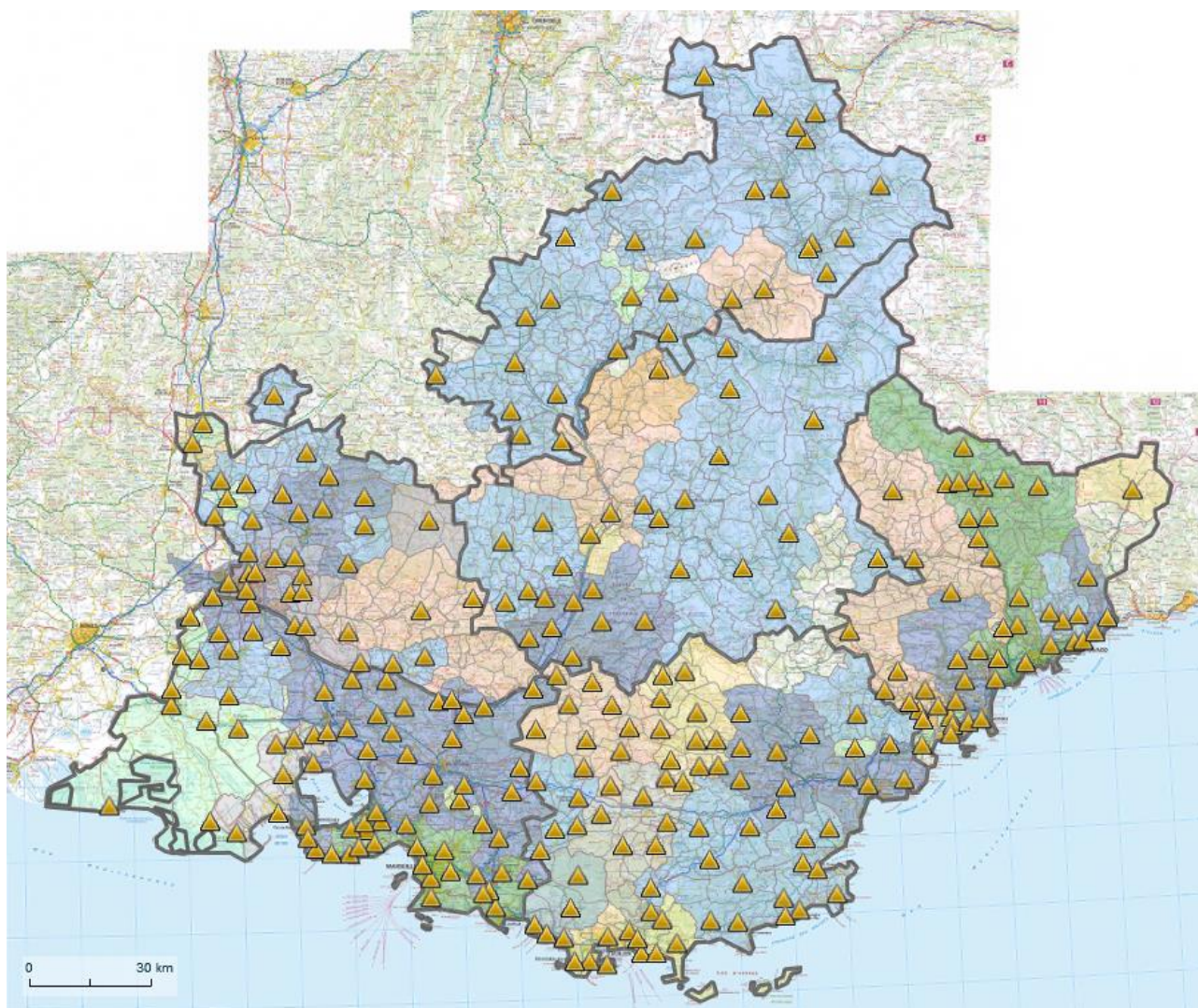
Le tableau ci-après affiche le nombre de déchèteries (gardiennées) et point relais par département. Il est à noter que les territoires non couverts par ce type d'équipement ont souvent mis en place des collectes en porte à porte d'encombrants, de déchets verts et/ou un ramassage régulier des dépôts sauvages.

| Nombre de déchèteries et points relais | PACA | Alpes-de-Haute-Provence | Hautes-Alpes | Alpes-Maritimes | Bouches-du-Rhône | Var | Vaucluse |
|--|------|-------------------------|--------------|-----------------|------------------|-----|----------|
| Année 2014 | 311 | 34 | 31 | 51 | 75 | 82 | 38 |

Tableau 7 : Nombre de déchèteries et points relais par département

À ces déchèteries, il convient d'ajouter la déchèterie de Suze-la-Rousse (SIVOM du Tricastin – Drôme (26)) qui accueille les déchets des habitants de Saint-Roman-de-Malegarde (84) et Lagarde-Paréol (84).

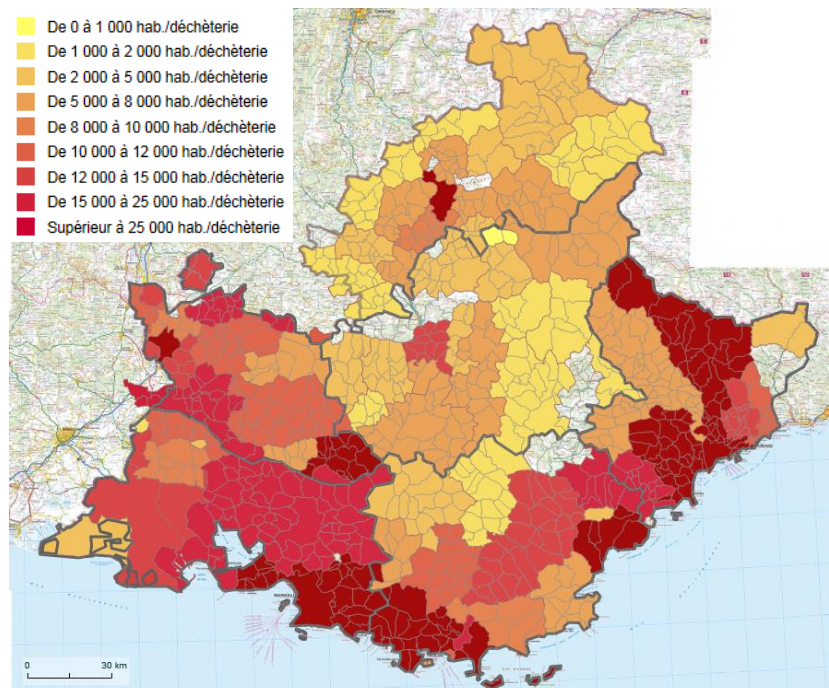
La carte suivante localise les déchèteries sur le territoire régional. En fonction des données disponibles, celles-ci sont géolocalisées ou placées au barycentre du territoire assurant la compétence « Déchèterie ».



Carte 8 : Localisation des déchèteries

Le réseau de déchèteries et point relais est conséquent sur la région. Quelques zones restent toutefois à équiper. Les déchèteries représentent un moyen adapté pour la récupération des Déchets Dangereux des Ménages et la diminution, voir la disparition des dépôts sauvages.

En 2014, la région PACA compte 16 000 habitants pour une déchèterie, la moyenne nationale est quant à elle de 14 200 habitants pour une déchèterie (données SINOE 2013).



Carte 9 : Nombre d'habitants par déchèterie sur le territoire des acteurs ayant cette compétence

Le tableau suivant affiche les tonnages collectés sur l'ensemble de ces déchèteries et points relais à l'échelle de la région et des départements :

| | Déchets des déchèteries | | | | | | | Total 2014 | Total 2013 | Évolution % |
|--------------------------------|-------------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|-----------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------|
| | Matériaux recyclables* | Encombrants | Déchets verts | Autres déchets** | Déchets dangereux | DEEE | Déblais et gravats | | | |
| PACA | 158 379 t | 294 262 t | 324 490 t | 2 984 t | 5 607 t | 17 522 t | 407 524 t | 1 210 767 t | 1 166 421 t | 3,8 % |
| Alpes-de-Haute-Provence | 7 358 t | 9 181 t | 12 954 t | 0 t | 282 t | 700 t | 21 909 t | 52 384 t | 37 133 t | 41,1 % |
| Hautes-Alpes | 11 346 t | 9 406 t | 10 341 t | 718 t | 340 t | 1 690 t | 12 338 t | 46 179 t | 44 608 t | 3,5 % |
| Alpes-Maritimes | 27 246 t | 61 595 t | 67 704 t | 273 t | 1 022 t | 3 197 t | 70 299 t | 231 337 t | 227 767 t | 1,6 % |
| Bouches-du-Rhône | 60 297 t | 114 925 t | 104 991 t | 8 t | 2 339 t | 5 324 t | 197 554 t | 485 438 t | 470 258 t | 3,2 % |
| Var | 31 363 t | 68 544 t | 98 129 t | 0 t | 1 280 t | 4 147 t | 64 478 t | 267 941 t | 259 328 t | 3,3 % |
| Vaucluse | 20 769 t | 30 612 t | 30 370 t | 1 985 t | 344 t | 2 463 t | 40 945 t | 127 488 t | 127 327 t | 0,1 % |

*Matériaux recyclables : bois, métaux, papiers-cartons, plastiques, textiles.

**Autres déchets : Cette typologie comprend essentiellement des déchets en mélange et une petite quantité d'huiles alimentaires

Tableau 8 : Tonnages départementaux et régionaux réceptionnés en déchèterie

Le tonnage global collecté sur les déchèteries de la région PACA a augmenté de 3,8 % entre 2013 et 2014. Cette augmentation concerne essentiellement les DEEE (+15 %), les déchets dangereux (+17 %), les déchets verts (+18 %) et les matériaux recyclables (+4 %). Les tonnages de gravats et d'encombrants sont stables, voire en baisse.

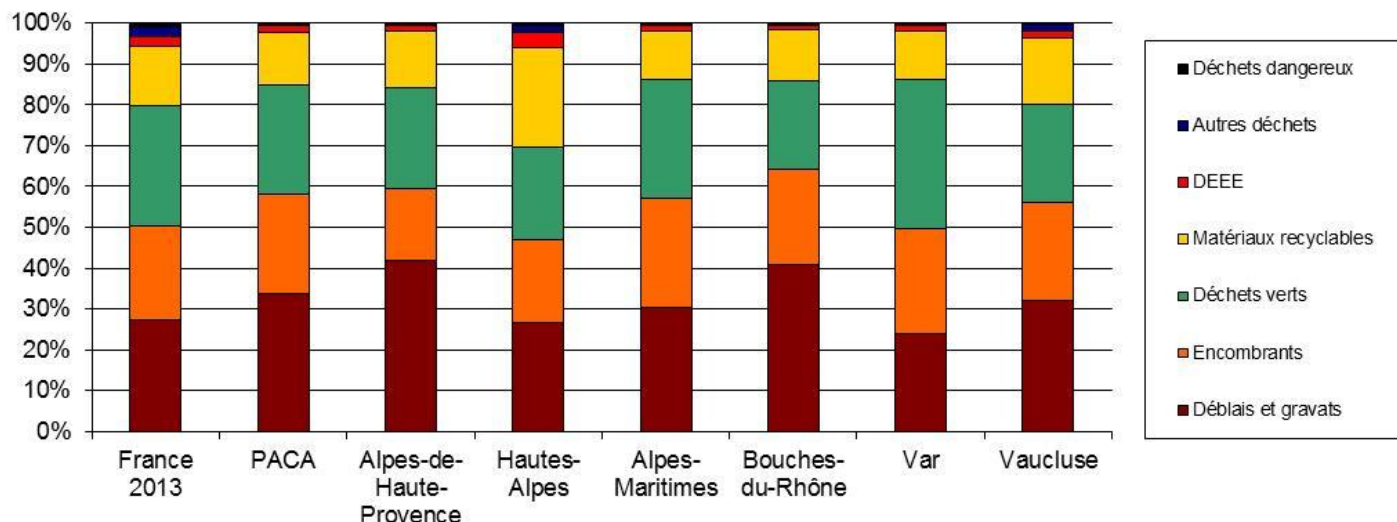


Figure 2 : Comparaison du poids relatif des déchets de déchèterie

Nota Bene : Le bois est bien souvent trié dans les déchèteries. Il est donc comptabilisé dans les matériaux recyclables.

Le tonnage de déchets collectés en déchèteries représente environ 1/3 des déchets collectés par les services publics. 34 % de ces tonnages correspondent à des déchets inertes (déblais et gravats). À l'échelle de la région, 85 % des tonnages collectés sont des déchets inertes, des déchets verts et des encombrants.

En 2014, 221 déchèteries acceptent les déchets des entreprises sous conditions (volume, type de déchets), avec une prestation payante pour certaines. De ce fait, la notion de performance en kg/habitant n'est pas la plus pertinente. Cependant pour information, le tableau suivant présente les performances de collecte :

| | Déchets des déchèteries | | | | | | | Total 2014 | Total 2013 | Évolution |
|--------------------------------|-------------------------|-------------------|-------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|----------------------------|------------------|
| | Matériaux recyclables | Encombrants | Déchets verts | Autres déchets | Déchets dangereux | DEEE | Déblais et gravats | | | |
| France 2013 | 29 kg/hab. | 45 kg/hab. | 58 kg/hab. | 5 kg/hab. | 2 kg/hab. | 4 kg/hab. | 54 kg/hab. | 197 kg/hab. | 195 kg/hab. (donnée 2011.) | + 1 % (en 2 ans) |
| PACA | 32 kg/hab. | 59 kg/hab. | 65 kg/hab. | 0,6 kg/hab. | 1,1 kg/hab. | 3,5 kg/hab. | 82 kg/hab. | 243 kg/hab. | 225 kg/hab. | 3,0 % |
| Alpes-de-Haute-Provence | 46 kg/hab. | 57 kg/hab. | 81 kg/hab. | 0,0 kg/hab. | 1,8 kg/hab. | 4 kg/hab. | 137 kg/hab. | 327 kg/hab. | 235 kg/hab. | 40,3 % |
| Hautes-Alpes | 80 kg/hab. | 66 kg/hab. | 73 kg/hab. | 5,1 kg/hab. | 2,4 kg/hab. | 12 kg/hab. | 87 kg/hab. | 326 kg/hab. | 320 kg/hab. | 3,8 % |
| Alpes-Maritimes | 25 kg/hab. | 57 kg/hab. | 63 kg/hab. | 0,3 kg/hab. | 0,9 kg/hab. | 3 kg/hab. | 65 kg/hab. | 214 kg/hab. | 212 kg/hab. | 1,9 % |
| Bouches-du-Rhône | 30 kg/hab. | 57 kg/hab. | 52 kg/hab. | 0,0 kg/hab. | 1,2 kg/hab. | 3 kg/hab. | 98 kg/hab. | 240 kg/hab. | 237 kg/hab. | 3,0 % |
| Var | 30 kg/hab. | 67 kg/hab. | 95 kg/hab. | 0,0 kg/hab. | 1,2 kg/hab. | 4 kg/hab. | 63 kg/hab. | 260 kg/hab. | 197 kg/hab. | 2,4 % |
| Vaucluse | 38 kg/hab. | 56 kg/hab. | 56 kg/hab. | 3,7 kg/hab. | 0,6 kg/hab. | 5 kg/hab. | 75 kg/hab. | 235 kg/hab. | 236 kg/hab. | -2,1 % |

Tableau 9 : Performances (kg/hab.) départementales et régionales en déchèterie

Nota Bene : Les indicateurs de performances ont été calculés à partir de la population totale des EPCI compétents, mise à jour dans SINOE au 1er janvier 2016 (population estimée pour l'année 2014). C'est pourquoi les indicateurs 2013 présentés dans cette synthèse peuvent varier par rapport aux indicateurs du tableau de bord 2013.

Les performances régionales sont assez proches des données nationales de 2013 à l'exception des performances d'encombrants et de déblais-gravats. Il faut noter également l'amélioration de la performance régionale de la collecte des déchets dangereux (hors Hautes-Alpes) bien qu'encore en dessous de la moyenne nationale (mise en place de la filière REP sur les Déchets Dangereux Diffus des Ménages, début 2013).

III. LA PREVENTION

L'article L.541-1 du Code de l'Environnement (modifié par Ordonnance n°2010-1579 du 17 décembre 2010 - art. 2) conforme aux exigences européennes rappelle la hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :

- La préparation en vue de la réutilisation ;
- Le recyclage ;
- Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- L'élimination ;

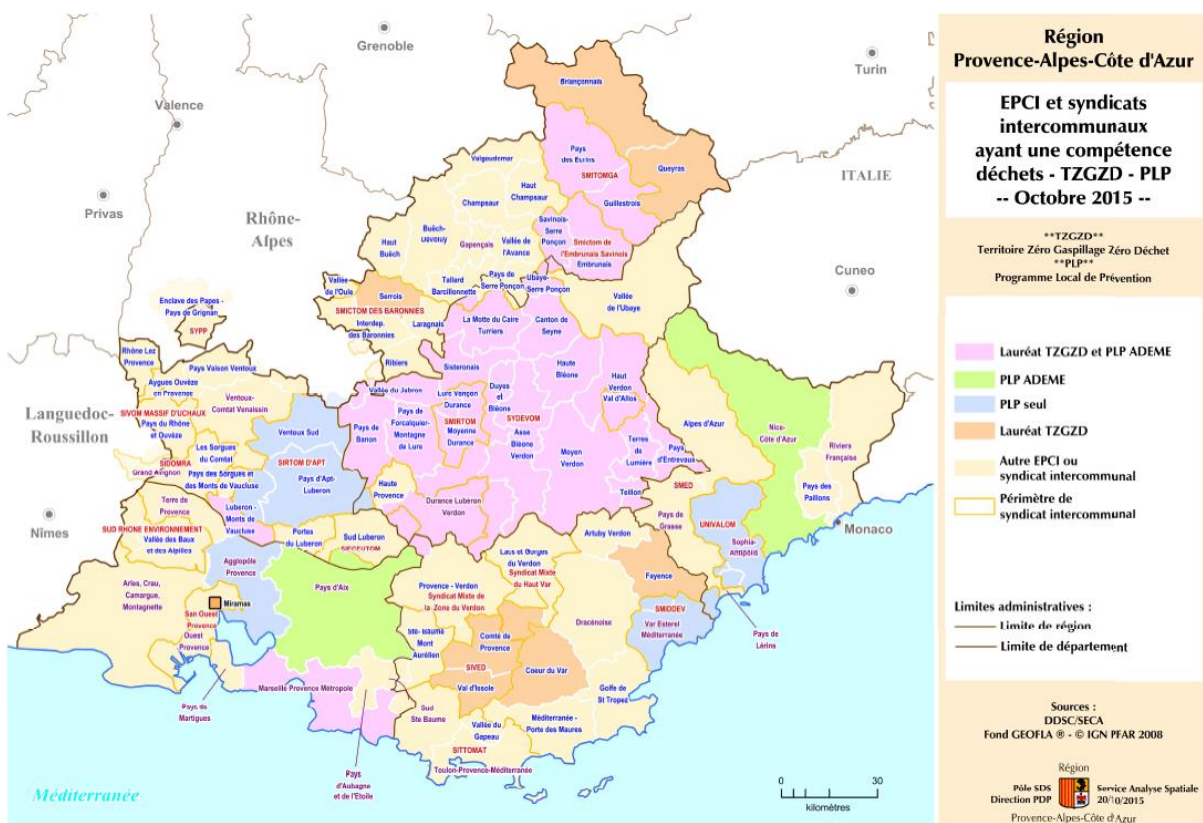
1. Les territoires du réseau A3P

Le réseau A3P est un réseau à portée nationale, piloté par l'ADEME, qui regroupe près de 500 animateurs de :

- Plans et Programmes de Prévention des déchets (PPP) faisant l'objet d'un contrat avec l'ADEME,
- Programmes Locaux de Prévention (PLP) répondant à l'obligation réglementaire,
- Territoires lauréats Zéro Déchet Zéro Gaspillage (ZDZG).

Le réseau A3P vise à favoriser l'échange de bonnes pratiques et le partage de connaissances ; notamment lors de rencontres régionales et nationales.

Les membres du réseau disposent de différents outils administrés par l'ADEME qui permettent de capitaliser l'expérience des territoires.



Carte 10 : EPCI et syndicats du réseau A3P (prévention des déchets – Source Région PACA-ADEME 2015)

2. Les programmes locaux de prévention

Au 1^{er} septembre 2015 il faut noter l'existence des programmes suivants :

| Département | Nombre de programmes locaux et de plans départementaux de prévention | Nom des acteurs publics | % de la population départementale |
|-------------------------|--|---|-----------------------------------|
| Alpes-de-Haute-Provence | 1 | SYDEVOM de Haute Provence* | 65 % |
| Hautes-Alpes | 2 | Syndicat de Traitement des Ordures Ménagères du Guillestrois et de l'Argentiérois* (SMITOMGA) SMICTOM de l'Embrunais Savinois* | 18 % |
| Alpes maritimes | 2 | Métropole NCA* UNIVALOM Conseil Départemental des Alpes-Maritimes (plan local) | 75 % |
| Bouches-du-Rhône | 5 | Communauté d'Agglomération Pays d'Aix en Provence* Communauté Urbaine MPM* Communauté d'Agglomération AGGLOPOLE Communauté d'Agglomération Rhône Alpilles Durance (projet) Communauté de la Vallée des Baux (Syndicat Sud Rhône Environnement) (projet) | 83 % |
| Var | 1 | SMIDDEV | 11 % |
| Vaucluse | 4 | SIRTOM d'Apt Communauté de Communes Luberon Monts de Vaucluse* Communauté de Communes du Pays de Rhône et Ouvèze Communauté d'Agglomération Ventoux-Comtat Venaissin (projet) | 42 % |

Tableau 10 : Programmes et plans de prévention

NB : Les programmes locaux de prévention soutenus par l'ADEME sont indiqués par un (), ils représentent une couverture de 43 % de la population de la région PACA.*

Les programmes locaux de prévention (soutenus par l'ADEME ou non) couvrent 52 % de la population régionale. La Loi Grenelle 2 rend obligatoire la mise en œuvre d'un Programme Local de Prévention pour les collectivités en charge de la gestion des déchets au 1^{er} janvier 2012. Les EPCI se sont dans l'ensemble peu impliqués dans les PLP et cette démarche semble à ce jour avoir atteint son déploiement maximum à l'échelle régionale. Désormais, les collectivités se tournent davantage vers l'appel à projets « Territoires Zéro Déchet Zéro Gaspillage », lancé par l'ADEME.

3. Territoires Zéro Déchet Zéro Gaspillage

La 1^{ère} édition (2014) de l'appel à projets « territoires zéro déchets zéro gaspillage » a permis de distinguer 5 lauréats sur la région PACA, dont les actions doivent permettre de contribuer aux objectifs nationaux fixés dans la loi de transition énergétique pour la croissance verte.

L'échelle territoriale des lauréats est très variée sur le territoire national : Région, Département, syndicats mixtes, EPCI, regroupements d'EPCI, communes, voire même arrondissements.

Ce sont près de 10 millions d'habitants qui ont été concernés par ce 1^{er} appel à projets, soit 15 % de la population française.

La 2^{nde} édition (2015) de l'appel à projets « territoires zéro déchets zéro gaspillage » a permis de distinguer 9 autres lauréats sur la région PACA.

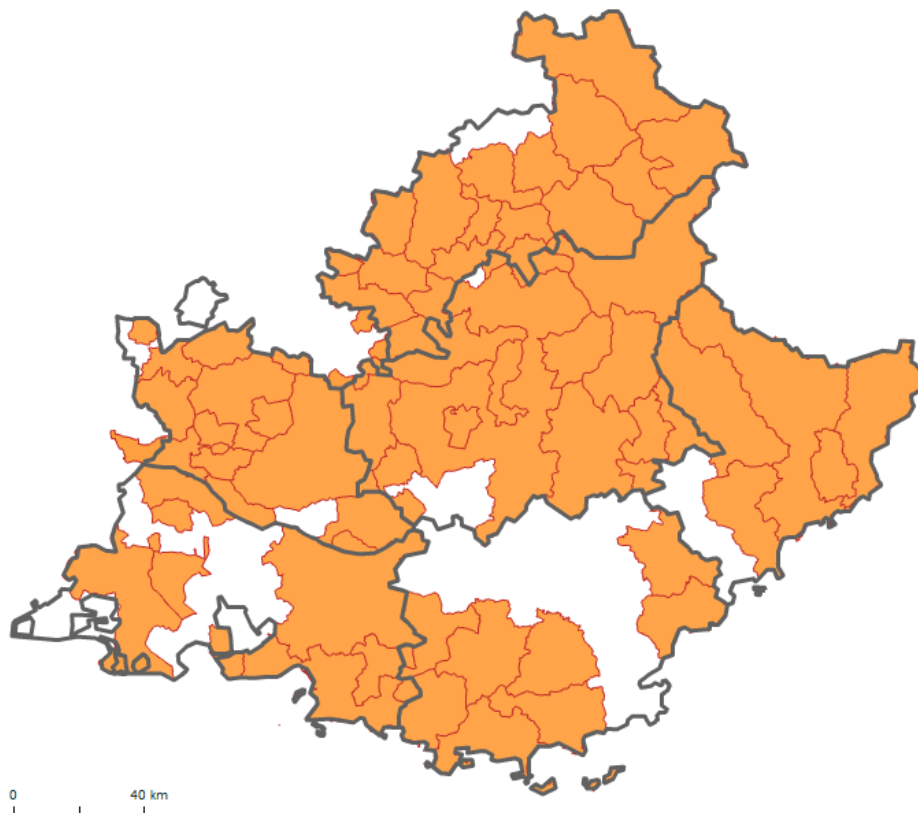
Suite à cette 2^{nde} édition, ce sont près de 1,6 millions d'habitants, soit **32 % de la population régionale** qui se trouvent engagés dans un projet politique de prévention et de gestion des déchets dans une dynamique d'économie circulaire.

| Département | Nombre de territoire | Lauréats 1 ^{er} appel à projets « ZDZG » (2014) | Lauréats 2 nd appel à projets « ZDZG » (2015) | % de la population départementale |
|-------------------------|----------------------|--|--|-----------------------------------|
| Alpes-de-Haute-Provence | 2 | - | SYDEVOM de Haute Provence SMIRTOM du Pays Durance Provence (adhérent au SYDEVOM 04) | 65 % |
| Hautes-Alpes | 5 | SMICTOM de l'Embrunais Savinois SMITOMGA | Communauté de Communes du Serrois Communauté de Communes du Briançonnais Communauté de Communes du Queyras | 36 % |
| Alpes maritimes | 1 | - | Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis | 16 % |
| Bouches-du-Rhône | 2 | Commune de Miramas | Communauté Urbaine MPM | 54 % |
| Var | 3 | SIVED Communauté de Communes Cœur du Var | Communauté de Communes du Pays de Fayence | 12 % |
| Vaucluse | 1 | - | Communauté de Communes Luberon Monts de Vaucluse | 8 % |

4. Le compostage individuel

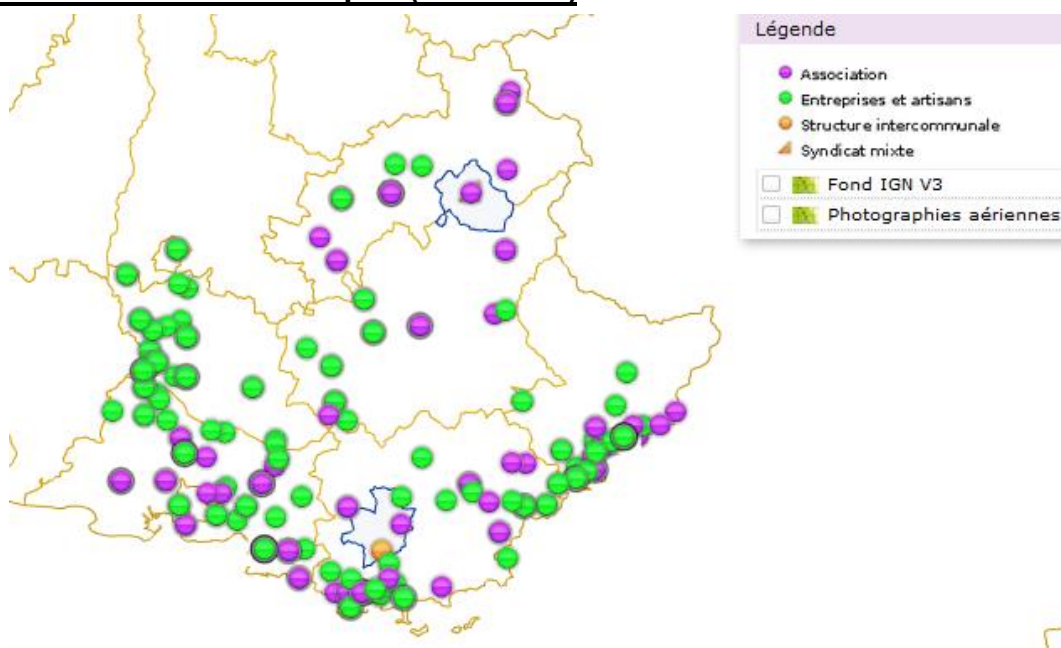
D'autre part, un grand nombre de collectivités a mis en place une distribution de composteurs individuels sur leur territoire. Sur la base du nombre total de composteurs distribués par foyer, près de 10 % de la population régionale (8 % en 2013) serait équipée (a minima 175 000 composteurs). Cependant, il est encore difficile d'estimer le tonnage d'OMr écarté des collectes par le biais de cette action.

■ Acteur public ayant mis en place le compostage domestique



Carte 11 : Territoires ayant mis en place des opérations de compostage domestique

5. Les structures de réemploi (345 en 2014)



(uniquement les structures de réemploi et/ou de réutilisation – associations/entreprises/artisans)
 Carte 12 : Localisation des lieux de don et/ou de vente (SINOE 2014)

IV. LE TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

Le tableau suivant présente les filières vers lesquelles sont orientés les Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) collectés dans le cadre du service public d'enlèvement des déchets :

| Type de filière | Collecte traditionnelle | Collectes spécifiques | Déchèteries | Totaux | % 2014 | % 2013 |
|--|-------------------------|-----------------------|--------------------|--------------------|----------------|----------------|
| Stockage en ISDND | 814 143 t | 41 012 t | 242 755 t | 1 097 910 t | 30,8 % | 31,3 % |
| Valorisation énergétique | 1 144 108 t | 3 129 t | 50 284 t | 1 197 521 t | 33,6 % | 33,2 % |
| Sous-total | 1 958 250 t | 44 141 t | 293 039 t | 2 295 431 t | 64,3 % | 64,5 % |
| Valorisation matière | 30 783 t | 306 530 t | 507 334 t | 844 647 t | 23,7 % | 22,3 % |
| Valorisation organique | 6 707 t | 9 894 t | 311 071 t | 327 673 t | 9,2 % | 8,9 % |
| Sous-total Valorisation Matière | 37 490 t | 316 424 t | 818 405 t | 1 172 320 t | 32,9 % | 31,2 % |
| Stockage en ISDI | 0 t | 0 t | 92 652 t | 92 652 t | 2,6 % | 4,2 % |
| Incinération | 0 t | 324 t | 2 812 t | 3 135 t | 0,1 % | 0,1 % |
| Non précisé | 0 t | 13 t | 3 859 t | 3 871 t | 0,1 % | 0,1 % |
| Totaux 2014 | 1 995 741 t | 360 901 t | 1 210 767 t | 3 567 409 t | 100,0 % | 100,0 % |
| Totaux 2013 | 1 990 274 t | 348 060 t | 1 166 421 t | 3 504 756 t | | |
| Évolution | 0,3 % | 3,8 % | | 1,8 % | | |

Tableau 11 : Filières de traitement des DMA et taux de recyclage matière et organique

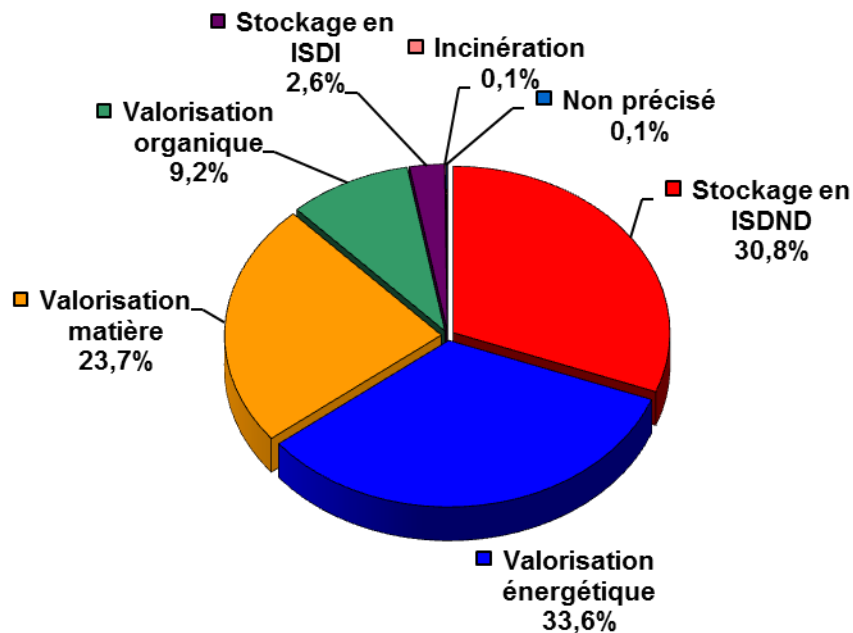


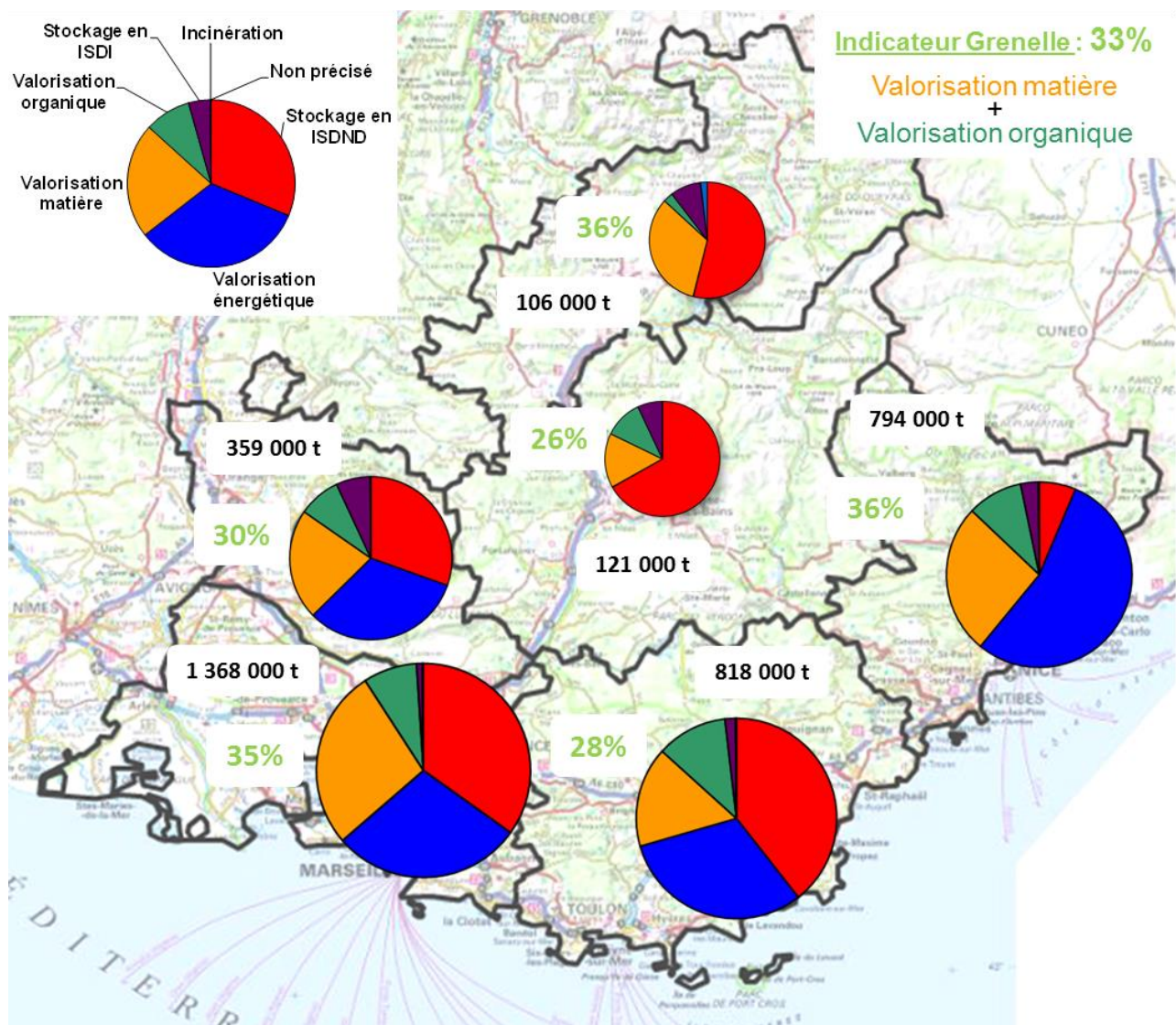
Figure 3 : Poids des différentes filières de traitement des DMA à l'échelle régionale

La loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement du 3 août 2009 (loi n°2009-967) fixe comme objectif un recyclage de 35 % des DMA en 2012, puis 45 % en 2015. Au regard des tonnages et des types de déchets concernés, des réflexions sont encore à mener sur la valorisation des déblais et gravats, des encombrants et l'amélioration des performances de collectes sélectives notamment pour la collecte du verre.

En 2014 comme en 2011, 33 % des DMA ont été valorisés (20 % en 2010). La stabilisation du taux de recyclage matière et organique, depuis 2011 s'explique par la nouvelle méthodologie de prise en compte des centres « multi-filières » par l'ORD PACA. En effet, pour l'année 2011, l'ORD PACA, en conformité avec les modes de calcul de l'ADEME, considérait les tonnages d'OMr entrants dans ces centres comme 100 % valorisés.

A partir de l'année 2012, les centres « multi-filières » ont été décomposés afin de s'approcher le plus possible de la réalité de terrain. Cette nouvelle méthodologie impacte particulièrement l'unité de stabilisation de Loriol-du-Comtat (84) et le centre de Tri-Mécano-Biologique (TMB) du Broc (06). Une meilleure prise en compte au niveau national du traitement par tri-mécano-biologique des OMr dans le calcul des indicateurs de recyclage matière et organique serait à mettre en place afin d'harmoniser les règles de calcul.

La carte suivante met en valeur les nuances départementales de traitement. Le tonnage global de chaque département reflète le poids en population de chacun, tenant compte de leur attrait touristique et de l'importance des zones urbaines.



Carte 13 : Comparaison du poids des différentes filières de traitement des DMA à l'échelle départementale

En matière de filière de traitement, le stockage et la valorisation énergétique représentent entre 54 % et 70 % des tonnages. Le poids de la valorisation énergétique dépend évidemment de l'existence d'Unités de Valorisation Énergétique (UVE) sur les territoires.
 En 2014, seuls les départements des **Alpes-Maritimes, des Bouches-du-Rhône et des Hautes-Alpes dépassent l'objectif de 35 % de recyclage matière et organique de DMA**, fixé pour l'année 2012 au niveau national. Cependant le taux de valorisation du **Var augmente de 4 points par rapport à 2013**.

Le tableau suivant détaille ces filières pour les Déchets Inertes (DI) et les Déchets Dangereux (DD) collectés par les services des acteurs publics compétents :

| Type de filière | Déblais et gravats | % 2014 | % 2013 | Déchets Dangereux (yc DEEE) | % 2014 | % 2013 |
|--------------------------|--------------------|----------------|----------------|-----------------------------|----------------|----------------|
| Valorisation matière | 252 041 t | 61,8 % | 51,6 % | 17 449 t | 74,2 % | 76,3 % |
| Stockage en ISDI | 92 652 t | 22,7 % | 36,9 % | - | - | - |
| Valorisation énergétique | - | - | - | 1 579 t | 6,7 % | 2,7 % |
| Stockage en ISDND | 62 131 t | 15,2 % | 11,5 % | 139 t | 0,6 % | 0,7 % |
| Incinération | - | - | - | 3 135 t | 13,3 % | 15,0 % |
| Non précisé | 700 t | 0,2 % | 0,0 % | 1 225 t | 5,2 % | 5,4 % |
| Totaux 2014 | 407 524 t | 100,0 % | 100,0 % | 23 527 t | 100,0 % | 100,0 % |

Tableau 12 : Filières de traitement des déchets inertes et des déchets dangereux à l'échelle régionale

En 2014, les **déchets inertes collectés** par les services des acteurs publics suivent une filière de **valorisation matière pour 62 %** d'entre eux. 23 % du flux est dirigé vers une Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) et 15 % vers une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND).

Concernant les déchets dangereux, pour la 1^{ère} année, le tonnage renseigné de DEEE par les collectivités est équivalent à celui de l'Observatoire des DEEE (env. 17 000 t).

En 2014, le tonnage total de Déchets Dangereux captés a nettement progressé (+ 3 000 t, + 16 %).

V. LA DESTINATION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES (DMA)

153 installations régionales de gestion des déchets et 27 hors région PACA ont été recensées pour l'année 2014. Le tableau suivant dénombre ces installations par type et par département :

| | PACA | Alpes de Haute-Provence | Hautes-Alpes | Alpes-Maritimes | Bouches-du-Rhône | Var | Vaucluse | Hors région |
|---|------------|-------------------------|--------------|-----------------|------------------|-----------|-----------|-------------|
| Centres de transit | 69 | 10 | 5 | 13 | 22 | 13 | 6 | - |
| Centres de tri DMA | 19 | 1 | 1 | 5 | 9 | 2 | 1 | 6 |
| Centres de tri DAE | 5 | - | - | 1 | 2 | - | 2 | - |
| Centres de tri Mécano-Biologique | 3 | - | - | 1 | 1 | - | 1 | 1 |
| Centres de compostage et Unités de Valorisation Organique (UVO) | 34 | 3 | 3 | 2 | 12 | 8 | 6 | 13 |
| Plateformes de maturation de mâchefers | 3 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | - |
| Unités de Valorisation Énergétique (UVE) | 5 | 0 | 0 | 2 | 1 | 1 | 1 | 4 |
| ISDND | 15 | 1 | 3 | 0 | 6 | 3 | 2 | 3 |
| TOTAL | 153 | 15 | 12 | 24 | 54 | 28 | 20 | 27 |

Tableau 13 : Nombre d'installations de gestion et de traitement des déchets à l'échelle départementale et régionale

NB : env. 4 % des sites n'ont pas répondu à l'enquête. Afin de respecter un périmètre constant pour l'observatoire, des recoupements ont été effectués pour ces sites, sur la base des rapports annuels 2014 des collectivités et des données 2013 des exploitants.

Ces sites ont réceptionné **6 356 662 tonnes de déchets**, dont 4 956 078 tonnes pour stockage ou traitement, 121 933 t sur plateforme de maturation des mâchefers et 1 278 651 tonnes passées par un centre de transit.

Hors transit, 62 % des tonnages ont été stockés ou incinérés (61 % en 2013) :

| Type d'installation | Tonnages entrants 2014 | Répartition 2014 | Répartition 2013 |
|--|------------------------|------------------|-------------------|
| Centres de tri | 883 426 t | 17,8 % | 27,5 % (dont TMB) |
| Centres de traitement biologique (UVO) | 517 642 t | 10,4 % | 11,8 % |
| Unités de Valorisation Énergétique (UVE) | 1 282 032 t | 25,9 % | 24,3 % |
| Installations de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) | 1 799 754 t | 36,3 % | 36,4 % |
| Unités de Tri-Mécano-Biologique (TMB) | 473 224 t | 9,5 % | - |
| Totaux 2014 | 4 956 078 t | 100,0 % | 100,0 % |
| <i>Totaux 2013</i> | 4 949 566 t | | |
| <i>Évolution</i> | <i>0,1 %</i> | | |

| | |
|---|--------------------|
| <i>Plateformes de maturation de mâchefers</i> | <i>121 933 t</i> |
| <i>Centres de transit (2014)</i> | <i>1 278 651 t</i> |

Tableau 14 : Tonnages entrants sur les installations régionales de traitement et de gestion

Ces dernières années ont été marquées par l'émergence de centres dits « multi-filières », réalisant un traitement spécifique des OMr, notamment le centre de Fos-sur-Mer (13) et le centre du Broc (06). Le centre de Beaucaire (hors PACA) réceptionnant des OMr des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse est déjà opérationnel depuis plusieurs années. Toutefois, la prise en compte de ce type d'unité pour le calcul des indicateurs reste un axe de travail pour l'ADEME et les différents observatoires concernés sur le territoire national. Actuellement, les contraintes techniques imposent de décomposer ces installations en une somme d'unités de traitement de base (exemple pour le site de Fos-sur-Mer : 1 TMB + 1 UVE + 1 UVO).

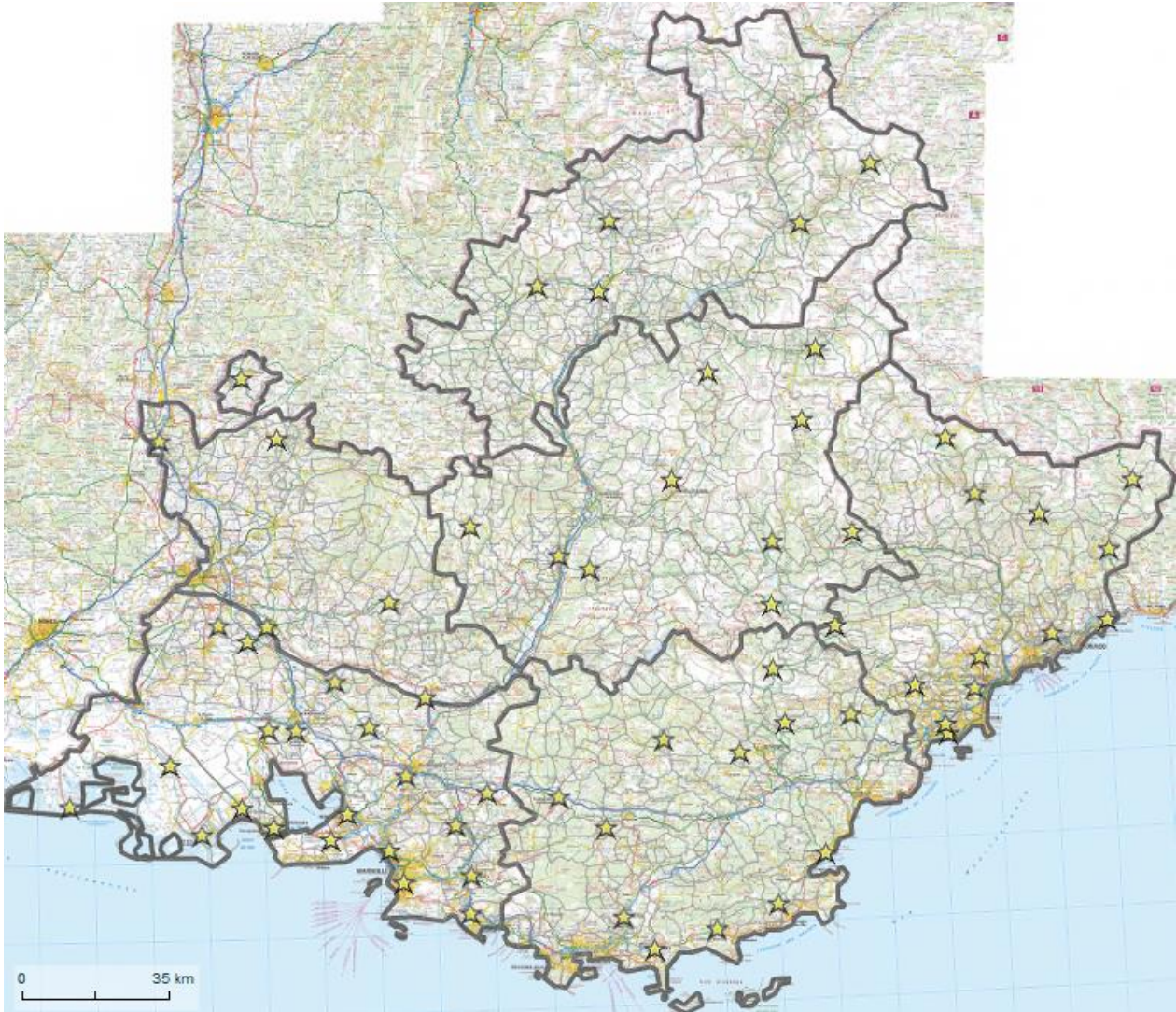
La mise en place progressive de l'Observatoire a permis d'affiner la connaissance des flux entrants sur les installations de la région. S'appuyant sur sa connaissance du territoire, des acteurs et des flux de déchets, l'ORD PACA dispose d'éléments permettant notamment d'affiner les données sur l'origine départementale des flux entrants sur les installations de la région.

1. Les installations de gestion et de traitement des DMA

Les cartes et graphiques suivants illustrent la localisation de ces installations, les tonnages, les types de matériaux entrants, les origines géographiques et le cas échéant les capacités autorisées.

1.1 Les centres de transit

59 % des ordures ménagères transitent par un des 69 centres de transit en activité. 12 % des matériaux recyclables utilisent un de ces sites (18 % hors verre).



Carte 14 : Localisation des centres de transit

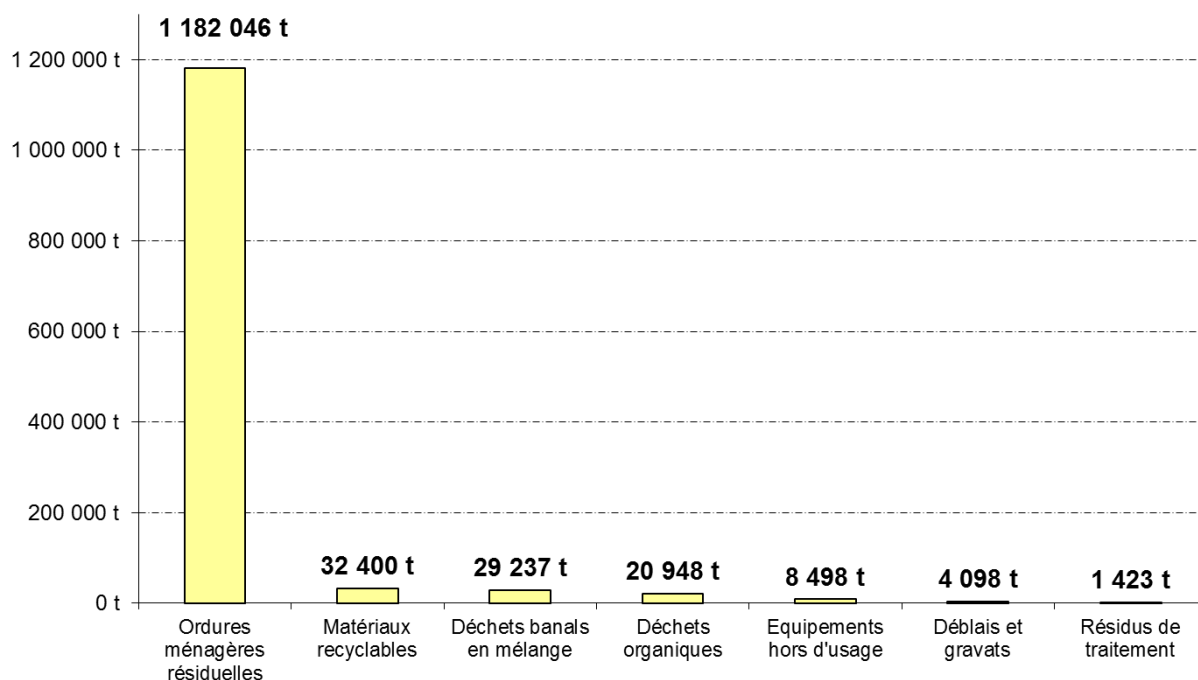


Figure 4 : Tonnages entrants sur les centres de transit par type de matériaux

Nota Bene : Classification des déchets issue du « Catalogue des Indicateurs de suivi des Plans d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés » - ADEME – Janvier 2010

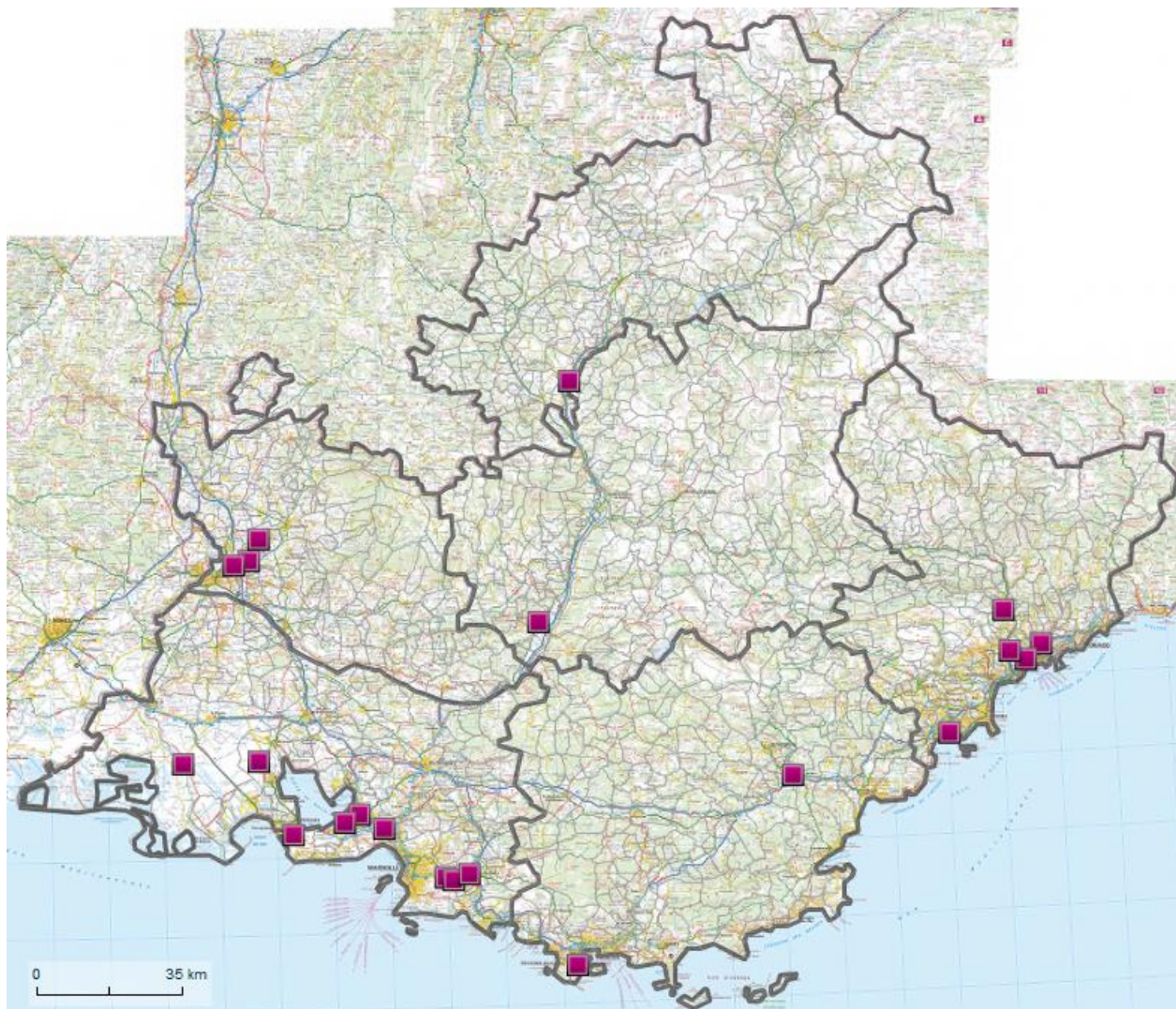
Les centres de transit sont rarement enquêtés à l'échelle nationale. La mise en place progressive de l'Observatoire a permis d'améliorer la connaissance de ces sites pour, à terme, être en mesure de calculer des indicateurs environnementaux (Gaz à effet de serre) de la collecte et du transfert des déchets.

En 2014, la part transférée de matériaux recyclables issus de collectes sélectives est en baisse (17 % en 2012 et 2013).

1.2 Les centres de tri (hors tri des OMr)

Les données disponibles sur ces sites montrent que :

- 499 310 tonnes de matériaux ont été valorisées,
- 219 251 tonnes de refus de tri ont été stockées ou incinérées,
- 88 401 tonnes de gravats ont été stockées,
- 47 018 tonnes ont été co-incinérées en cimenteries,
- 7 674 tonnes en stockage temporaire.



Carte 15 : Localisation des centres de tri (DMA)

Pour deux de ces sites, les données 2014 ont été estimées (Centres de tri d'Arles et de Martigues), à partir du croisement des destinations de déchets renseignées par les services de collecte (enquête 2014) et des données fournies par l'exploitant en 2013.

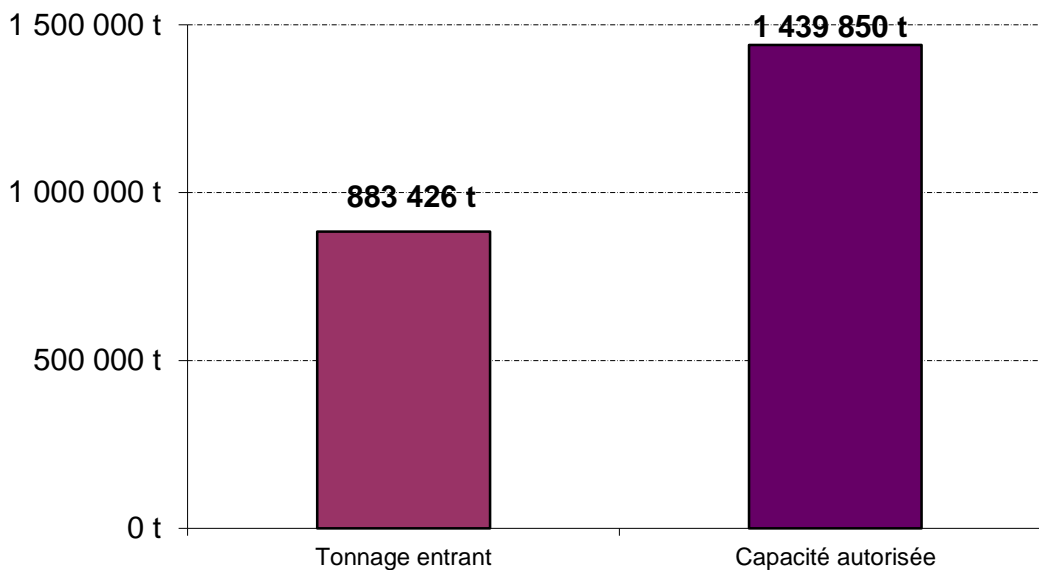


Figure 5 : Capacités autorisées et tonnages entrants dans les centres de tri

La capacité autorisée des centres de tri est souvent assimilée à la capacité potentielle, tenant compte de la surface des sites permettant à terme d'ajouter les moyens techniques de traiter davantage de tonnages et d'autres types de matériaux (déchets inertes, encombrants, etc.).

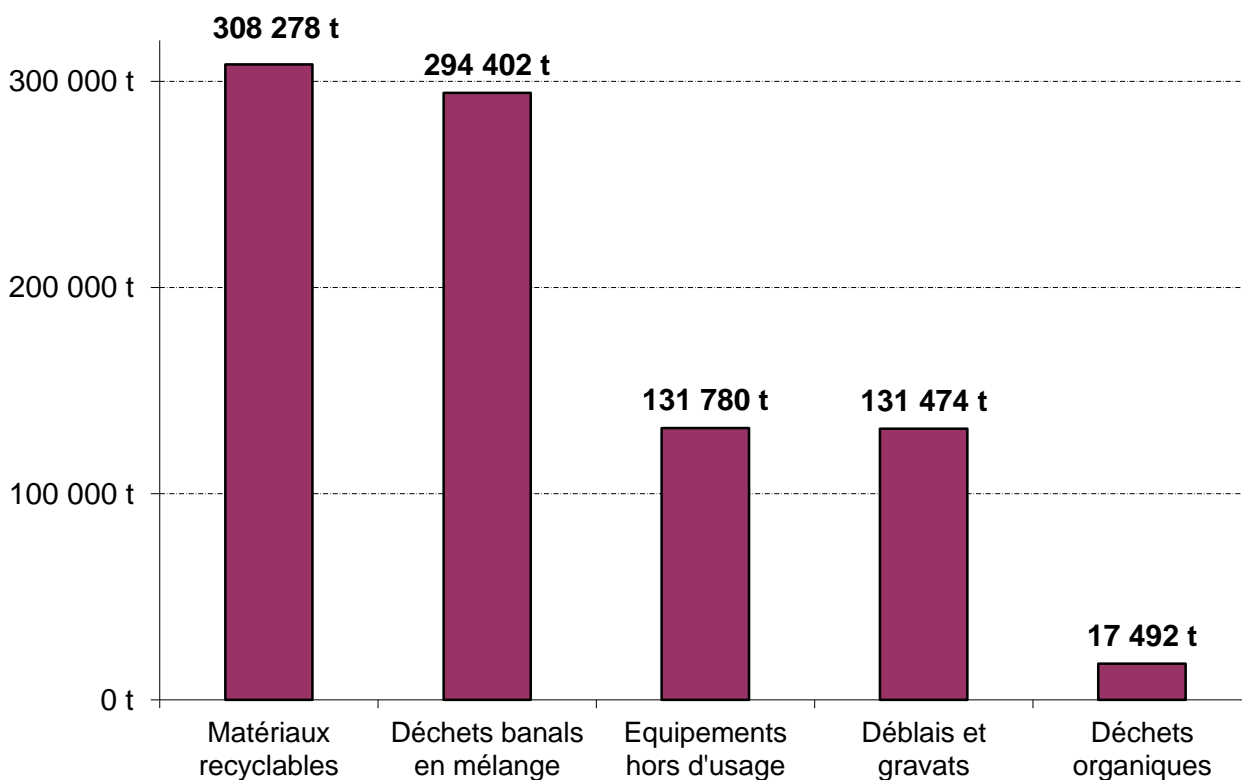


Figure 6 : Tonnages entrants sur les centres de tri par type de matériaux

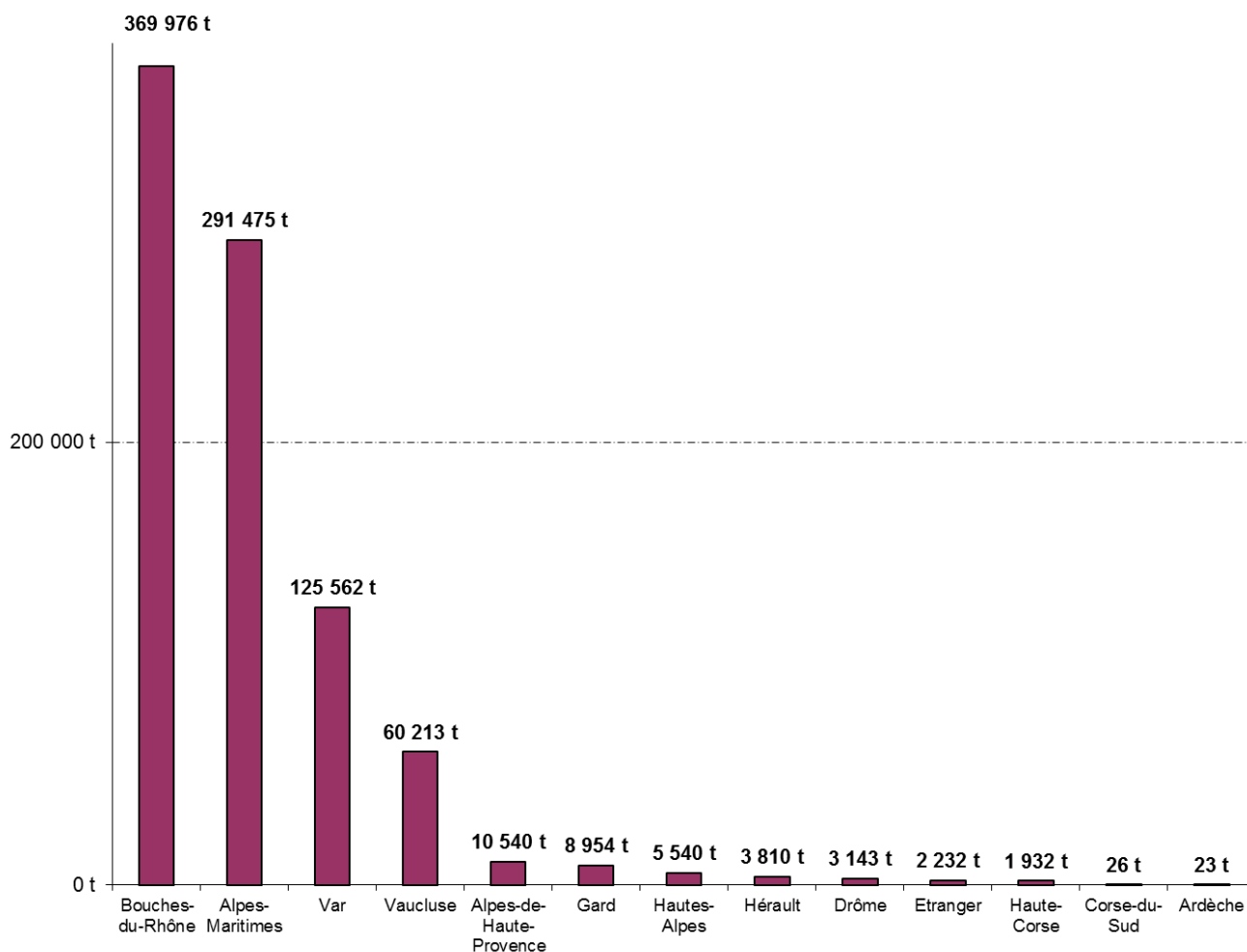


Figure 7 : Tonnages entrants sur les centres de tri par origine géographique

Le tableau ci-après affiche les unités hors région déclarées être utilisées pour trier des déchets régionaux :

| | Département | Tonnage(s) issu(s) de la région |
|----------------------------------|-------------|---------------------------------|
| Centre de Tri Chabeuil | Drôme | 116 t |
| Centre de Tri Montelimar | Drôme | 861 t |
| Centre de Tri Roussas | Drôme | 697 t |
| Centre de Tri de la Mure | Isère | 8 906 t |
| Centre de Tri Fontanil-Cornillon | Isère | 204 t |
| Centre de Tri Tronche (la) | Isère | 14 t |
| Total | | 10 798 t |

Tableau 15 : Centres de tri hors PACA réceptionnant des déchets régionaux

En 2014, 53 % des déchets entrants dans les centres de tri sont des Déchets d'Activités Economiques (DAE). Les centres de tri hors région sont souvent utilisés dans des logiques de proximité ou par des prestataires ayant des partenariats privilégiés.

1.3 Les centres de Tri Mécano-Biologique

Certaines collectivités utilisent le procédé de Tri Mécano-Biologique des ordures ménagères résiduelles et de biodéchets. 4 installations sont utilisées dont 3 situées dans la région :

| | Département | Capacité | Tonnage(s) issu(s) de la région | Collectivités |
|---|-------------------------|------------------|---------------------------------|--|
| Centre de Tri Mécano-Biologique du Broc (CVO) | Alpes-Maritimes | 70 000 t | 43 426 t | Syndicat Mixte d'Élimination des Déchets des Alpes Maritimes (SMED) |
| Centre Tri Mécano-Biologique Loriol-du-Comtat | Vaucluse | 30 000 t | 23 291 t | Communauté d'Agglomération Ventoux-Comtat-Venaissin |
| Centre de Tri de Beaucaire | Gard | 60 000 t | 10 853 t | Syndicat Sud Rhône Environnement (tonnage des communes des Bouches-du-Rhône) |
| Total | | | 77 570 t | |
| <i>Tri Mécano-Biologique Fos-sur-Mer</i> | <i>Bouches-du-Rhône</i> | <i>440 000 t</i> | <i>406 507 t*</i> | <i>Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole</i> |

* Ces tonnages ont été réceptionnés mais non traités en 2014. Le centre de tri a connu un sinistre fin 2013 et un arrêt de l'exploitation en 2014.

Tableau 16 : Centres de tri Mécano-Biologique réceptionnant des déchets régionaux

En 2014, **77 570 tonnes d'ordures ménagères et de biodéchets ont été traitées** par ce procédé, 41 637 tonnes (54 %) ont fait l'objet d'une valorisation organique dans un centre de compostage :

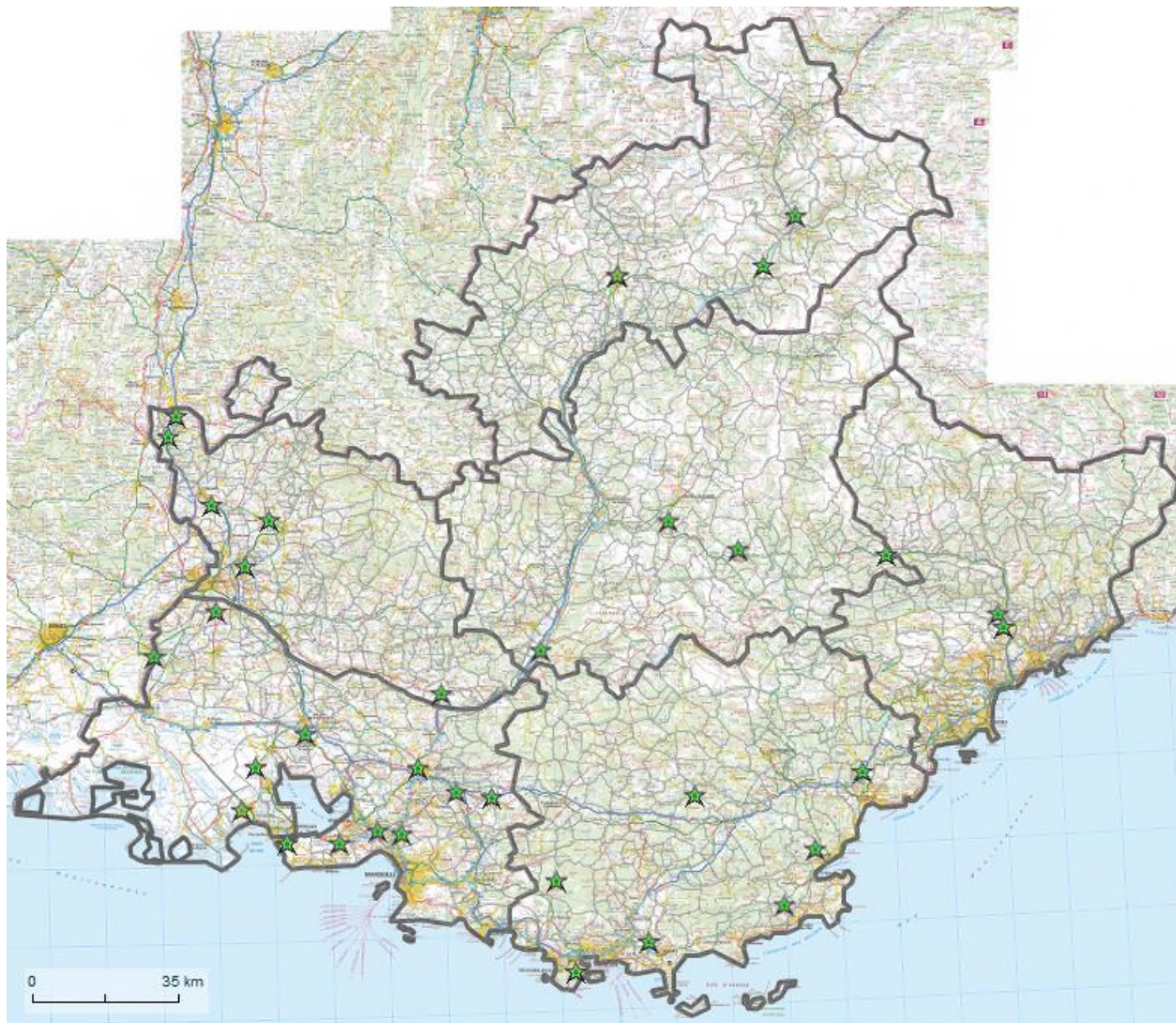
| | Fraction fermentescible | Matériaux recyclables | Combustibles Solide de Récupération (CSR) | Refus de tri stocké | Refus de tri incinéré |
|---|-------------------------|-----------------------|---|---------------------|-----------------------|
| Centre de Tri Mécano-Biologique du Broc (CVO) | 26 124 t | 1 485 t | 5 010 t | | 10 806 t |
| Centre Tri Mécano-Biologique Loriol-du-Comtat | 12 598 t | 856 t | - | 4 468 t | 5 369 t |
| Centre de Tri de Beaucaire | 2 915 t | 108 t | - | 6 045 t | 1 727 t |
| Totaux | 41 637 t | 2 449 t | 5 010 t | 10 513 t | 17 902 t |
| <i>Tri Mécano-Biologique Fos-sur-Mer</i> | <i>0 t</i> | <i>0 t</i> | <i>-</i> | <i>38 482 t</i> | <i>367 897 t</i> |

Tableau 17 : Flux sortants des centres de tri Mécano-Biologique réceptionnant des déchets régionaux

1.4 Les Unités de Valorisation Organique (centres de traitement biologique)

Les données disponibles sur ces sites montrent pour l'année 2014 que :

- 167 530 tonnes de compost ont été produites,
- 21 911 tonnes de refus de tri ont été traitées,
- 0 MWh thermiques et électriques valorisés.



Carte 16 : Localisation des Unités de Valorisation Organique

Nota Bene : Pour ces installations, les données disponibles sur les capacités sont très hétérogènes en fonction des sites (boues, déchets verts, etc...). Il n'a pas été jugé pertinent d'afficher une comparaison des capacités et des tonnages entrants. Certains des sites présents sur la carte réceptionnent uniquement des DAE.

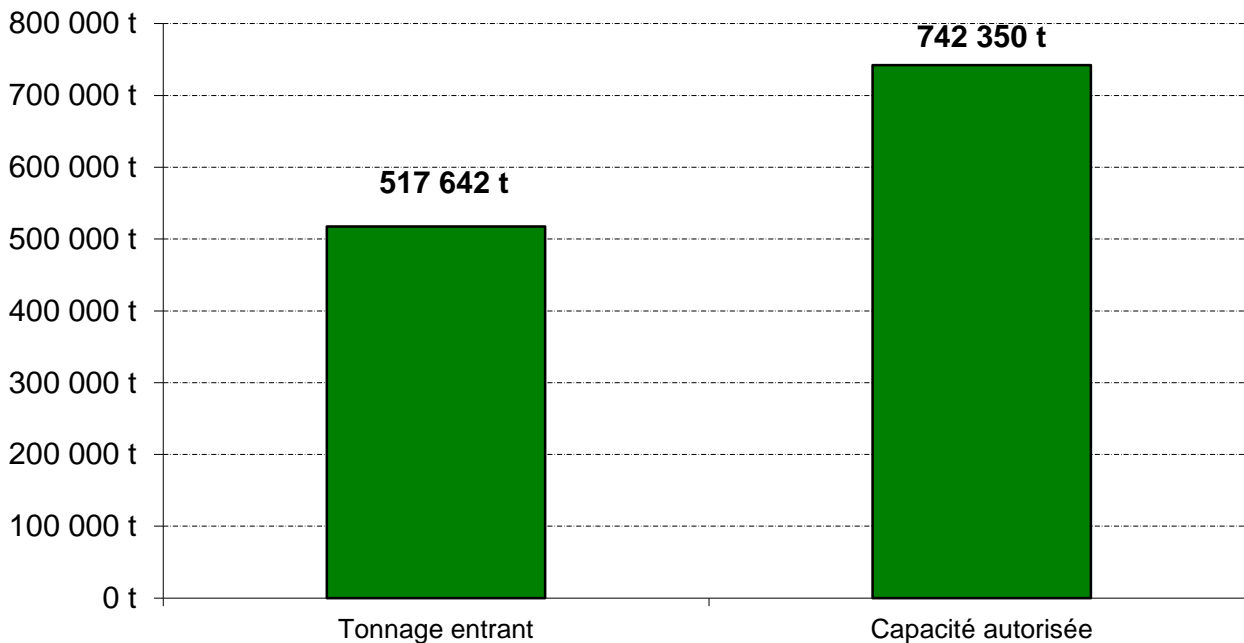


Figure 8 : Capacités autorisées et tonnages entrants dans les centres de traitement biologique

Nota bene : Les sites de compostage comme les sites de transit sont les installations les moins bien renseignées, notamment concernant leurs capacités autorisées.

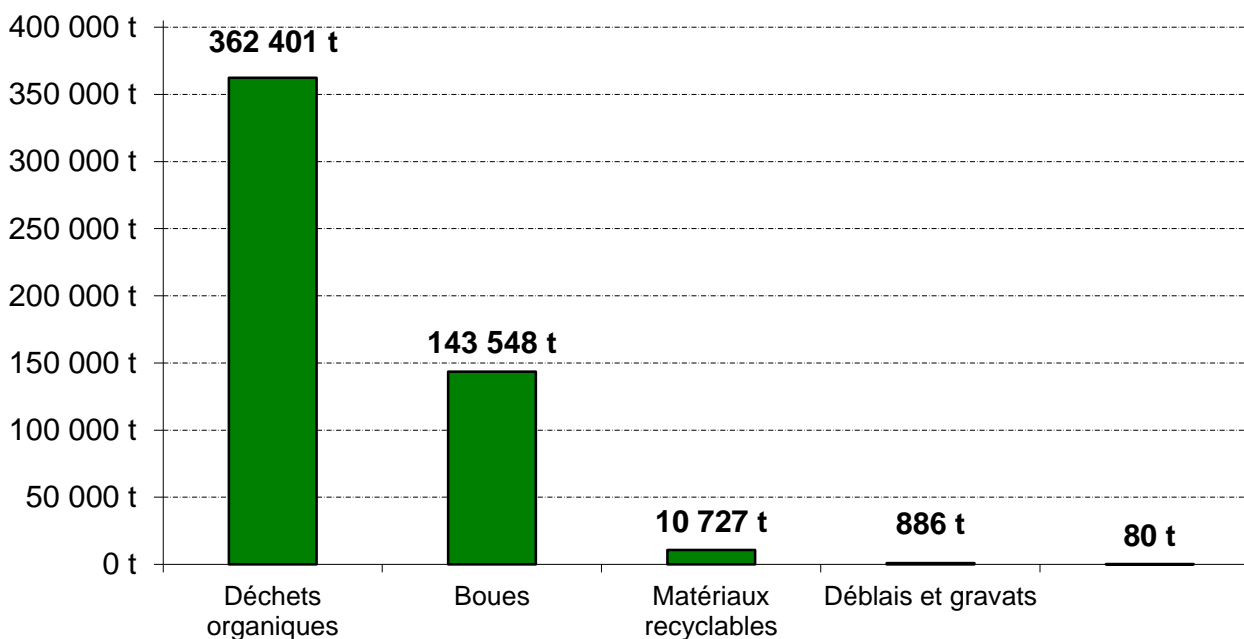


Figure 9 : Tonnages entrants sur les centres de traitement biologique par type de matériaux

Nota Bene : la classification issue du « Catalogue des Indicateurs de suivi des Plans d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés » - ADEME – Janvier 2010, classe les déchets de bois dans les Matériaux recyclables.

En 2014, 38 722 t tonnes issues des centres de tri mécano-biologique ont été traitées par 2 centres de compostage.

Les tonnages de boues et de déchets organiques sont assez stables depuis 2012.

En 2014, les tonnages de déchets organiques représentent **179 862 tonnes de biodéchets (50 %)**, 152 202 tonnes des déchets verts (42 %) et 8 % d'autres déchets organiques (lisiers, fumiers,...).

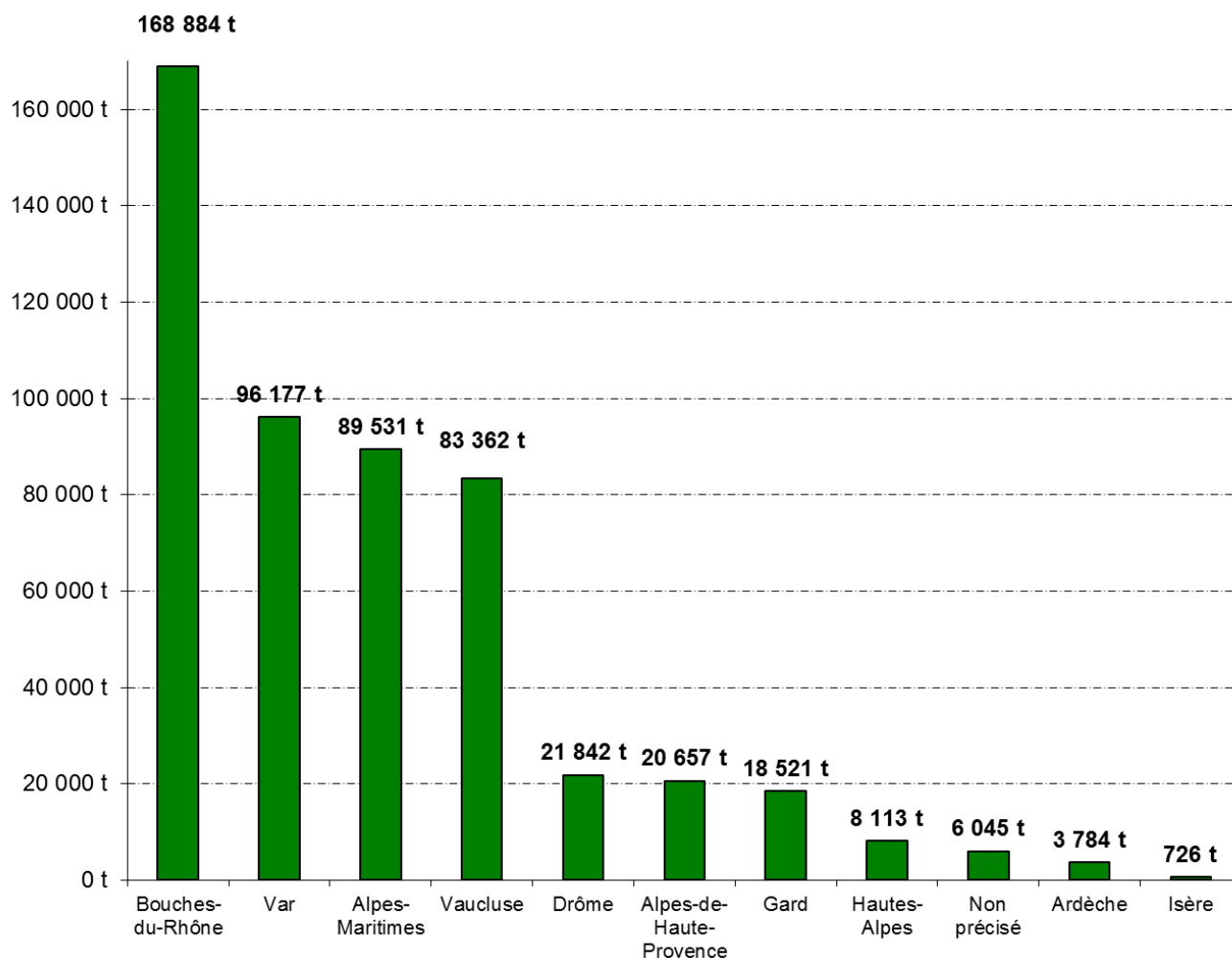


Figure 10 : Tonnages entrants sur les centres de traitement biologique par origine géographique

Le tableau ci-après affiche les unités hors région ayant traité des déchets régionaux :

| | Département | Tonnage(s) de déchets issu(s) de la région |
|---|-------------|--|
| Compostage d'Allériot avec TMB | Haute-Saône | 7 737 t |
| Compostage Déchets Verts de Marguerittes | Gard | 62 t |
| Plate-forme de Co-compostage de Narbonne Bioterra | Aude | 180 t |
| Plate-forme de Compostage Anthon | Isère | 2 423 t |
| Plate-forme de Compostage Chatuzange-le-goubet | Isère | 1 154 t |
| Plate-Forme de Compostage Côte-Saint-André (la) | Isère | 2 556 t |
| Plateforme de Compostage des Salles du Gardon | Gard | 963 t |
| Plate-forme de Compostage Langres | Haute-Marne | 731 t |
| Plate-forme de Compostage Monsols | Rhône | 4 390 t |
| Plate-Forme de Compostage Pont-de-l'Isère | Drôme | 829 t |
| Plate-forme de Compostage Saint-Barthélemy | Isère | 3 692 t |
| Plate-Forme de Compostage Sillans | Isère | 1 494 t |
| Saur Camargue Compostage | Gard | 2 508 t |
| Total | | 28 719 t |

Tableau 18 : Centres de traitement biologique hors PACA réceptionnant des DMA régionaux

1.5 Les Unités de Valorisation Énergétique (UVE)

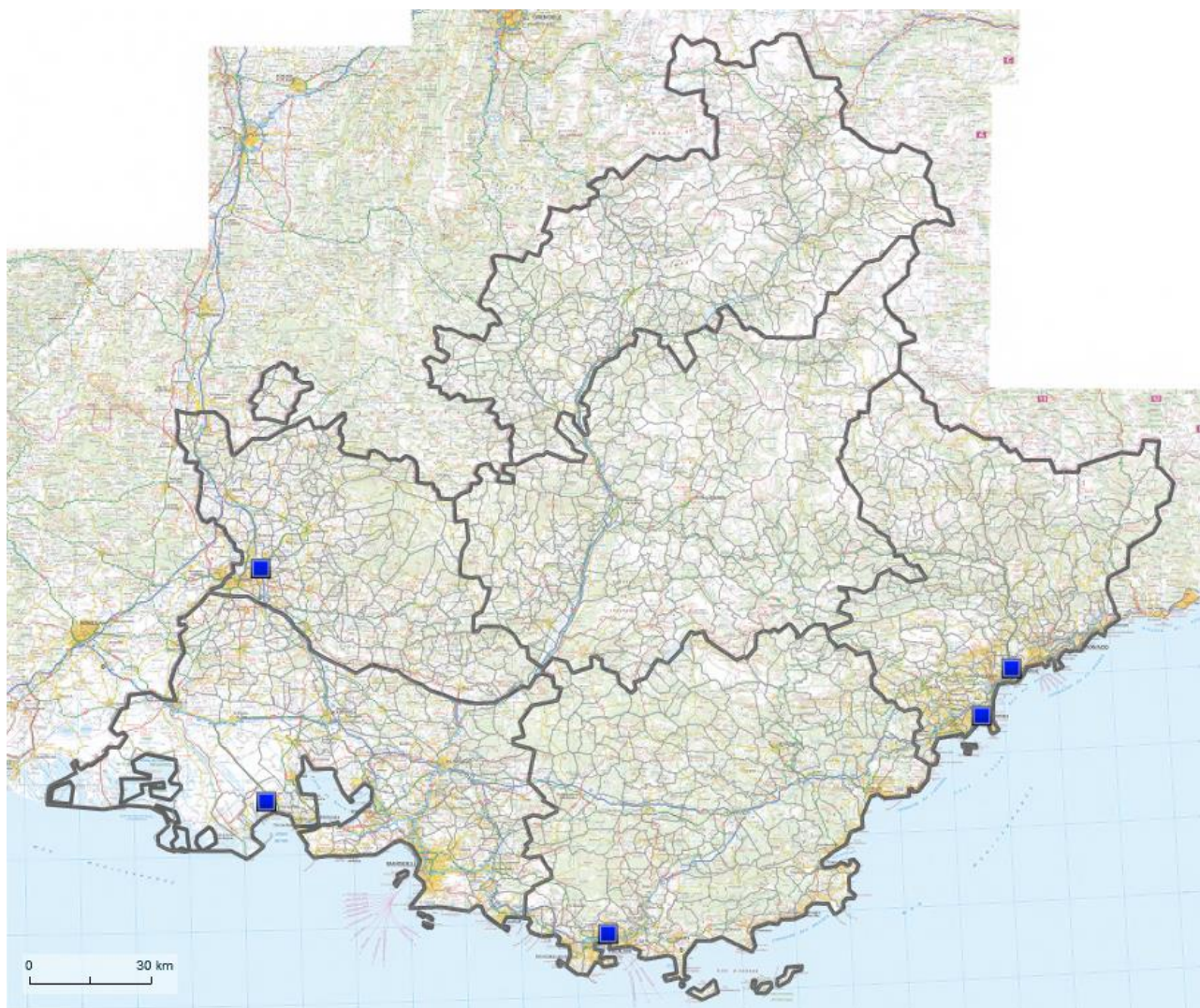
Les données disponibles sur ces sites montrent que :

- 266 628 tonnes de mâchefers ont été produites (90 450 tonnes valorisées),
- 27 346 tonnes de métaux (UVE et plates-formes de maturation) ont été recyclés,
- 41 452 tonnes de REFIOM ont été traitées,
- 815 155 MWh thermiques et électriques ont été valorisés.

Deux installations de maturation des mâchefers, situées à Vedène (84) et Pierrefeu-du-Var (83), ont traité 121 993 tonnes de mâchefers dont 29 843 tonnes provenant de l'UIOM de Lunel (34). Le centre de traitement multifilière de Fos-sur-Mer possède sa propre plateforme de maturation, 68 872 tonnes de mâchefers ont été traités sur son site.

Au total, les 3 plateformes de maturation des mâchefers de la région PACA ont permis la valorisation de 90 450 tonnes de mâchefers.

Les mâchefers produits par les UVE de Nice et Antibes (06) représentent 105 626 tonnes, soit plus d'un tiers des mâchefers produits en PACA. Ces mâchefers n'ont pas été valorisés en 2014 et ont été enfouis sur les Installations de Stockage de Déchets Non Dangereux de Septèmes-les-Vallons (13), les Pennes-Mirabeau (13) et Orange (84).



Carte 17 : Localisation des Unités de Valorisation Énergétique (UVE)

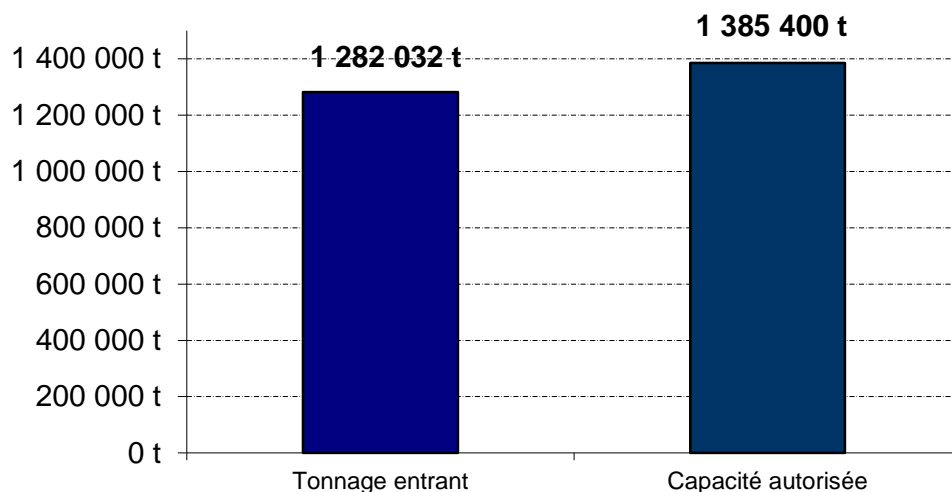


Figure 11 : Capacités autorisées et tonnages entrants dans les UVE

Nota Bene : Le calcul des capacités annuelles autorisées intègre les ouvertures ou fermetures en cours d'année (prorata temporis).

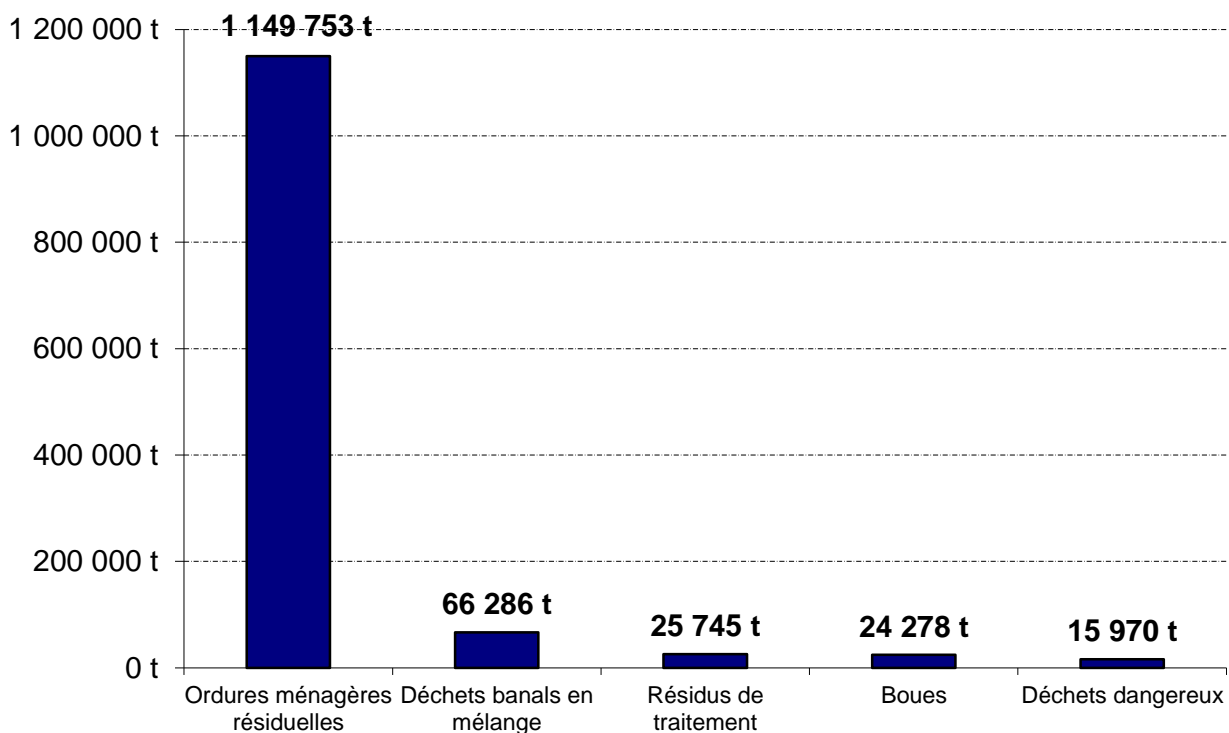


Figure 12 : Tonnages entrants sur les UVE par type de matériaux

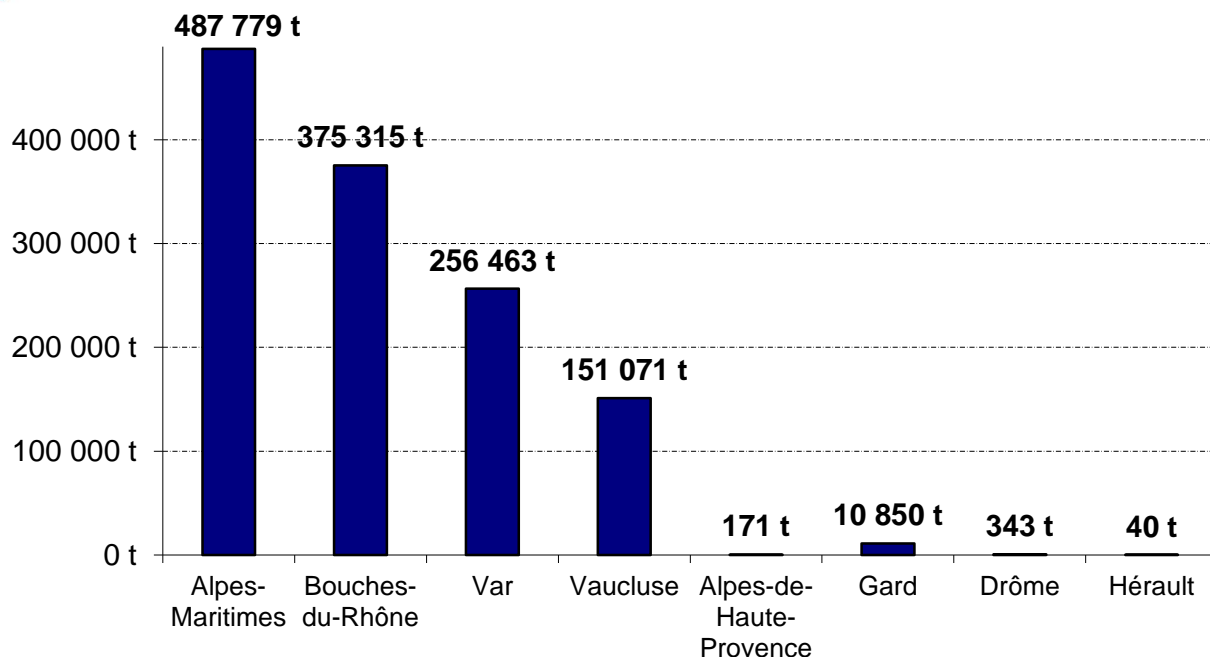


Figure 13 : Tonnages entrants sur les UVE par origine géographique

Le tableau ci-après affiche les unités hors région ayant réceptionné des déchets régionaux :

| | Département | Tonnage(s) issu(s) de la région |
|--|-------------|---------------------------------|
| UIOM de Monaco (OMr) | - | 15 626 t |
| Co Incinération Port la Nouvelle (CSR) | 66 | 3 672 t |
| UIOM de Livet-et-Gavet (OMr) | 38 | 327 t |
| UIOM de Nîmes (DASRI) | 30 | 455 t |

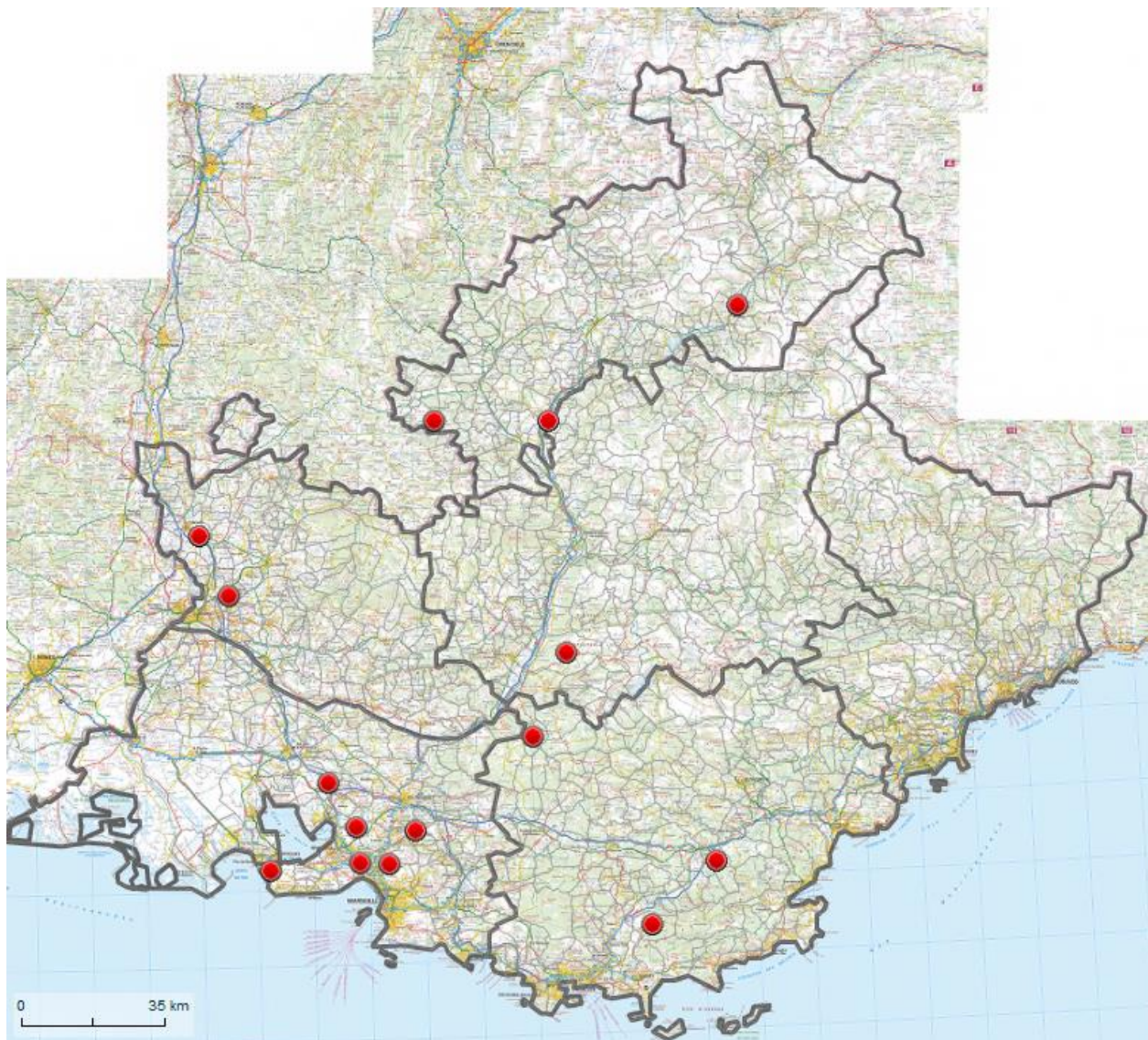
Tableau 19 : UVE hors PACA réceptionnant des déchets régionaux

Les Unités de Valorisation Énergétique connaissent un taux d'utilisation important de 93 %, en augmentation depuis 2010. Alors que les tonnages entrants augmentent (+ 8 % par rapport à 2010), les tonnages de mâchefers et de REFIOM sont les plus faibles depuis 2010, en baisse de 8 à 5 % par rapport à l'année 2013. Ces tendances peuvent en partie s'expliquer par les importants travaux lancés sur l'UVE de Toulon en 2014.

1.6 Les Installations de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND)

La loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement du 3 août 2009 (loi n°2009-967) fixe comme objectif une réduction de 15 % des quantités de déchets non dangereux stockés et incinérés d'ici à 2012 par rapport à l'année 2008.

En 2014, les 15 ISDND en région PACA ont réceptionné 1 799 754 tonnes de Déchets Non Dangereux.



Carte 18 : Localisation des ISDND

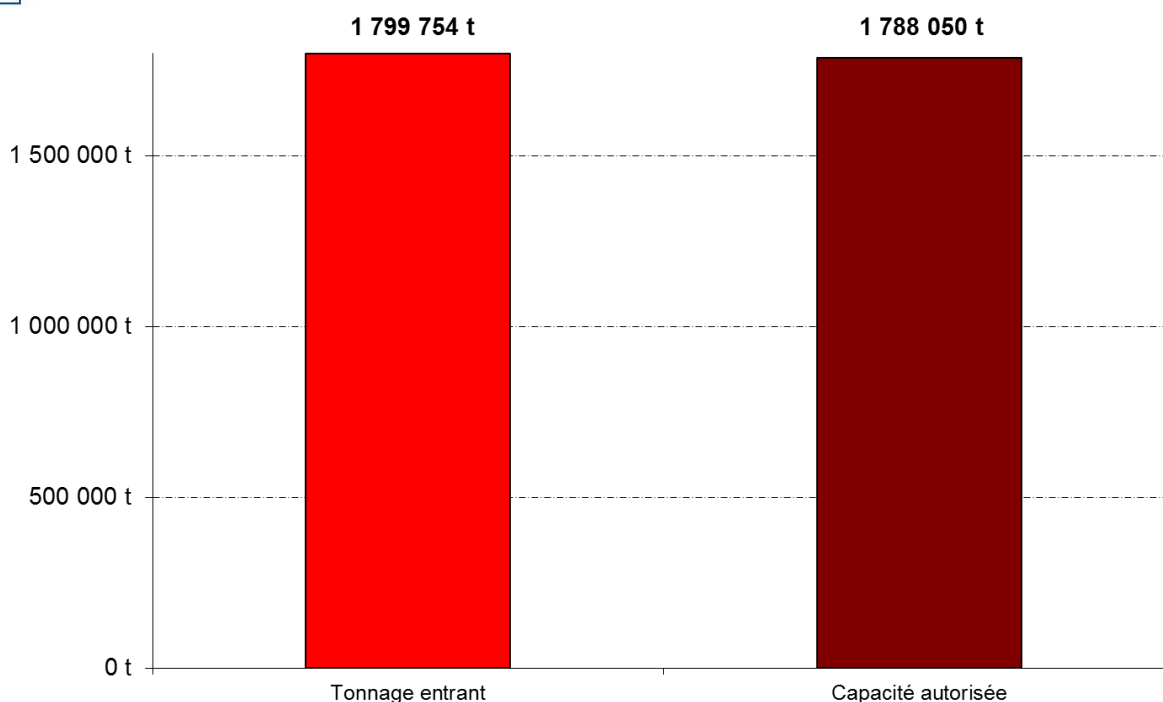


Figure 14 : Capacités moyennes annuelles autorisées et tonnages entrants dans les ISDND

Nota Bene : Le calcul des capacités moyennes annuelles autorisées intègre les ouvertures ou fermetures en cours d'année (prorata temporis).

| ISDND | Département | Tonnages entrants | capacité moyenne annuelle autorisée | Date de fermeture réglementaire* |
|----------------------------|-------------|-------------------|-------------------------------------|----------------------------------|
| ISDND Orange | 84 | 154 836 t | 150 000 t | 31/12/2017 |
| ISDND Entraigues | 84 | 100 964 t | 90 000 t | 16/07/2018 |
| ISDND Ginasservis | 83 | 19 822 t | 21 600 t | 28/11/2019 |
| ISDND Pierrefeu-du-var | 83 | 137 233 t | 125 000 t | 01/12/2019 |
| ISDND Sorbiers | 05 | 8 412 t | 9 900 t | 01/01/2020 |
| ISDND Cannet-des-maures | 83 | 254 928 t | 255 000 t | 06/08/2020 |
| ISDND Septemes-les-vallons | 13 | 249 256 t | 250 000 t | 01/03/2022 |
| ISDND Pennes-mirabeau | 13 | 279 586 t | 250 000 t | 16/05/2022 |
| ISDND Fare-les-oliviers | 13 | 133 004 t | 160 000 t | 19/09/2022 |
| ISDND Ventavon | 05 | 103 655 t | 100 000 t | 01/01/2023 |
| ISDND Valensole | 04 | 85 137 t | 65 000 t | 17/04/2023 |
| ISDND Aix-en-provence | 13 | 169 221 t | 180 000 t | 31/12/2023 |
| ISDND Gardanne | 13 | 53 547 t | 53 000 t | 17/09/2028 |
| ISDND Embrun | 05 | 5 930 t | 8 550 t | 18/04/2029 |
| ISDND Martigues | 13 | 44 222 t | 70 000 t | 09/02/2034 |

* Informations transmises par les exploitants en 2014 (arrêtés préfectoraux).

Tableau 20 : Capacités moyennes annuelles autorisées et dates prévisionnelles de fermeture des ISDND en PACA

Le graphique suivant illustre l'évolution théorique des capacités réglementaires résiduelles des sites recensés (hors projets) :

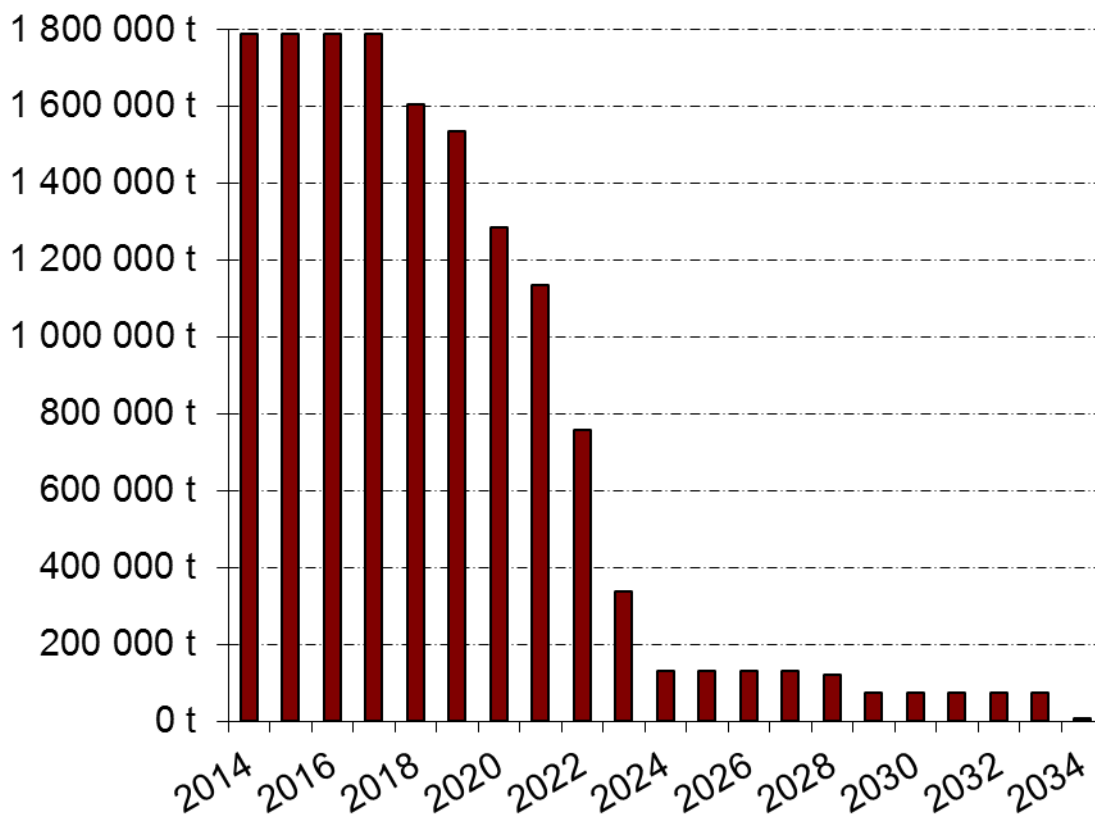


Figure 15 : Évolution théorique des capacités réglementaires résiduelles des ISDND

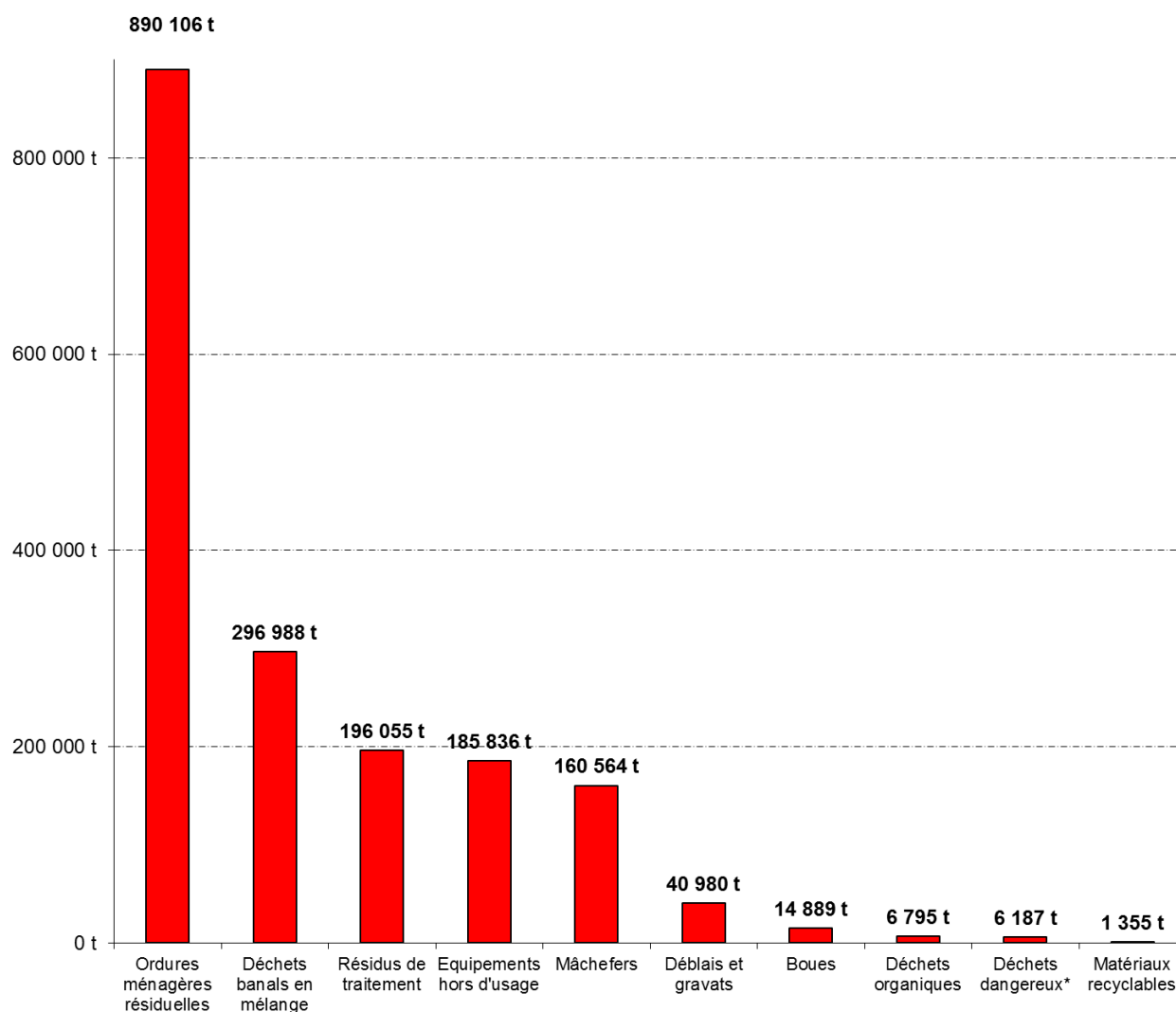
Les données disponibles sur ces sites montrent que :

- 377 465 m³ de lixiviats produits ont été traités,
- 112 130 MWh thermiques et électriques ont été valorisés.

| ISDND | Lixiviats produits | Destination(s) des lixiviats produits | Biogaz torché | Biogaz Valorisé | PCI du biogaz valorisé | MWh électrique | MWh thermique |
|-------------------------|-----------------------|--|------------------------|---------------------------|-------------------------|----------------|---------------|
| ISDND Ginasservis | 1 500 m ³ | Non précisé | NP | NP | NP | NP | NP |
| ISDND Sorbiers | 3 656 m ³ | Sur site et STEP de Gap (05) et La Mure (38) | NP | NP | NP | NP | NP |
| ISDND Valensole | 20 300 m ³ | Non précisé | - | 2 768 228 m ³ | - | 2 908 kWh | 3 773 kWh |
| ISDND Ventavon | 10 351 m ³ | Sur site et STEP de GAP (05) | 843 479 m ³ | 3 586 585 m ³ | - | 4 374 kWh | 0 kWh |
| ISDND Embrun | 3 489 m ³ | STEP de GAP (05) | 66 025 m ³ | - | - | 0 kWh | 0 kWh |
| ISDND Fare-les-Oliviers | NP | Non précisé | NP | NP | NP | NP | NP |
| ISDND Aix-en-Provence | 19 358 m ³ | STEP La Pioline (13) | 34 560 m ³ | 9 909 732 m ³ | | 17 116 kWh | 9 491 kWh |
| ISDND Gardanne | 7 008 m ³ | STEP de Gardanne (13) | 32 658 m ³ | 5 801 773 m ³ | 2,81 kWh/m ³ | 5 916 kWh | 5 631 kWh |
| ISDND Martigues | 4 984 m ³ | STEP de Martigues(13) | NP | | | 0 kWh | 0 kWh |
| ISDND Pennes-Mirabeau | 11 087 m ³ | STEP de Cavailon (84) et de Montélimar (26) | 402 888 m ³ | 11 709 737 m ³ | 1,70 kWh/m ³ | 20 616 kWh | 0 kWh |

| ISDND | Lixiviats produits | Destination(s) des lixiviats produits | Biogaz torché | Biogaz Valorisé | PCI du biogaz valorisé | MWh électrique | MWh thermique |
|----------------------------|--------------------|---|---------------|-----------------|------------------------|----------------|---------------|
| ISDND Septèmes-les-Vallons | 8 885 m3 | Sur site | 264 392 m3 | 12 577 312 m3 | 3,88 kWh/m3 | 17 790 kWh | 0 kWh |
| ISDND Cannet-des-maures | 116 524 m3 | Sur site | 1 353 569 m3 | 490 721 m3 | 4,47 kWh/m3 | 0 kWh | 0 kWh |
| ISDND Pierrefeu-du-var | 139 205 m3 | Sur site | 3 149 696 m3 | 2 878 692 m3 | NP | 0 kWh | 0 kWh |
| ISDND Entraigues | 11 533 m3 | STEP de Camaret(84), de Montelimar (26)et de Cavaillon (84) | - | 6 254 860 m3 | 1,89 kWh/m3 | 12 429 kWh | 0 kWh |
| ISDND Orange | 19 585 m3 | Non précisé | - | 6 388 962 m3 | 3,60 kWh/m3 | 7 679 kWh | 4 407 kWh |

Tableau 21 : Lixiviats produits et valorisation du biogaz des ISDND



* Les déchets amiantés (déchets dangereux) sont stockés dans des alvéoles spécifiques de certaines ISDND.

Figure 16 : Tonnages entrants sur les ISDND par type de matériaux

Nota bene : Les déchets stockés sur ces sites contiennent encore une part de matériaux recyclables qu'il n'est pas encore possible de quantifier avec exactitude.

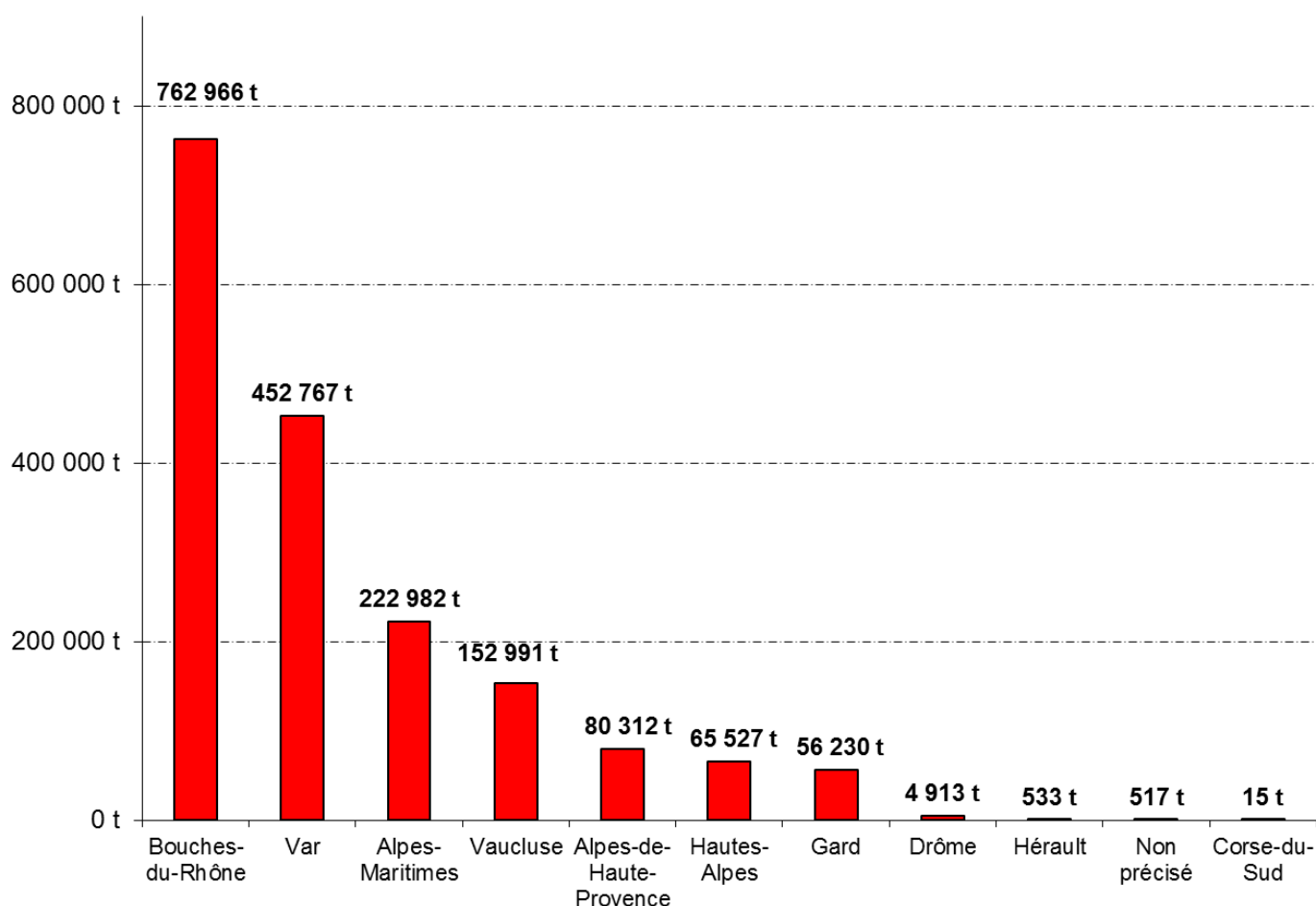


Figure 17 : Tonnages entrants sur les ISDND par origine géographique

Le tableau ci-après affiche les unités hors région déclarées être utilisées par les acteurs publics régionaux :

| | Département | Tonnage(s) connu(s) issu(s) de la région |
|---------------------|-------------|--|
| ISDND de Bellegarde | 30 | 50 137 t |
| ISDND Roussas | 26 | 30 098 t |
| ISDND Donzere | 26 | 22 855 t |
| Total | | 103 090 t |

Tableau 22 : ISDND hors PACA réceptionnant des déchets régionaux

Depuis 2012 le tonnage entrant en ISDND est en légère diminution de 0.2 %. Cependant en 2014 le tonnage entrant est supérieur à la capacité annuelle autorisée. Plus de 100 000 tonnes ont été stockés hors région PACA, parallèlement près de 62 000 t ont été importées d'autres régions.

Dès 2018 les ISDND régionaux ne seront plus en capacité de stocker les déchets ultimes produits sur la Région à rythme de production de déchets équivalent et sans progression du tri à la source de la part valorisable résiduelle encore présente dans les déchets qui vont dans les ISDND.

2. Les installations réceptionnant des Déchets d'Activités Economiques (DAE)

1 134 166 tonnes de Déchets des Activités Economiques ont été traitées sur les installations enquêtées par l'Observatoire (hors transit et TMB) soit 25 % des tonnages. Les graphiques ci-dessous illustrent le tonnage de ceux-ci pour chaque type d'unité de gestion à l'échelle régionale :

| Type d'installation | Tonnages entrants | Tonnages de DAE 2014 | % de DAE 2014 | Tonnages de DAE 2013 | % de DAE 2013 | Évolution des tonnages |
|-----------------------------------|--------------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|------------------------|
| ISDND | 1 799 754 t | 511 910 t | 28 % | 528 093 t | 29 % | - 3 % |
| Centres de tri | 883 426 t | 464 948 t | 53 % | 527 075 t | 39 % | - 12 % |
| Unité de Valorisation Organique | 517 642 t | 91 022 t | 18 % | 44 516 t | 8 % | 104 % |
| Unité de Valorisation Énergétique | 1 282 032 t | 66 286 t | 5 % | 40 518 t | 3 % | 64 % |
| Sous-totaux | 4 482 854 t | 1 134 166 t | 25 % | 1 140 202 t | 23 % | - 0.5 % |
| <i>Tri Mécano-Biologique</i> | <i>473 224 t</i> | - | - | - | - | - |
| <i>Centres de transit</i> | <i>1 278 651 t</i> | 26 446 t | 2 % | 33 714 t | 3 % | - 21 % |
| Totaux 2014 | 6 234 729 t | 1 160 612 t | 19 % | | | - 1 % |
| <i>Totaux 2013</i> | <i>6 253 647 t</i> | | | 1 173 916 | 19 % | |

Tableau 23 : Tonnages de DAE réceptionnés sur les installations

Les DAE traités sur les mêmes sites de gestion que les DMA sont en grande majorité des déchets en mélange issus d'entreprises régionales. Hors centres de transit et TMB, ils représentent en 2014, 25 % des flux entrants sur ces sites (23 % en 2013). Le tonnage de DAE entrant sur les Unités de Valorisation Énergétique continue de progresser.

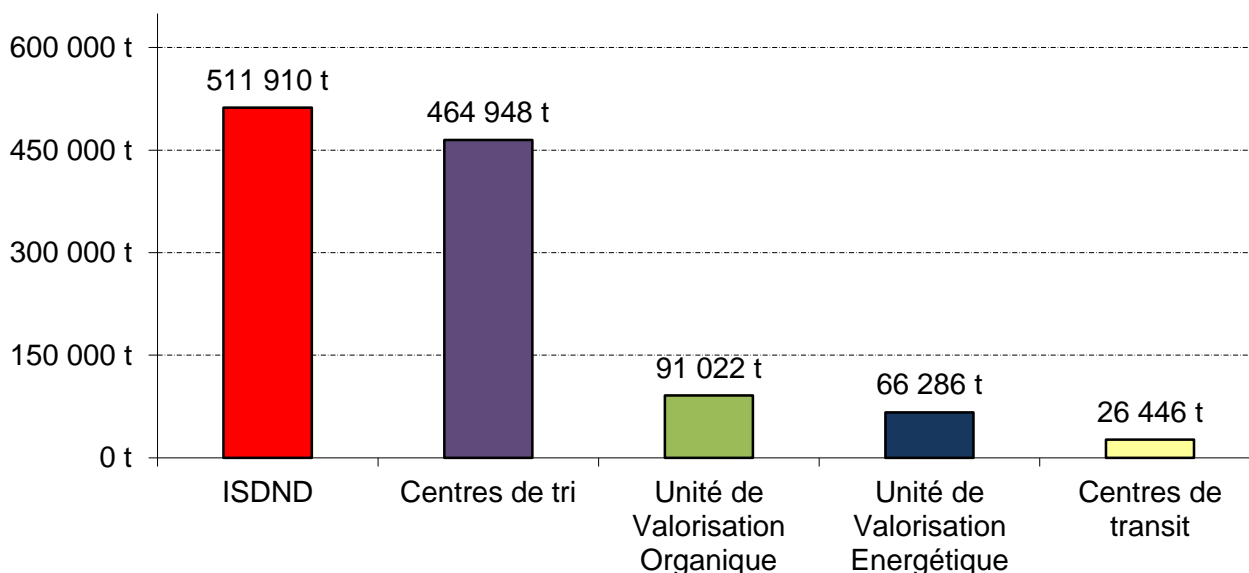


Figure 18 : Tonnages de DAE entrants par type d'installation

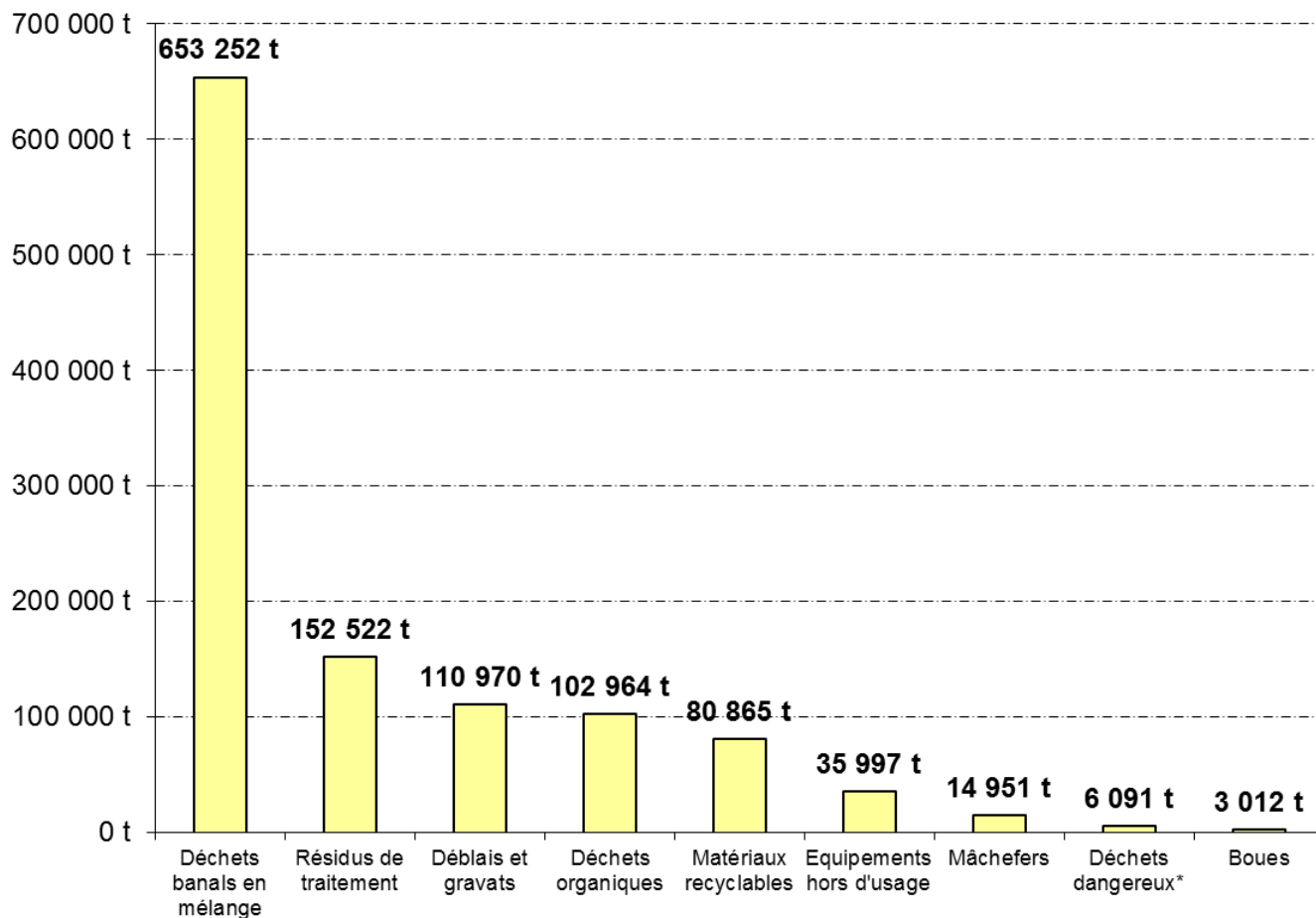


Figure 19 : Tonnages de DAE entrants sur les centres de gestion et de traitement par type de matériaux

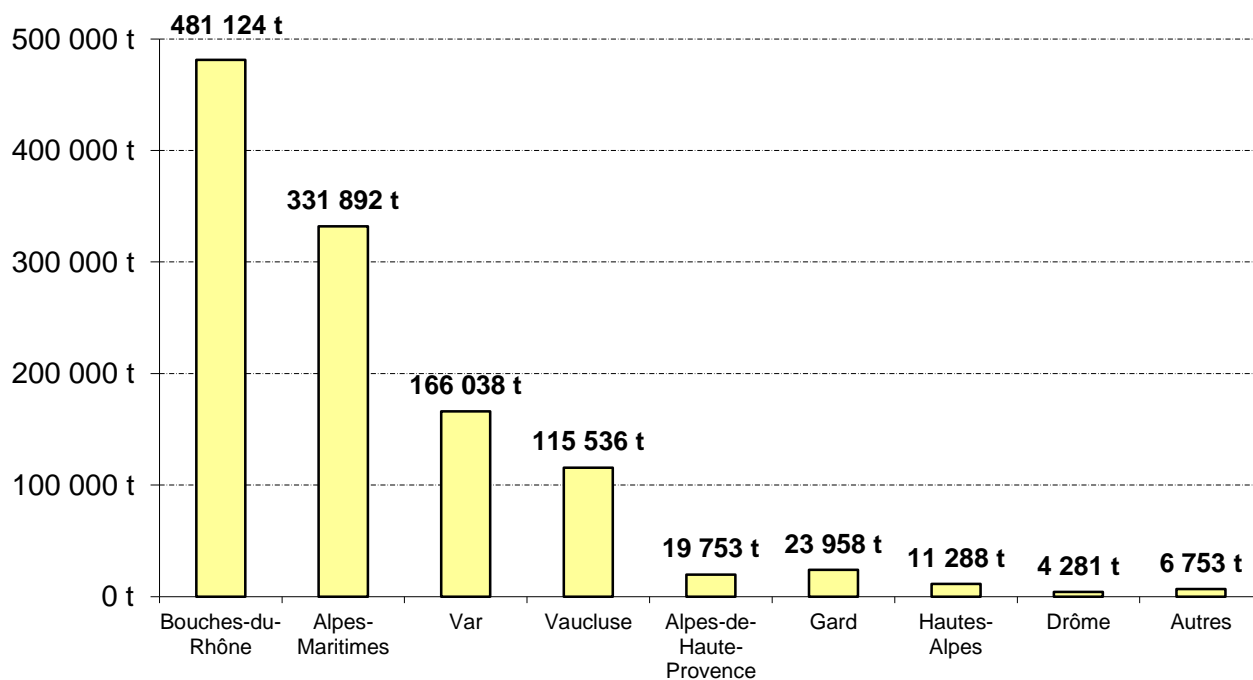
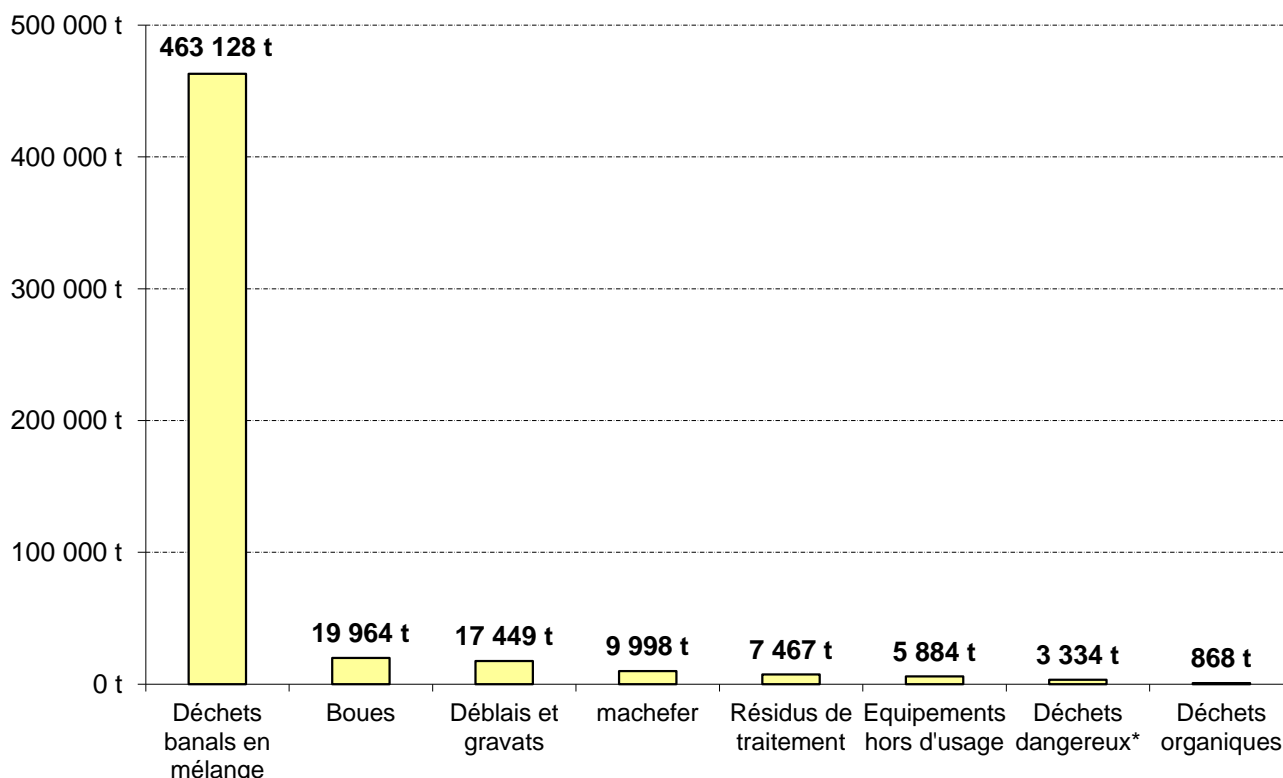


Figure 20 : Tonnages de DAE entrants sur les centres de gestion et de traitement par origine géographique



* Les déchets amiantés et certaines boues industrielles (déchets dangereux) sont stockés dans des conditions spécifiques.

Figure 21 : Tonnages de DAE entrants sur les ISDND par type de matériaux

Nota bene : Les déchets stockés sur ces sites contiennent encore une part de matériaux recyclables qu'il n'est pas encore possible de quantifier avec exactitude.

La totalité des 66 286 tonnes de DAE entrants dans les Unités de Valorisation Énergétique sont des déchets banals en mélange.

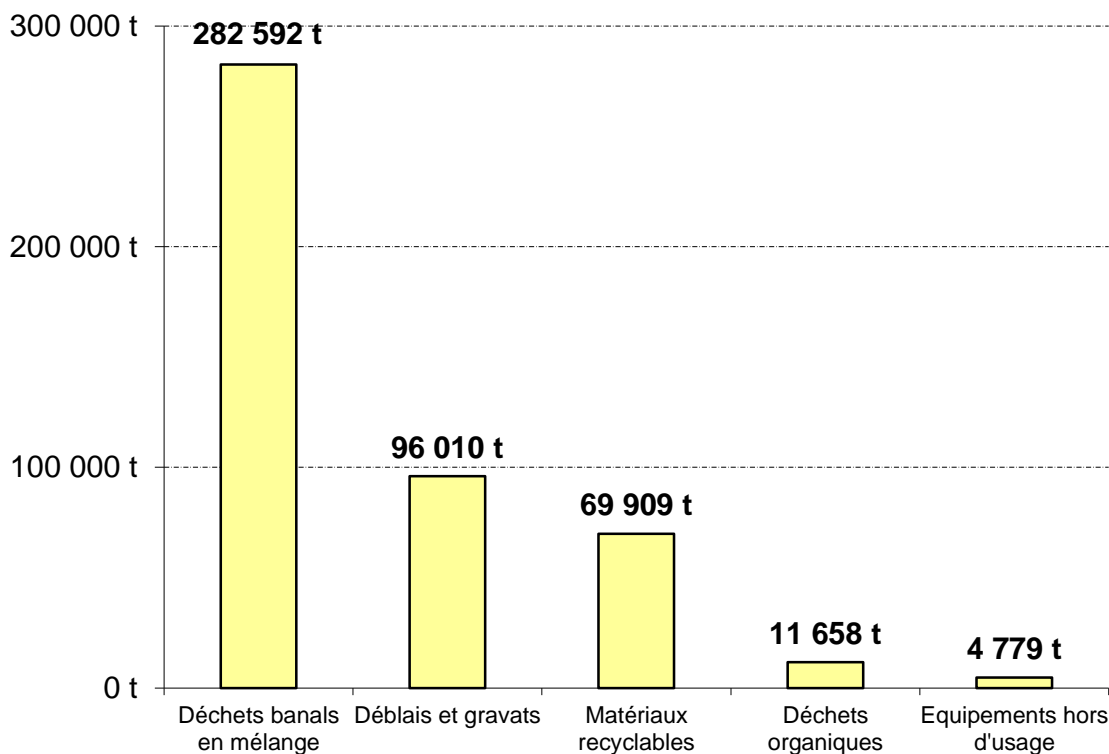


Figure 22 : Tonnages de DAE entrants sur les centres de tri par type de matériaux

Le tonnage global de DAE réceptionné sur les centres de tri est en diminution depuis 2012 (-19 %).

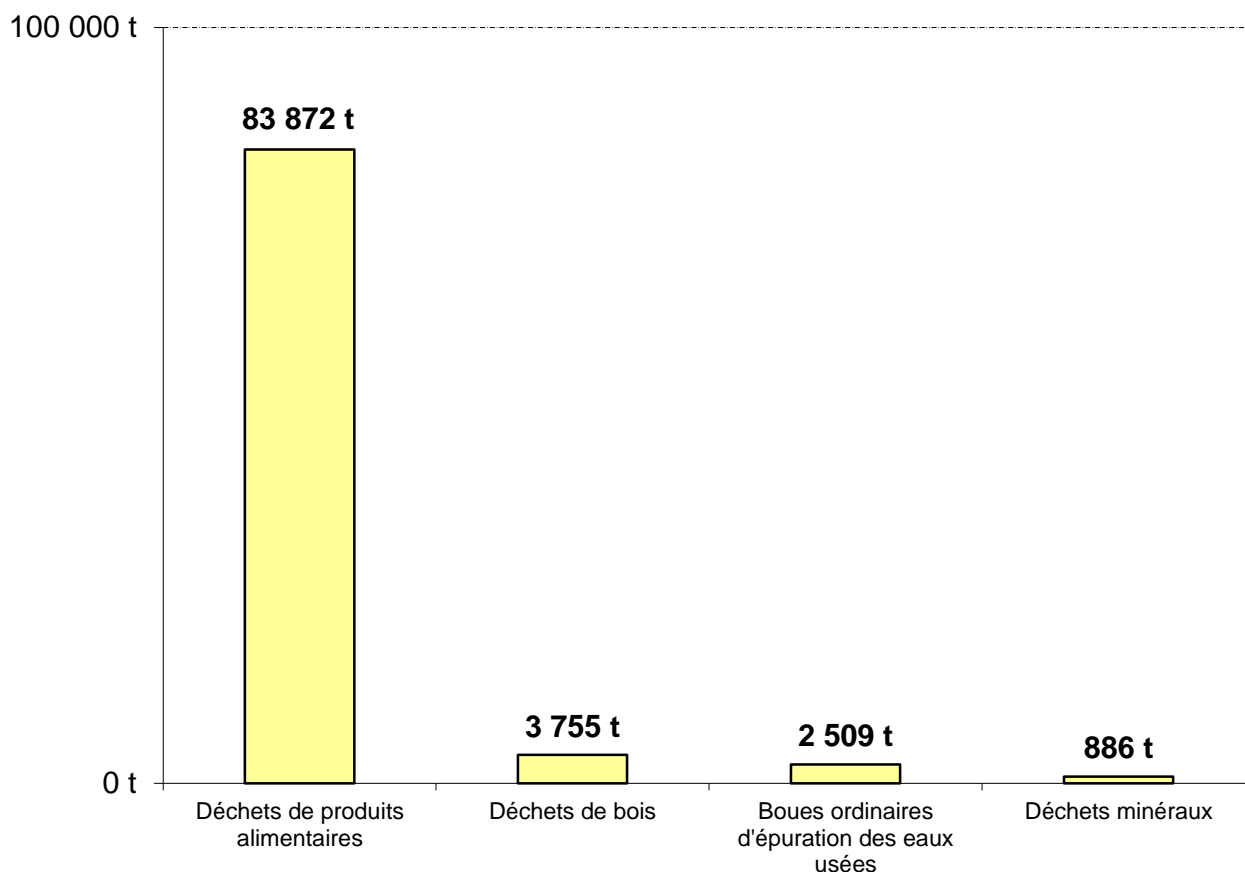


Figure 23 : Tonnages de DAE entrants sur les centres de traitement biologique par type de matériaux

Le tonnage de boues envoyées en centres de traitement biologique continue à chuter fortement (-96 % par rapport à 2013), tandis que le tonnage de déchets organiques est en augmentation (+58 %).

Pour rappel, une estimation du gisement des DAE d'origine artisanale était présentée dans le tableau de bord 2013. Cette étude, basée sur l'outil EGIDA et l'année de référence 2012, a permis d'estimer les principaux éléments suivants :

847 000 tonnes de DAE produits par les entreprises artisanales (de moins de 20 salariés), soit 73 % du total de DAE identifiés comme entrants sur les installations de traitement et stockage des DMA en PACA.

Dont 42 000 tonnes dirigées vers des filières spécifiques, et ne devant donc pas être considérés comme « assimilés ».

Soit près de 805 000 tonnes de DAE produits par l'activité artisanale et susceptibles d'être collectés mélangés aux déchets ménagers, soit 23 % des DMA collectés sur la région PACA.

Environ 30 kg/éq.hab.de Déchets Non Dangereux (DND) produits par les professions « artisanales » et susceptibles d'être collectés en mélange avec les déchets ménagers, via le service public de gestion des déchets ménagers.

3. Les flux interrégionaux et interdépartementaux

Les données transmises par les Installations de Traitement des Ordures Ménagères recensées en PACA indiquent que celles-ci ont réceptionné **167 289 tonnes de déchets importées d'autres régions**. On compte parmi ces importations 29 244 tonnes de DAE, 45 112 tonnes de mâchefers et 11 911 tonnes de résidus de traitement.

| Origine des déchets | Tonnages importés |
|---------------------|-------------------|
| Gard | 94 110 t |
| Hérault | 34 226 t |
| Drôme | 30 241 t |
| Ardèche | 3 807 t |
| Monaco | 2 232 t |
| Corse | 1 947 t |
| Isère | 726 t |
| Total | 167 289 t |

Tableau 24 : Origine des flux importés en PACA

L'exportation vers des centres de gestion des déchets hors région représente 162 687 tonnes (hors transit et sites de recyclage) :

| Destination des déchets | Tonnages exportés |
|-------------------------|-------------------|
| Drôme | 56 610 t |
| Gard | 54 125 t |
| Isère | 19 615 t |
| Haute-Saône | 7 737 t |
| Rhône | 4 390 t |
| Aude | 3 852 t |
| Haute-Marne | 731 t |
| <i>Monaco</i> | <i>15 626 t</i> |
| Total | 162 687 t |

Tableau 25 : Destination des flux exportés hors PACA

L'enquête ITOM PACA permet d'améliorer la connaissance des flux de déchets interdépartementaux, notamment l'origine des flux importés, entrants sur les installations de la région. De plus, le croisement des données de l'enquête ITOM avec les données fournies par les EPCI de la région PACA (destination des DMA), ainsi que la connaissance du territoire par l'ORD PACA, a permis de préciser les quantités de déchets exportées hors PACA.

Il existe un certain équilibre des flux concernant les DMA entrants et sortants à l'échelle régionale (logique de proximité). Les principaux départements importateurs sont le Gard, l'Hérault et la Drôme.

L'étude des flux interdépartementaux au sein de la région met en exergue la capacité des installations des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse à accueillir les déchets d'autres départements de la Région PACA et hors région.

Le tableau suivant précise la destination et les filières des 167 289 tonnes de déchets importées d'autres régions vers 4 des 6 départements de la région PACA. Les plus importants de ces flux concernent des collectivités limitrophes, répondant à un souci de proximité avec les centres de traitement :

| Département destinataire | Département d'origine | Tonnage | Filière |
|--------------------------|-----------------------|-----------|-------------------------|
| Hautes-Alpes | Isère | 726 t | Compostage |
| Total Hautes-Alpes | | 726 t | |
| Alpes-Maritimes | Monaco | 2 232 t | Tri |
| Total Alpes-Maritimes | | 2 232 t | |
| Bouches-du-Rhône | Corse | 15 t | Stockage en ISDND |
| Bouches-du-Rhône | Gard | 6 740 t | Tri |
| Bouches-du-Rhône | Gard | 13 195 t | Compostage |
| Bouches-du-Rhône | Gard | 1 146 t | Stockage en ISDND |
| Bouches-du-Rhône | Hérault | 3 810 t | Tri |
| Bouches-du-Rhône | Hérault | 533 t | Stockage en ISDND |
| Bouches-du-Rhône | Corse | 1 932 t | Tri |
| Total Bouches-du-Rhône | | 27 371 t | |
| Vaucluse | Ardèche | 23 t | Tri |
| Vaucluse | Ardèche | 3 784 t | Compostage |
| Vaucluse | Drôme | 3 143 t | Tri |
| Vaucluse | Drôme | 21 842 t | Compostage |
| Vaucluse | Drôme | 343 t | UIOM |
| Vaucluse | Drôme | 4 913 t | Stockage en ISDND |
| Vaucluse | Gard | 1 769 t | Tri |
| Vaucluse | Gard | 5 326 t | Compostage |
| Vaucluse | Gard | 10 850 t | UIOM |
| Vaucluse | Gard | 55 084 t | Stockage en ISDND |
| Vaucluse | Hérault | 29 843 t | Maturation de mâchefers |
| Vaucluse | Hérault | 40 t | UIOM |
| Total Vaucluse | | 136 960 t | |

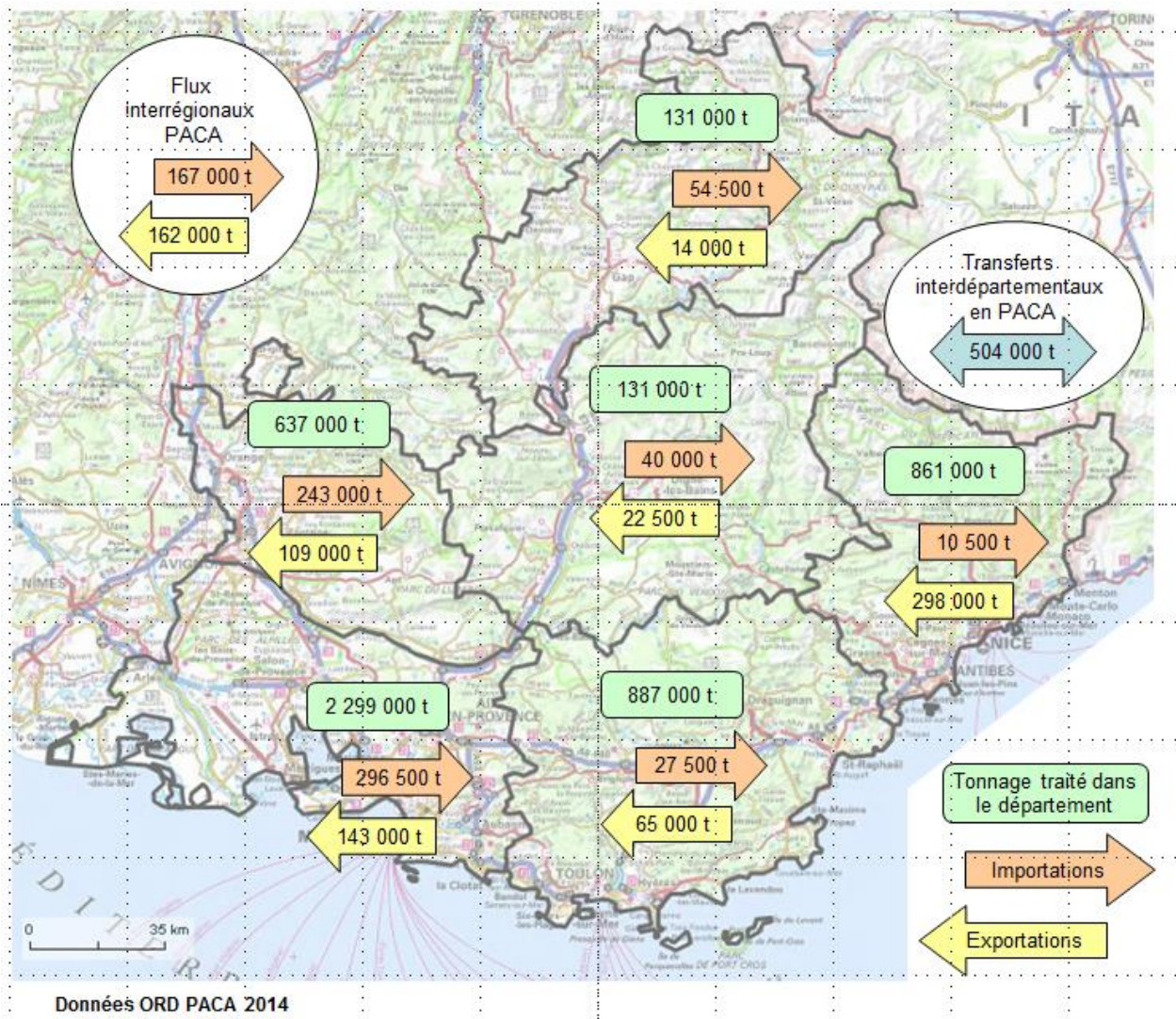
Tableau 26 : Origines, destinations et filières de traitement des flux importés en PACA

Concernant les **162 687 tonnes exportées**, les origines départementales et les filières de traitement sont décrites ci-après :

| Département d'origine | Département destinataire | Tonnage | Filière |
|-------------------------|--------------------------|----------|----------------------|
| Alpes-de-Haute-Provence | Drôme | 150 t | Stockage en ISDND |
| Hautes-Alpes | Drôme | 15 t | Stockage en ISDND |
| Alpes-Maritimes | Drôme | 2 t | Stockage en ISDND |
| Bouches-du-Rhône | Drôme | 7 808 t | Stockage en ISDND |
| Var | Drôme | 5 t | Stockage en ISDND |
| Vaucluse | Drôme | 44 973 t | Stockage en ISDND |
| Vaucluse | Drôme | 1 674 t | Tri |
| Vaucluse | Drôme | 1 983 t | Compostage |
| Total Drôme | | 56 610 t | |
| Bouches-du-Rhône | Gard | 3 165 t | Tri-Compostage (Tmb) |
| Bouches-du-Rhône | Gard | 50 137 t | Stockage en ISDND |
| Bouches-du-Rhône | Gard | 455 t | UIOM |
| Vaucluse | Gard | 368 t | Tri |
| Total Gard | | 54 125 t | |
| Alpes-de-Haute-Provence | Isère | 1 295 t | Compostage |
| Hautes-Alpes | Isère | 8 920 t | Tri |
| Hautes-Alpes | Isère | 1 426 t | Compostage |
| Hautes-Alpes | Isère | 327 t | Co-incinération |
| Alpes-Maritimes | Isère | 5 509 t | Compostage |
| Bouches-du-Rhône | Isère | 1 005 t | Compostage |
| Bouches-du-Rhône | Isère | 204 t | Tri |
| Var | Isère | 173 t | Compostage |
| Vaucluse | Isère | 755 t | Compostage |
| Total Isère | | 19 615 t | |
| Alpes-Maritimes | Aude | 3 672 t | Co-incinération |
| Var | Aude | 26 t | Compostage |
| Vaucluse | Aude | 154 t | Compostage |
| Total Aude | | 3 852 t | |
| Alpes-Maritimes | Rhône | 3 500 t | Compostage |
| Bouches-du-Rhône | Haute-Marne | 730 t | Compostage |
| Vaucluse | Rhône | 890 t | Compostage |
| Vaucluse | Haute-Saône | 7 737 t | Compostage |
| Alpes Maritimes | Monaco | 15 626 t | UIOM |

Tableau 27 : Origines, destinations et filières de traitement des flux exportés

La carte suivante présente les quantités de déchets entrantes et sortantes, issues ou non de la région, pour chaque département ainsi que le tonnage traité sur chaque territoire :



Carte 19 : Flux d'importation et d'exportation par département

Le total des importations au sein des installations des 6 départements de la région PACA représente entre 1 % (Alpes-Maritimes) et env. 40 % (Vaucluse, Hautes-Alpes) des tonnages traités.

À l'échelle régionale, **504 302 tonnes de déchets circulent entre les 6 départements**, soit 10 % des tonnages réceptionnés par les sites de traitement ou de stockage (hors transit).

| Département destinataire | Département d'origine | Tonnage | Filière |
|--------------------------|-----------------------|----------|-------------------|
| Alpes-de-Haute-Provence | Hautes-Alpes | 2 343 t | Compostage |
| Alpes-de-Haute-Provence | Alpes-Maritimes | 9 450 t | Compostage |
| Alpes-de-Haute-Provence | Bouches-du-Rhône | 1 577 t | Compostage |
| Alpes-de-Haute-Provence | Alpes-Maritimes | 13 554 t | Stockage en ISDND |
| Alpes-de-Haute-Provence | Var | 4 780 t | Compostage |
| Alpes-de-Haute-Provence | Bouches-du-Rhône | 922 t | Stockage en ISDND |
| Alpes-de-Haute-Provence | Vaucluse | 7 405 t | Stockage en ISDND |

| Département destinataire | Département d'origine | Tonnage | Filière |
|-------------------------------|-----------------------------|-----------|-------------------|
| Total Alpes-de-Haute-Provence | | 40 031 t | |
| Hautes-Alpes | Alpes-de-Haute-Provence | 1 452 t | Tri |
| Hautes-Alpes | Alpes-de-Haute-Provence | 10 784 t | Stockage en ISDND |
| Hautes-Alpes | Alpes-Maritimes | 41 333 t | Stockage en ISDND |
| Total Hautes-Alpes | | 53 569 t | |
| Alpes-Maritimes | Var | 8 293 t | Tri |
| Total Alpes-Maritimes | | 8 293 t | |
| Bouches-du-Rhône | Alpes-de-Haute-Provence | 245 t | Tri |
| Bouches-du-Rhône | Hautes-Alpes | 941 t | Tri |
| Bouches-du-Rhône | Var | 1 001 t | Tri |
| Bouches-du-Rhône | Vaucluse | 11 913 t | Tri |
| Bouches-du-Rhône | Alpes-Maritimes | 33 082 t | Compostage |
| Bouches-du-Rhône | Var | 9 729 t | Compostage |
| Bouches-du-Rhône | Vaucluse | 9 436 t | Compostage |
| Bouches-du-Rhône | Alpes-de-Haute-Provence | 6 271 t | Stockage en ISDND |
| Bouches-du-Rhône | Hautes-Alpes | 106 t | Stockage en ISDND |
| Bouches-du-Rhône | Alpes-Maritimes | 134 195 t | Stockage en ISDND |
| Bouches-du-Rhône | Var | 40 842 t | Stockage en ISDND |
| Bouches-du-Rhône | Vaucluse (dont Pertuis CPA) | 21 578 t | Stockage en ISDND |
| Total Bouches-du-Rhône | | 269 339 t | |
| Var | Alpes-Maritimes | 17 311 t | Compostage |
| Var | Bouches-du-Rhône | 9 952 t | Compostage |
| Total Var | | 27 262 t | |
| Vaucluse | Alpes-de-Haute-Provence | 171 t | UIOM |
| Vaucluse | Bouches-du-Rhône | 204 t | Tri |
| Vaucluse | Alpes-de-Haute-Provence | 2 080 t | Compostage |
| Vaucluse | Bouches-du-Rhône | 13 464 t | Compostage |
| Vaucluse | Var | 74 t | Compostage |
| Vaucluse | Alpes-Maritimes | 2 619 t | UIOM |
| Vaucluse | Bouches-du-Rhône | 15 400 t | UIOM |
| Vaucluse | Alpes-Maritimes | 33 901 t | Stockage en ISDND |
| Vaucluse | Bouches-du-Rhône | 37 894 t | Stockage en ISDND |
| Total Vaucluse | | 105 807 t | |

Tableau 28 : Origines, destinations et filières de traitement des flux interdépartementaux (PACA)

Une grande partie des mouvements de flux interdépartementaux s'explique par les conséquences de la fermeture en 2009 de l'ISDND de Villeneuve Loubet (06) dont la capacité était de 270 000 t/an. De plus, la fermeture fin 2011 de l'ISDND de Bagnols-en-Forêt (83) entraîne l'exportation supplémentaire de déchets du département du Var.

Les autres flux sont souvent liés à l'application du principe de proximité des installations pour des collectivités en limite de département (Nord-Ouest des Bouches-du-Rhône et Vaucluse, Nord des Alpes-de-Haute-Provence et Hautes-Alpes).

VI. LES DECHETS DANGEREUX

Le tableau suivant présente une synthèse des tonnages des principaux déchets dangereux entrants dans le périmètre de l'Observatoire régional des déchets ménagers et assimilés :

| Déchets dangereux | Tonnage PACA 2014 | Tonnage PACA 2013 | Sources |
|--|-------------------|-------------------|---|
| DEEE (collectivités et distribution) | 35 117 t t | 29 917 t | Données de l'Observatoire des DEEE (ADEME 2013) recueillies auprès de tous les Eco-organismes Env. 7 kg/hab. |
| Huiles usagées moteurs collectées | 14 628 t | 14 947 t | Données de l'Observatoire des huiles usagées. Il s'agit ici des chiffres concernant les huiles moteurs. |
| Autres Déchets Dangereux des Ménages (services de collecte et déchèteries) | 5 266 t | 4 317 t | Données de collectivités. Ces tonnages excluent les tonnages de DEEE, DASRI et huiles usagées moteurs déjà pris en compte. Env. 1 kg/hab. |
| DASRI traités en UIOM (PACA) | 15 629 t | 14 673 t | Données transmises par les exploitants. Ces tonnages représentent uniquement les DASRI d'origine PACA. En revanche, ils ne distinguent pas les tonnages issus des particuliers (informations encore trop parcellaires). |
| REFIOM issus des UIOM (PACA) | 41 452 t | 44 873 t | Données transmises par les exploitants. |
| Total | 112 778 t | 108 727 t | |

Tableau 29 : Tonnages de déchets dangereux dans le périmètre de l'Observatoire

80 % des déchèteries acceptent les Déchets Dangereux des Ménages (DDM).

1. Focus sur les Déchets d'Équipements Électriques Électroniques (DEEE)

La transposition en droit français de la nouvelle directive DEEE définit deux nouvelles classifications :

- 11 catégories et des sous-catégories, valables jusqu'au 14 août 2018. Les panneaux photovoltaïques, qui constituent la 11ème catégorie sont inclus dans la réglementation française depuis la transposition de la nouvelle directive.
- à partir du 15 août 2018, 7 catégories, plus proches des flux de collecte seront à utiliser.

L'objectif de collecte pour 2016 est fixé à 45 % du poids moyen des EEE mis sur le marché pendant les 3 dernières années (contre 4 kg/hab./an dans la directive de 2002). L'objectif passe à 65 % en 2019 (ou 85 % du gisement de DEEE générés).

Les éco-organismes agréés pour la collecte et le traitement des DEEE ménagers sont :

| Les éco-organismes agréés pour la collecte et le traitement des DEEE ménagers | | |
|---|---|--|
| Tous DEEE hors catégorie 5 |  | www.ecologic-france.com |
| |  | www.eco-systemes.fr |
| |  | www.erp-recycling.fr |
| DEEE de catégorie 5 (lampes) |  | www.recylum.com |

Tableau 28 : « éco-organismes agréés DEEE ménagers » – ADEME, Rapport annuel sur la mise en œuvre de la réglementation relative aux DEEE, Données 2013, Octobre 2014

| | Ecologic | Eco-systèmes | ERP | Récyllum | Tonnage total | Population | kg/habitant |
|-------------------------|---------------|----------------|-------------|--------------|----------------|--------------|---------------|
| Alpes-de-Haute-Provence | 2 t | 1156 t | 0 t | 6 t | 1164 t | 162438 hab. | 7,17 kg/hab. |
| Hautes-Alpes | 1 t | 1902 t | 0 t | 10 t | 1913 t | 141911 hab. | 13,48 kg/hab. |
| Alpes-Maritimes | 110 t | 7657 t | 2 t | 55 t | 7824 t | 1083268 hab. | 7,22 kg/hab. |
| Bouches-du-Rhône | 5897 t | 4705 t | 25 t | 116 t | 10743 t | 1996351 hab. | 5,38 kg/hab. |
| Var | 133 t | 8786 t | 0 t | 48 t | 8967 t | 1030489 hab. | 8,70 kg/hab. |
| Vaucluse | 370 t | 4110 t | 0 t | 26 t | 4506 t | 550402 hab. | 8,19 kg/hab. |
| PACA | 6513 t | 28316 t | 27 t | 261 t | 35117 t | 4964859 hab. | 7,07 kg/hab. |

Tableau 29 : Tonnages de DEEE collectés par les éco-organismes en 2014. Source : « éco-organismes agréés DEEE ménagers » – ADEME, Rapport annuel sur la mise en œuvre de la réglementation relative aux DEEE, Données 2014, Octobre 2015

En 2014, 35 517 tonnes de DEEE ont été collectées par les éco-organismes dans la région PACA, soit environ 7 kg/hab. A l'échelle des départements, on observe une certaine disparité, allant de 5,4 kg/hab. dans les Bouches-du-Rhône à près de 13,5 kg/hab. dans les Hautes-Alpes.

| | Collectivités | Total collecté | % collecté par les collectivités |
|-------------------------|-----------------|-----------------|----------------------------------|
| Alpes-de-Haute-Provence | 1 029 t | 1 165 t | 88 % |
| Hautes-Alpes | 1 723 t | 1 913 t | 90 % |
| Alpes-Maritimes | 3 616 t | 7 825 t | 46 % |
| Bouches-du-Rhône | 5 319 t | 10 743 t | 50 % |
| Var | 2 846 t | 8 967 t | 32 % |
| Vaucluse | 2 682 t | 4 504 t | 60 % |
| PACA | 17 215 t | 35 117 t | 49 % |

Tableau 30 : Tonnages de DEEE collectés par les collectivités en 2014. Source : « éco-organismes agréés DEEE ménagers » – ADEME, Rapport annuel sur la mise en œuvre de la réglementation relative aux DEEE, Données 2014, Octobre 2015

En 2014, Les collectivités ont collecté 17 215 tonnes de DEEE, soit près de 50 % des quantités totales identifiées sur la région PACA. Certains départements, comme les Hautes-Alpes et les Alpes-de-Haute-Provence sont proches des 90 %. A contrario dans le Var, la part de DEEE collectés par les collectivités est de 32 %. Ce constat semble corrélé avec le tissu économique représentatif de la Distribution dans chaque département.

2. Focus sur les Huiles Usagées noires

Le gisement d'huiles usagées moteurs en région PACA était évalué pour l'année 2009 à 16 277 tonnes. La collecte des huiles usagées en 2014 présente un taux de captage de 90 %, cependant il est observé une très légère diminution des quantités collectées (- 4,7 %) depuis 2011.

| | Huiles usagées noires | Ratio à l'habitant |
|-----------------------|------------------------------|---------------------------|
| Alpes-de-Hte Provence | 614 t | 3,8 kg/hab. |
| Hautes-Alpes | 577 t | 4,1 kg/hab. |
| Alpes-Maritimes | 3 041 t | 2,8 kg/hab. |
| Bouches-du-Rhône | 5 114 t | 2,6 kg/hab. |
| Var | 3 268 t | 3,2 kg/hab. |
| Vaucluse | 2 014 t | 3,6 kg/hab. |
| PACA | 14 628 t | 2,9 kg/hab. |

Tableau 31 : Quantités d'Huiles usagées noires collectées en 2014 en région PACA. Source ADEME, Rapport sur les Huiles Usagées noires collectées en 2014

VII. LES DECHETS D'ASSAINISSEMENT

1. Les STations d'EPuration des eaux usées

Les données de 964 STEP ont été recensées sur la région PACA. Les données de l'Agence de l'Eau, des Conseils généraux et de certaines collectivités ont été croisées.

| Territoire | Nombre de STEP recensées |
|-------------------------|--------------------------|
| PACA | 964 |
| Alpes-de-Haute-Provence | 259 |
| Hautes-Alpes | 238 |
| Alpes-Maritimes | 107 |
| Bouches-du-Rhône | 105 |
| Var | 131 |
| Vaucluse | 124 |

Tableau 30 : Recensement des STEP par département

La compilation réalisée ci-après a nécessité de nombreux recoupements des différentes sources. Malgré les efforts nationaux et locaux de suivi et de recensement, il n'existe toujours pas à ce jour de données exhaustives et sûres concernant les STEP et les flux des déchets d'assainissement pour l'ensemble du territoire. La collecte et surtout le traitement de ces données représentent un important investissement pour l'Observatoire.

2. Les filières de traitement des boues des STations d'EPuration des eaux

103 830 tonnes de boues (en matières sèches) ont été produites sur ces 964 STEP en 2014. 61 % sont valorisés organiquement par épandage et compostage, 29 % sont valorisés énergétiquement. Le stockage de boues en ISDND représente 8 % des tonnages :

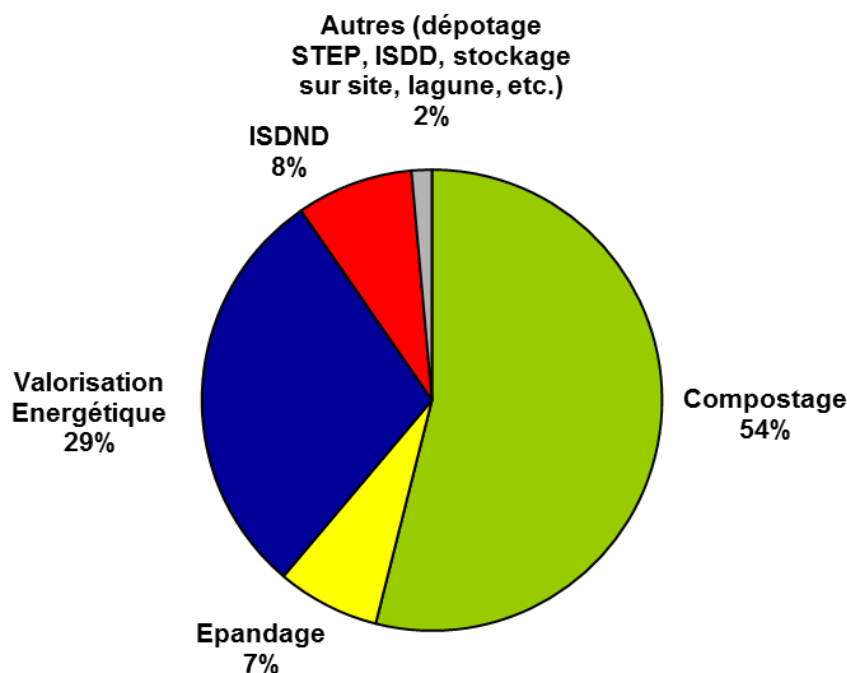


Figure 24 : Filières de traitement des boues de STEP

Le tableau ci-après donne les filières de traitement des boues, en tonnes de matières sèches, à l'échelle régionale et par département :

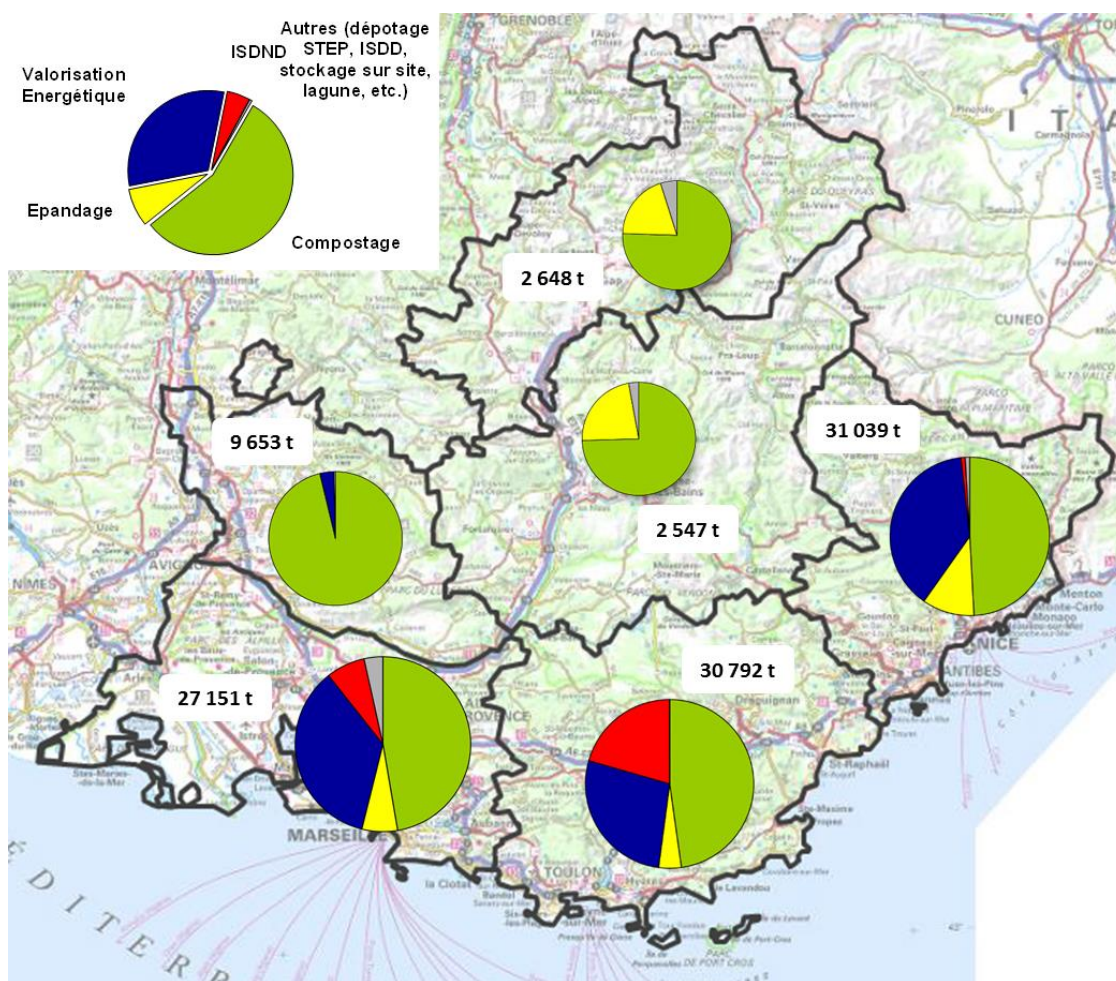
| | Destination des boues de STEP | | | | | Total 2013 | Total 2013 | Évolution |
|--------------------------------|-------------------------------|----------------|---------------------------|----------------|---|------------------|------------------|-----------|
| | Compostage | Épandage | Valorisation Énergétique* | ISDND | Autres (dépotage STEP, ISDD, stockage sur site, lagune, etc.) | | | |
| PACA | 56 003 t | 7 508 t | 30 307 t | 8 530 t | 1 483 t | 103 830 t | 103 570 t | 0,3 % |
| Alpes-de-Haute-Provence | 1 899 t | 575 t | - | - | 73 t | 2 547 t | 2 708 t | - 6,3 % |
| Hautes-Alpes | 2 000 t | 519 t | - | - | 130 t | 2 648 t | 2 923 t | - 10,4 % |
| Alpes-Maritimes | 15 261 t | 3 289 t | 11 934 t | 268 t | 288 t | 31 039 t | 27 794 t | 10,5 % |
| Bouches-du-Rhône | 12 846 t | 1 781 t | 9 638 t | 1 946 t | 940 t | 27 151 t | 39 447 t | - 45,3 % |
| Var | 14 707 t | 1 335 t | 8 420 t | 6 308 t | 20 t | 30 792 t | 21 852 t | 29,0 % |
| Vaucluse | 9 289 t | 9 t | 315 t | 8 t | 32 t | 9 653 t | 8 846 t | 8,4 % |

* Valorisation Énergétique : Boues incinérées en UIOM ou en fours de cimenteries

Tableau 31 : Tonnage des boues de STEP par filières de traitement et par département

Nota Bene : La station d'épuration mixte ARKEMA SAINT-AUBAN (04) produit 2 624 tonnes de boues envoyées en ISDND. Seul le tonnage correspondant aux boues produites par les habitants de Saint-Auban a été pris en compte dans ce tableau, soit 100 tonnes.

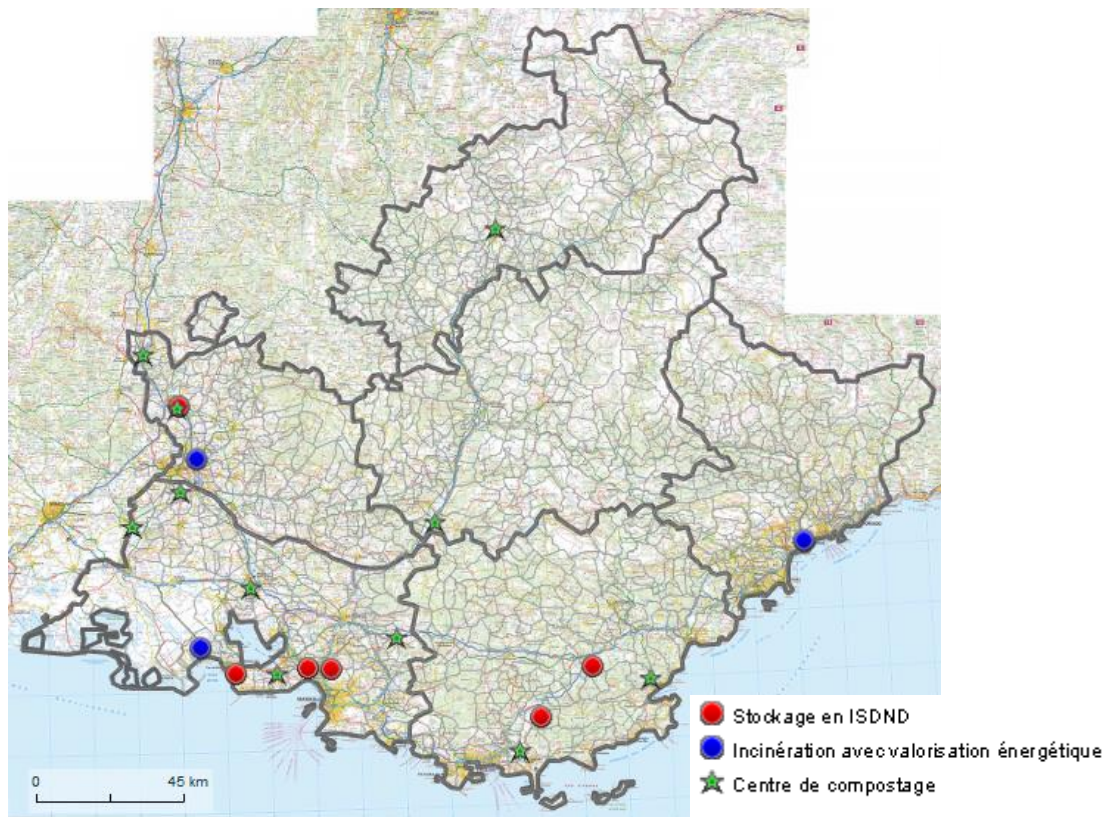
D'importantes nuances départementales sont observées quant aux filières de traitement des boues. À terme, il pourrait être intéressant d'approfondir les raisons de ces différences (typologie des STEP, pratiques de valorisation des boues et acceptabilité, qualités des boues...).



Carte 20 : Filière de traitement des boues par département

3. Les centres de traitement utilisés pour les boues des STEP

Une partie de ces boues est traitée sur les mêmes installations que les déchets ménagers et assimilés.



Carte 21 : Localisation des sites recevant des boues de STEP

Nota bene : En 2014 la capacité réservée aux boues dans les unités de valorisation reste supérieure aux tonnages entrants : Nice : 19 845 t (capacité réservée : 24 000 t/an) - Avignon : 4 305 t (capacité réservée : 6 400 t/an) - Fos-sur-Mer : 128 t (env. 4 000 t/an de boues séchées).

175 059 tonnes de boues brutes issues de stations d'épuration en région PACA ont été traitées sur ces sites. Ces centres de traitement ont également traité 7 784 tonnes des boues produites hors PACA.

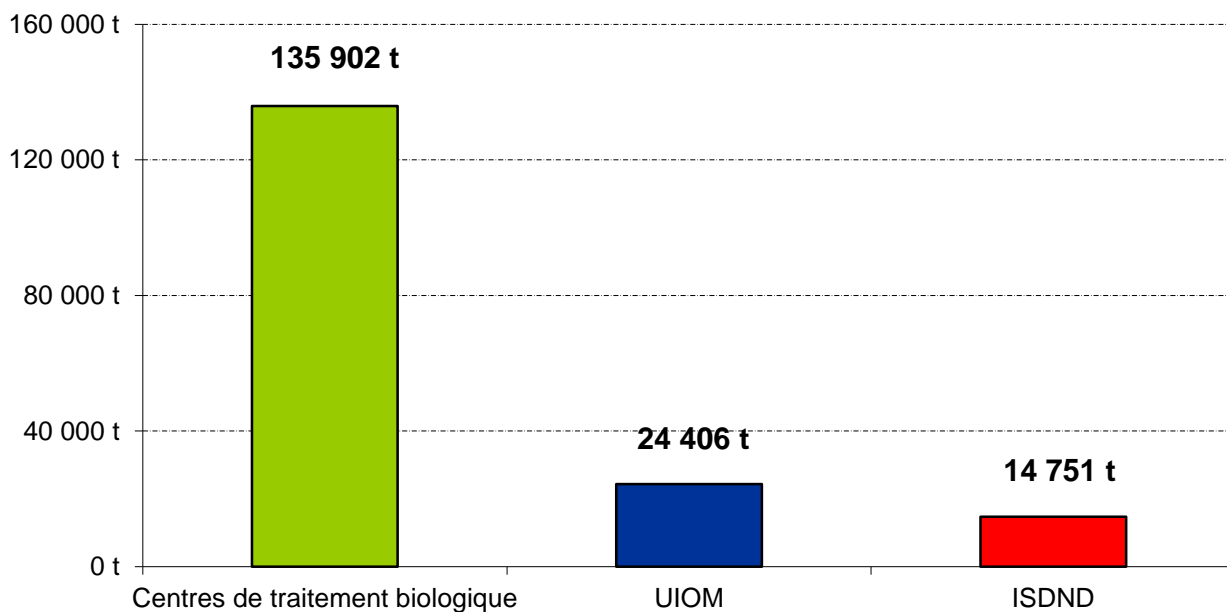


Figure 25 : Tonnages de boues brutes de STEP traités par les installations de traitement

4. Les autres sous-produits d'assainissement

4.1 L'Assainissement Non collectif

Lorsqu'une habitation n'est pas desservie par un réseau d'égout (réseau collectif), celle-ci doit être dotée d'un système de traitement des eaux usées domestique disposé sur la parcelle : c'est l'assainissement non collectif (appelé également « assainissement autonome ou individuel »).

Le Code Général des Collectivités Territoriales (articles L 224-8 et 9) a rendu obligatoire au 1er janvier 2006 la création d'un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) par les communautés de communes ou les communes dont une partie des habitants ne sont pas reliés à un dispositif collectif d'assainissement.

Les produits de vidange de ces dispositifs sont le plus souvent déposés dans des STEP. Aucune donnée quantitative n'est encore disponible dans les rapports annuels. Cependant sur la base de rapports annuels de SPANC, la population régionale non raccordée est estimée à 9 %. Pour certains départements, le travail du SATESE a permis de disposer d'informations plus précises concernant le nombre d'installations d'assainissement non collectif du département.

Les ratios disponibles sur ce type d'installations estiment la production de matière de vidange à 40 g de MS/jour/habitant. Le tableau suivant permet de disposer de premières estimations de tonnage :

| | Estimations des matières de vidange issues de l'assainissement non collectif |
|-------------------------|--|
| PACA | 6 266 t (Matière Sèches) |
| Alpes-de-Haute-Provence | 176 t |
| Hautes-Alpes | 164 t |
| Alpes-Maritimes | 1 737 t |
| Bouches-du-Rhône | 2 337 t |
| Var | 1 209 t |
| Vaucluse | 645 t |

* Le tonnage de matières de vidanges dans les Alpes-de-Haute-Provence a été ré-estimé à partir de données transmises par le SATESE 04.

Tableau 32 : Estimations des matières de vidange issues des installations d'assainissement non collectif

Ce tonnage représenterait 6 266 tonnes en PACA, soit 6 % du tonnage de boues issues des STEP.

4.2 Les sous-produits de l'assainissement

Il existe peu de données fiables et agrégées concernant les autres déchets d'assainissement (graisses, sables, boues de curage,...). Les données bibliographiques des Agences de l'Eau et de l'IRSTEA (ex CEMAGREF) permettent d'approcher les tonnages de ces produits, soit environ 69 000 tonnes en matières sèches. Le tableau suivant se base sur la population moyenne raccordée :

| | Refus | Sable | Graisse | Matière curage | Estimations totales 2014 |
|--|----------------|--|--|--|--------------------------|
| Principales filières de traitement* | ISDND et UIOM | ISDND, ISDI, traitement sur STEP, réemploi | ISDND, UIOM, traitement biologique (STEP, méthanisation, compostage, lagunage) | ISDND (matériaux de couvertures) ou ISDI ou renforcement de berges | - |
| PACA | 4 275 t | 14 249 t | 22 270 t | 28 499 t | 69 293 t |
| Alpes-de-Haute-Provence | 124 t | 415 t | 648 t | 829 t | 2 017 t |
| Hautes-Alpes | 122 t | 406 t | 634 t | 812 t | 1 973 t |
| Alpes-Maritimes | 909 t | 3 031 t | 4 738 t | 6 063 t | 14 742 t |
| Bouches-du-Rhône | 1 739 t | 5 797 t | 9 061 t | 11 595 t | 28 192 t |
| Var | 900 t | 2 999 t | 4 688 t | 5 999 t | 14 586 t |
| Vaucluse | 480 t | 1 601 t | 2 501 t | 3 201 t | 7 783 t |

* Source : FNSA - Panorama des techniques de traitement des déchets d'assainissement (2009), Schémas de gestion des Sous-Produits de l'Assainissement du Rhône et du Gard(2009).

Tableau 33 : Estimations des tonnages des sous-produits de l'assainissement

VIII. LES EMPLOIS, LE FINANCEMENT ET LES COÛTS DE GESTION DES DECHETS

1. Les emplois de la gestion des déchets

Peu d'acteurs publics sont en mesure de préciser le nombre d'emplois dédiés à la gestion des déchets ménagers et assimilés. De plus ces informations ne sont pas exploitables en l'état, car elles doivent prendre en compte les modes de gestion du service (régie, prestations de services, etc.).

Cependant sur la base de ratios (source ADEME), l'estimation du nombre d'ETP tenant compte des tonnages collectés et traités serait d'environ 10 024 Equivalent Temps Plein.

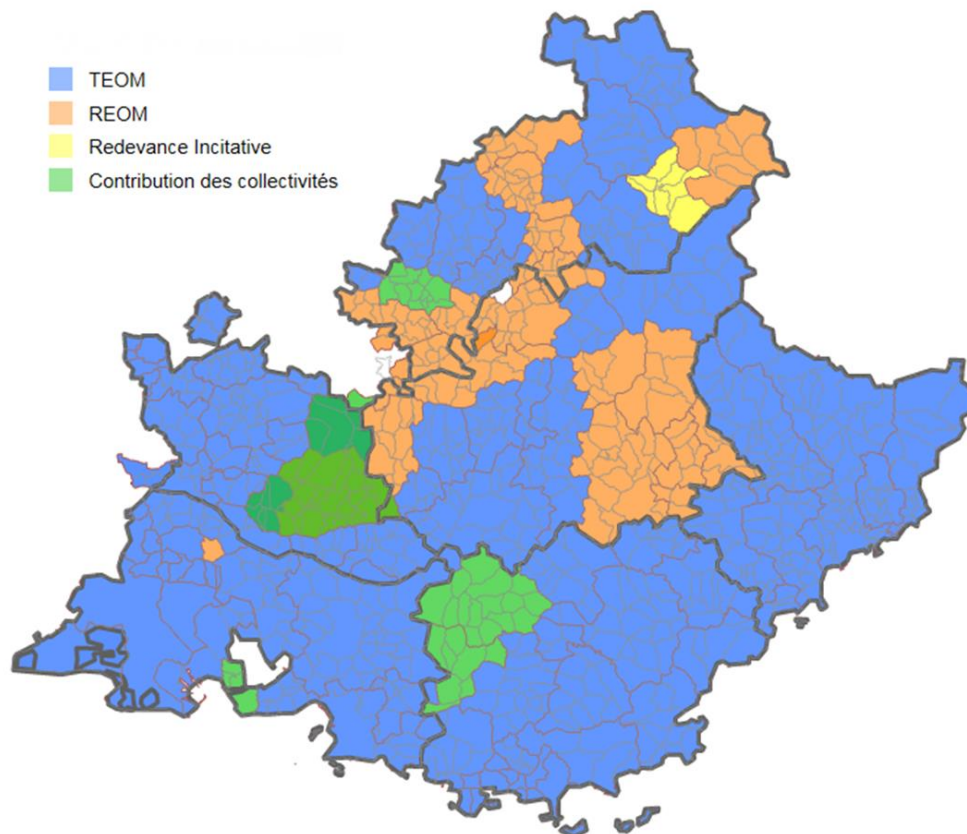
| | Collecte des DAE | Collecte des Omr | Collectes sélectives en PàP | Collectes sélectives en PAV | Déchèteries | Total |
|-------------------------|------------------|------------------|-----------------------------|-----------------------------|-------------|-----------|
| PACA | 928 ETP | 4 790 ETP | 643 ETP | 100 ETP | 484 ETP | 6 946 ETP |
| Alpes-de-Haute-Provence | | 141 ETP | 6 ETP | 4 ETP | 21 ETP | 172 ETP |
| Hautes-Alpes | | 112 ETP | 9 ETP | 6 ETP | 18 ETP | 145 ETP |
| Alpes-Maritimes | | 1 106 ETP | 188 ETP | 28 ETP | 93 ETP | 1 414 ETP |
| Bouches-du-Rhône | | 1 854 ETP | 209 ETP | 29 ETP | 194 ETP | 2 286 ETP |
| Var | | 1 131 ETP | 130 ETP | 23 ETP | 107 ETP | 1 391 ETP |
| Vaucluse | | 446 ETP | 102 ETP | 10 ETP | 51 ETP | 609 ETP |

| | Centres de transit | Centres de tri | Centres de traitement biologique | ISDND | UIOM | TOTAL |
|-------------------------|--------------------|----------------|----------------------------------|---------|---------|-----------|
| PACA | 192 ETP | 2 171 ETP | 136 ETP | 144 ETP | 436 ETP | 3 079 ETP |
| Alpes-de-Haute-Provence | 5 ETP | 14 ETP | 10 ETP | 7 ETP | - | 36 ETP |
| Hautes-Alpes | 4 ETP | 10 ETP | 2 ETP | 9 ETP | - | 25 ETP |
| Alpes-Maritimes | 34 ETP | 553 ETP | 8 ETP | - | 165 ETP | 760 ETP |
| Bouches-du-Rhône | 111 ETP | 1 280 ETP | 57 ETP | 74 ETP | 122 ETP | 1 645 ETP |
| Var | 27 ETP | 186 ETP | 28 ETP | 33 ETP | 87 ETP | 361 ETP |
| Vaucluse | 9 ETP | 128 ETP | 33 ETP | 20 ETP | 61 ETP | 252 ETP |

Tableau 34 : Estimation du nombre d'emplois (Equivalent Temps Plein)

2. Le financement du service public de gestion des déchets

Le financement par la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) est largement majoritaire en région Provence Alpes Côte d'Azur. La carte suivante précise les modes de financement du service d'enlèvement des ordures ménagères des collectivités en 2014 :



Carte 22 : Mode de financement du service d'enlèvement des ordures ménagères des collectivités

14 collectivités (23 % de la population) précisent appliquer la Redevance Spéciale auprès des entreprises et administrations pour un montant total de recette de 13,5 M€ (4 % de leurs dépenses totales).

Rappel du contexte réglementaire

- Loi Grenelle I n° 2009-967 du 3 août 2009, article 46 : La REOM et la TEOM devront intégrer, dans un délai de cinq ans, une part variable incitative devant prendre en compte la nature et le poids et/ou le volume et/ou le nombre d'enlèvements des déchets [...].
- Loi Grenelle II du 12 juillet 2010 (loi n°2010-788) : l'article 195 donne la possibilité pour les EPCI d'expérimenter, pendant 5 ans, sur tout ou partie du territoire, une TEOM composée d'une part variable calculée en fonction du poids ou du volume des déchets.
- La loi finance 2012 définit :
 - Les communes et leurs établissements publics de coopération intercommunale peuvent instituer une part incitative de la taxe, assise sur la quantité et éventuellement la nature des déchets produits, exprimée en volume, en poids ou en nombre d'enlèvements. La part incitative s'ajoute à une part fixe.
 - La part incitative est déterminée en multipliant la quantité de déchets produits pour chaque local imposable l'année précédant celle de l'imposition par un tarif par unité de quantité de déchets produits.
 - Le tarif de la part incitative est fixé chaque année par délibération de manière à ce que son produit soit compris entre 20 et 45 % du produit total de la taxe. Les montants de ce tarif peuvent être différents selon la nature de déchet.

- Lorsque la quantité de déchets produite est connue globalement pour un ensemble de locaux, mais n'est pas connue individuellement pour les locaux de cet ensemble, elle est répartie par la collectivité entre eux au prorata de leur valeur locative foncière.
- Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale au profit desquels est perçue une part incitative de la taxe font connaître aux services fiscaux, selon des modalités fixées par décret, avant le 31 mars de l'année d'imposition, le montant en valeur absolue de cette part incitative par local au cours de l'année précédente, à l'exception des constructions neuves.

3. Les coûts de gestion des déchets

3.1 Les dépenses totales de gestion des DMA

Comme pour l'année 2013 dans le cadre de l'enquête annuelle réalisée auprès des collectivités, l'ORD PACA s'est attaché à identifier dans les rapports annuels 2014 la dépense totale engagée par ces dernières. En 2014 cette information est disponible pour 67 des 123 collectivités ayant au moins une compétence déchets, soit 54 % (seulement 40 % en 2013).

| | Nombre de collectivités ayant au moins une compétence déchet | Nombre de collectivités pour lesquelles le montant total des dépenses (en euro) est calculable | % 2014 | % 2013 |
|-------------------------|--|--|-------------|-------------|
| Alpes de Haute-Provence | 19 | 16 | 80 % | 45 % |
| Hautes-Alpes | 21 | 10 | 48 % | 43 % |
| Alpes-Maritimes | 9 | 4 | 44 % | 20 % |
| Bouches-du-Rhône | 24 | 10 | 42 % | 52 % |
| Var | 27 | 13 | 48 % | 32 % |
| Vaucluse | 22 | 14 | 64 % | 44 % |
| PACA | 123 | 67 | 54 % | 40 % |

Tableau 35 : Nombre de collectivités pour lesquelles le montant total de dépense est calculable

Bien que seules 37 de ces 67 collectivités disposent de toutes les compétences déchet, elles représentent **66 % de la population** à l'échelle régionale (63 % en 2013). Leurs dépenses totales s'élèvent en 2014 à **602 029 686 euros TTC**. Cependant cette représentativité est très inégale selon les départements :

| | Nombre de collectivités toutes compétences déchet | Nombre de collectivités pour lesquelles le montant total des dépenses (en euro) est calculable | Population adhérente | Représentativité en population | Dépenses totales cumulées |
|-------------------------|---|--|-----------------------|--------------------------------|---------------------------|
| Alpes de Haute-Provence | 16 | 2 | 12 824 hab. | 8 % | 2 086 688 €- |
| Hautes-Alpes | 10 | 9 | 106 876 hab.. | 76 % | 17 174 572 € |
| Alpes-Maritimes | 4 | 2 | 606 053 hab.. | 56 % | 109 576 171 € |
| Bouches-du-Rhône | 10 | 9 | 1 979 647 hab. | 99 % | 367 141 710 € |
| Var | 13 | 9 | 399 225 hab.. | 39 % | 79 489 677 € |
| Vaucluse | 14 | 6 | 186 618 hab. | 34 % | 26 560 868 € |
| PACA | 67 | 37 | 3 291 243 hab. | 63 % | 602 029 686 € |

Tableau 36 : Dépenses totales de la gestion des DMA pour les 37 collectivités exerçant toutes les compétences déchets et ayant fourni cette information

L'absence de données pour 37 % de la population s'explique notamment par une répartition éclatée des compétences entre plusieurs communes et EPCI sur les territoires suivants :

- SYDEVOM (04)
- Agglomération Toulonnaise (83)
- Agglomération Avignonnaise (84)
- Collectivités hors Nice Métropole (06)

3.2 Les coûts de gestion des DMA

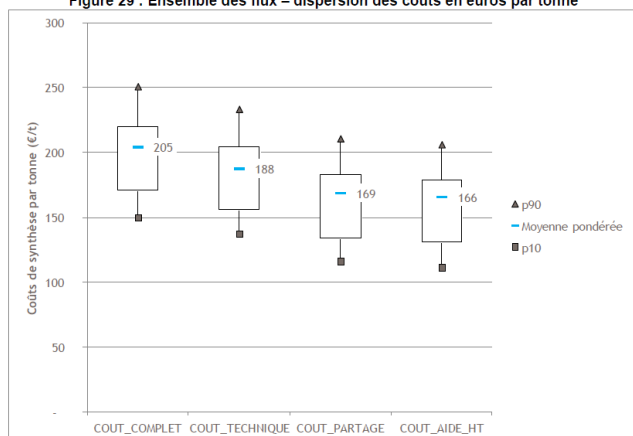
Pour information, le tableau suivant affiche les dépenses ramenées en €/tonne collectée et en €/habitant concerné (indicateurs de référence nationale) :

| Département | Montant total des dépenses TTC 2014 | Tonnage total collecté 2014 | Coût complet €/t 2014 | <i>Coût complet</i> €/t 2013 | Coût complet €/hab. 2014 | <i>Coût complet</i> €/hab. 2013 |
|-------------------------|-------------------------------------|-----------------------------|---------------------------------|---------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|
| Alpes de Haute-Provence | 2 086 688 €- | 20 404 t | 102 €/t | - | 163 €/hab. | - |
| Hautes-Alpes | 17 174 572 € | 75 443 t | 228 €/t | 238 €/t | 161 €/hab. | 168 €/hab. |
| Alpes-Maritimes | 109 576 171 € | 419 589 tt | 261 €/t | 248 €/t | 181 €/hab. | 164 €/hab. |
| Bouches-du-Rhône | 367 141 710 € | 1 324 774 t | 277 €/t | 262 €/t | 185 €/hab. | 174 €/hab. |
| Var | 79 489 677 € | 348 552 t | 228 €/t | 237 €/t | 199 €/hab. | 214 €/hab. |
| Vaucluse | 26 560 868 € | 116 251 t | 228 €/t | 178 €/t | 142 €/hab. | 115 €/hab. |
| PACA | 602 029 686 € | 2 305 014 t | 261 €/t (+4 %) | 251 €/t | 183 €/hab. | 172 €/hab. |

Tableau 37 : Estimation du coût de gestion des déchets ménagers et assimilés en PACA

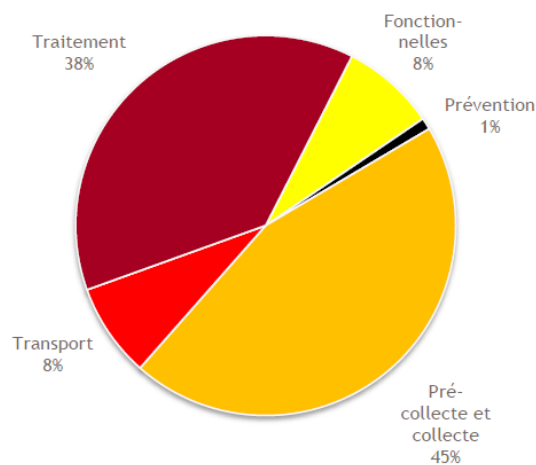
Ces valeurs restent assez hautes par rapport aux données nationales, notamment le coût par habitant. La dernière étude disponible de l'ADEME a été publiée en février 2015. Elle s'appuie sur les données des « matrice coût » 2012 (18,8 millions d'habitants et 358 collectivités). Pour comparaison, l'étude complète présente les graphiques suivants :

Figure 29 : Ensemble des flux – dispersion des coûts en euros par tonne



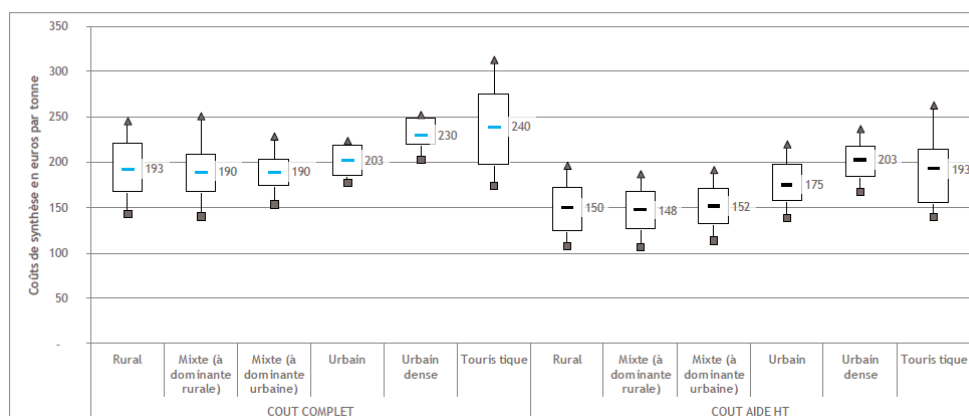
| | COUT_COMPLET | COUT_TECHNIQUE | COUT_PARTAGE | COUT_AIDE_HT |
|-----------------------------------|--------------|----------------|--------------|--------------|
| Nb de collectivités | 226 | 358 | 358 | 358 |
| Coûts de synthèse par tonne (€/t) | | | | |
| p90 | 251 | 234 | 211 | 206 |
| p75 | 220 | 205 | 184 | 179 |
| Moyenne pondérée | 205 | 188 | 169 | 166 |
| p25 | 171 | 156 | 134 | 131 |
| p10 | 150 | 138 | 116 | 112 |

Figure 30 : Ensemble des flux - Répartition du coût complet par étape technique



Lors de cette étude, l'ADEME a constaté une corrélation entre le coût complet et la typologie d'habitat. La région PACA s'illustre par une représentation forte des typologies urbaine et touristique qui pourrait expliquer les premières valeurs observées :

Figure 80 : Coût de l'ensemble des flux par typologie d'habitat (en euros par tonne)



En ramenant le coût par habitant (180 €/hab.), estimé sur la base des informations transmises par les collectivités, à la population régionale 2014, le coût global de la gestion des DMA à l'échelle régionale serait d'environ **900 millions d'euros**.

Au regard des données disponibles sur les 5 années d'exercice de l'ORD PACA, une mise en cohérence et une harmonisation des pratiques des acteurs publics seront nécessaires pour disposer de données exploitables sur ces volets.

L'utilisation des rapports annuels et les enquêtes personnalisées auprès de chaque acteur ont permis d'augmenter la connaissance des moyens de financement par rapport à la campagne d'enquête 2013. Néanmoins, l'enquête 2014 présente encore un manque d'information pour une part importante de la région PACA.

L'élaboration de rapports annuels conformes au décret du 31 décembre 2015 devrait permettre d'affiner la connaissance et la comparaison des indicateurs financiers.

X. ETAT D'AVANCEMENT DE LA PLANIFICATION DES DECHETS EN REGION PACA

1. L'avancement des Plans

Compte tenu des informations recueillies en décembre 2015 auprès des membres du comité de pilotage de l'Observatoire, l'avancement de la mise en œuvre des Plans de Prévention et de Gestion des Déchets (Déchets Non Dangereux, déchets du BTP et Déchets Dangereux) des 6 départements et de la Région Provence Alpes Côte d'Azur est présenté dans le tableau suivant :

| | Déchets Non Dangereux | Déchets du BTP |
|-------------|--|--|
| CD 04 | Plan approuvé en juin 2010. Plan ayant fait l'objet de recours. Pas de Commission de suivi prévue. Sera révisé dans le cadre du nouveau Plan Régional. Référence : PDEDMA 2006/2008 | Etat des lieux en cours (référence 2013). Plan poursuivi jusqu'à enquête publique, puis transféré à la Région. |
| CD 05 | Plan révisé en juin 2012. Révision approuvée en avril 2013. Mise en place d'un observatoire annuel. Référence : PDPGDND 2009 | Etat des lieux en cours (référence 2010). A été suspendu en 2015. Plan poursuivi jusqu'à enquête publique, puis transféré à la Région. |
| CD 06 | Plan approuvé en décembre 2010. Ne sera pas révisé avant le transfert à la Région. Référence : PDEDMA 2007 | Projet de Plan arrêté en octobre 2015 (référence 2011), avant l'enquête publique. En attente du transfert à la Région. |
| CD 13 | Plan approuvé en décembre 2014. En attente de transfert à la Région. Référence : PDPGDND 2010 | Projet de Plan présenté en enquête publique (référence 2010), en attente d'approbation par la Région (Loi NOTRe). |
| CD 83 | Approbation du Projet de Plan en décembre 2014. Projet de Plan mis en enquête publique (fin de l'enquête au 1 ^{er} semestre 2016). Référence : PDPGDND 2012 | Le projet de Plan (référence 2014) sera transféré à la Région dans son état d'avancement maximum. |
| CD 84 | Projet de Plan approuvé, en attente du transfert à la Région. Référence : PDPGDND 2010 | Le projet de Plan (référence 2011) a été mené jusqu'à la définition des orientations (arrêt des travaux), en attente du transfert à la Région. |
| Région PACA | Plan adopté en décembre 2014. Mise en œuvre du plan d'actions et suivi des indicateurs. Référence : PRPGDD 2010 | |

Tableau 38 : Avancement des Plans de gestion de déchets de la région (décembre 2015)

2. La déclinaison départementale des indicateurs de référence de l'ORD PACA

Au regard des objectifs de Grenelle, l'ORD PACA propose 4 indicateurs de suivi calculés pour les 6 départements de la région avec la même base de calcul.

Les principaux objectifs des Lois de Grenelle sont rappelés ci-après :

- ➔ Réduction de 7 % de la production d'ordures ménagères et assimilées (OMA) par habitant entre 2008 et 2013 ;
- ➔ Augmentation du taux de recyclage (valorisation matière et organique), porté à 35 % en 2012 et à 45 % en 2015 pour les (DMA) ;
- ➔ Augmentation du taux de recyclage (valorisation matière) porté à 75 % dès 2012 pour les emballages ménagers (verre et emballages) ;
- ➔ Diminution de 15 % des quantités de déchets partant à l'incinération et au stockage.

Le tableau suivant présente l'évolution des indicateurs régionaux (recalculés sur la base de la nouvelle méthodologie de calcul) choisis par l'ORD PACA pour le suivi des objectifs de Grenelle déclinés à l'échelle départementale :

| Indicateurs PACA | Année | PACA | 04 | 05 | 06 | 13 | 83 | 84 |
|---|-------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Performance des collectes d'OMA (OMr + Verre + Matériaux secs) | 2010 | 484 kg/hab. | 451 kg/hab. | 467 kg/hab. | 526 kg/hab. | 441 kg/hab. | 565 kg/hab. | 428 kg/hab. |
| | 2011 | 479 kg/hab. | 439 kg/hab. | 445 kg/hab. | 521 kg/hab. | 442 kg/hab. | 548 kg/hab. | 427 kg/hab. |
| | 2012 | 471 kg/hab. | 435 kg/hab. | 436 kg/hab. | 512 kg/hab. | 433 kg/hab. | 538 kg/hab. | 422 kg/hab. |
| | 2013 | 457 kg/hab. | 432 kg/hab. | 423 kg/hab. | 503 kg/hab. | 420 kg/hab. | 514 kg/hab. | 412 kg/hab. |
| | 2014 | 457 kg/hab. | 431 kg/hab. | 420 kg/hab. | 503 kg/hab. | 420 kg/hab. | 514 kg/hab. | 412 kg/hab. |
| | | PACA | 04 | 05 | 06 | 13 | 83 | 84 |
| Tonnage des collectes sélectives d'emballages ménagers valorisés (Verre + Matériaux secs) | 2010 | 264 182 t | 9 349 t | 12 754 t | 67 298 t | 82 151 t | 62 309 t | 30 324 t |
| | 2011 | 273 198 t | 9 310 t | 12 643 t | 71 653 t | 84 462 t | 63 785 t | 31 346 t |
| | 2012 | 273 269 t | 9 555 t | 13 034 t | 71 203 t | 81 547 t | 66 359 t | 31 573 t |
| | 2013 | 273 954 t | 9 491 t | 12 992 t | 69 627 t | 82 402 t | 67 421 t | 32 022 t |
| | 2014 | 278 953 t | 9 874 t | 13 157 t | 69 401 t | 82 005 t | 69 176 t | 35 341 t |
| | | PACA | 04 | 05 | 06 | 13 | 83 | 84 |
| Taux de recyclage des DMA (valorisation matière et valorisation organique) | 2010 | 30,6 % | 28,4 % | 33,1 % | 28,7 % | 36,2 % | 20,4 % | 35,8 % |
| | 2011 | 33,3 % | 27,7 % | 33,8 % | 33,0 % | 39,0 % | 21,8 % | 38,0 % |
| | 2012 | 31,1 % | 27,7 % | 34,7 % | 27,6 % | 38,6 % | 22,2 % | 29,1 % |
| | 2013 | 31,2 % | 26,0 % | 35,4 % | 27,9 % | 38,1 % | 22,8 % | 31,0 % |
| | 2014 | 32,9 % | 26,1 % | 35,6 % | 35,8 % | 35,3 % | 27,6 % | 30,4 % |
| | | PACA | 04 | 05 | 06 | 13 | 83 | 84 |
| Quantités de DMA stockés ou incinérés | 2010 | 2 295 526 t | 70 297 t | 61 442 t | 535 993 t | 871 436 t | 560 790 t | 195 569 t |
| | 2011 | 2 246 987 t | 70 317 t | 59 062 t | 509 714 t | 836 448 t | 570 454 t | 200 994 t |
| | 2012 | 2 289 231 t | 70 027 t | 58 047 t | 544 112 t | 823 031 t | 570 044 t | 223 969 t |
| | 2013 | 2 259 840 t | 68 937 t | 56 930 t | 526 641 t | 802 738 t | 588 826 t | 215 768 t |
| | 2014 | 2 295 431 t | 81 017 t | 57 388 t | 484 089 t | 870 772 t | 576 976 t | 225 188 t |

NB : Le premier exercice de l'ORD PACA portant sur les données de l'année 2009 n'a pas permis d'obtenir le même degré de précision que les années suivantes (manque de données sur certains départements). Ainsi les indicateurs de l'année 2009 ont été volontairement écartés, et l'année de référence choisie pour l'observatoire est l'année 2010.

Tableau 39 : Indicateurs de référence de l'ORD PACA et leur déclinaison départementale

X. CONCLUSION ET PERSPECTIVES

En 2014, l'**organisation territoriale poursuit sa simplification théorique**. Le nombre d'acteurs publics à enquêter continue de diminuer. Toutefois, la lecture des rapports annuels (lorsqu'ils existent) peut parfois se complexifier, du fait notamment de la multiplicité des conventions et délégations, passées notamment pour gérer la transition des compétences.

La mise en place progressive des **schémas départementaux de coopération intercommunale, à partir du 1^{er} janvier 2015**, devrait permettre de poursuivre la simplification engagée. De même que la création de la métropole Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2016.

L'état des lieux 2014 permet de constater une certaine régularité de la gestion des déchets ménagers et assimilés depuis 2010, année de création de l'ORD PACA :

- une autonomie de gestion des déchets (DMA et DAE) à l'échelle régionale ainsi qu'une capacité d'accueil de déchets provenant d'autres régions,
- d'importants flux de déchets entre les départements :
- une grande majorité de la population vivant en zone urbaine,
- des performances de collectes sélectives bien inférieures aux moyennes nationales malgré la fréquentation touristique,
- des indicateurs concernant les filières de traitement en de ça des exigences réglementaires des lois de Grenelle.

A ce jour, les **2 appels à projets « Territoires Zéro Déchet, Zéro Gaspillage » permettent de couvrir 32 % de la population régionale**. Parallèlement à cela, il semblerait que pour l'année 2014, seulement **10 % de la population régionale soit couverte par une opération de compostage domestique**.

La marge de progrès concernant le volet Prévention à l'échelle de la région est donc majeure.

Entre 2010 et 2014, la performance d'OMA par habitant a diminué de 5,6 %. Cependant, **la quantité d'OMA par habitant reste élevée par rapport au ratio national de 2013 (+ 25 %)**. Cet écart peut toutefois s'expliquer en partie par l'attrait touristique très fort de certains départements de la région PACA.

Globalement, le constat reste le même : le ratio d'ordures ménagères résiduelles produites (401 kg/hab.) est bien plus élevé que le ratio national 2013 (268 kg/hab.) alors que **les ratios de verre et de matériaux secs sont bien plus faibles**. Par conséquent, il semble que la région dispose encore d'une marge confortable de progrès en matière de performance des collectes sélectives et de généralisation du geste de tri.

Entre 2009 et 2014, la part de déchets ménagers et assimilés stockés en ISDND est passée de 45 % à 31 %, au profit notamment de la valorisation énergétique ayant atteint 33 % en 2014. **La part de recyclage (matière et organique) des DMA a quant à elle, progressé de 27 à 33 %**. Cette progression est liée au fonctionnement des centres « multifilière » de gestion des ordures ménagères résiduelles, à l'amélioration des taux de valorisation des déchets de déchèteries et à une légère amélioration des performances des collectes sélectives.

Le tonnage entrant en Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux cette année dépasse la capacité annuelle autorisée. **A partir de 2018, la région PACA ne sera plus en mesure de stocker ses déchets**.

Le taux d'utilisation des Unités de Valorisation Énergétique est en augmentation, atteignant 93 %. Cette augmentation est notamment liée à l'arrêt d'exploitation du module de méthanisation de Fos-sur-mer (13) sur l'année 2014.

Plus de la moitié des déchets entrants sur les centres de tri de la région sont des Déchets d'Activités Economiques (DAE). Ils représentent **25 % des déchets entrants sur l'ensemble des sites de gestion des déchets ménagers et assimilés** (hors transit et TMB).

En 2014, 167 000 tonnes de déchets sont importées dans la région PACA, majoritairement sur le département de Vaucluse (82 %). 163 000 tonnes sont exportées en dehors de la région, dont 40 % sont produits par le département des Bouches-du-Rhône.

Entre départements de la région PACA, le département des Bouches-du-Rhône reçoit plus de 50 % des tonnages échangés.

En 2014, la qualité des données quantitatives est restée stable sur la région et les départements. Les points de vigilance concernent toujours les données suivantes :

- une meilleure connaissance des dessertes des services de collecte et des déchèteries,
- des précisions sur les filières de traitement des déchets de déchèteries (destinations),

- un focus sur les origines géographiques des déchets entrants dans les ITOM et centres de transit,
- une meilleure quantification des actions de prévention,
- une meilleure connaissance des emplois liés à la gestion des DMA, qu'il s'agisse des emplois publics ou privés,
- une harmonisation des données décrivant le financement et les coûts de la gestion des DMA.

Les travaux de l'Observatoire au cours des 6 premiers exercices aura permis :

- de mettre à plat l'organisation territoriale de la gestion des déchets, et ses nombreuses particularités,
- de quantifier de façon plus exhaustive les flux « basiques » (OMr et matériaux propres et secs) à l'échelle régionale,
- d'identifier des pistes à développer pour une meilleure connaissance de la gestion régionale des DMA, et de la prise en compte des centres de traitement multifilière,
- d'amorcer l'analyse des évolutions régionales et départementales via la mise en place d'un référentiel commun.

XI. ANNEXE 1 : GLOSSAIRE ET DEFINITIONS

A

Acteur public : Structure communale et intercommunale ayant une compétence Déchets.

ADEME : Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie.

B

Biodéchet : Déchet biodégradable solide, pouvant provenir des ménages, d'industries agro-alimentaires, de professionnels des espaces verts publics et privés, d'horticulteurs, de commerçants et supermarchés, de cantines scolaires et restaurant, etc. Les biodéchets des ménages comportent les déchets alimentaires, les déchets verts ou déchets de jardin, les papiers et cartons.

Les ordures ménagères résiduelles, les boues des stations d'épuration et les effluents d'élevage n'entrent pas dans la définition des biodéchets.

Boues : Résidus obtenus après traitement d'effluents. Les caractéristiques des boues sont extrêmement variables d'une source à l'autre.

Elles dépendent de la nature des effluents et du type de traitement appliqué.

La caractérisation des boues passe par la détermination des paramètres suivants : pH, siccité, pourcentage de matière organique, PCI, composition en NTK, NH₄⁺, P₂O₅, K₂O, CaO, MgO.

Les trois facteurs importants à retenir en matière de traitement sont :

- Siccité : la boue est constituée d'eau et de matières sèches (MS). Le pourcentage d'eau représente l'humidité alors que le pourcentage de matières sèches représente la siccité : une boue ayant 10% de siccité a un taux d'humidité de 90%.

- Taux de Matières Volatiles Sèches : les matières sèches (MS) sont composées de matières minérales (MM) et de matières organiques (matières volatiles sèches ou MVS). La concentration des MVS est généralement exprimée en pourcentage par rapport aux MS (taux de MVS qui permet de suivre la stabilité de la boue).

- Consistance de la boue : la consistance est un facteur à identifier pour le stockage, l'homogénéisation, la manutention, l'enfouissement, etc. Elle est liée à son état physique fonction de la siccité (boue liquide -siccité de 0 à 10%, boue pâteuse - siccité de 12 à 25%, boue solide - siccité supérieure à 25%, boue sèche - siccité supérieure à 85%).

C

Collecte sélective : collecte de certains flux de déchets, préalablement séparés par les producteurs, en vue d'une valorisation ou d'un traitement spécifique.

Collecte spécifique : collecte séparative de déchets occasionnels, c'est-à-dire non produits quotidiennement par les ménages.

Collecte traditionnelle : collecte du flux des ordures ménagères résiduelles

Commune adhérente : Commune ayant adhéré à un EPCI ou un syndicat de gestion des déchets.

Commune cliente : Commune non adhérente à un EPCI ou un syndicat, mais utilisant les services de gestion d'un EPCI ou syndicat via une convention.

Compostage : le compostage est un procédé de fermentation aérobie (présence d'oxygène) de matières fermentescibles dans des conditions contrôlées. Il permet l'obtention d'une matière fertilisante stabilisée riche en composés humiques, le compost, susceptible d'être utilisé, s'il est de qualité suffisante, en tant qu'amendement organique améliorant la structure et la fertilité des sols.

Le compostage s'accompagne d'un dégagement de chaleur et de gaz, essentiellement du gaz carbonique si l'aération est suffisante.

On distingue :

- le compostage domestique réalisé par les ménages ;
- le compostage de proximité dans des installations simples ;
- le compostage industriel dans des installations de moyenne ou grande capacité.

D

DAE : Déchets d'Activité Economique. Tous les déchets qui ne sont pas des déchets ménagers. Ceci inclut notamment les déchets provenant des entreprises industrielles, des artisans, commerçants, écoles, services publics, hôpitaux, services tertiaires et les déchets produits par les particuliers hors de leurs domiciles.

Déchets assimilés : déchets provenant des entreprises industrielles, des artisans, commerçants, écoles, services publics, hôpitaux, services tertiaires et collectés dans les mêmes conditions que les déchets ménagers.

Déchets dangereux : La définition d'un déchet dangereux est donnée par le décret n°2002-540 du 18-04-2002, relatif à la classification des déchets (transposition de la Décision 2001-573-CE qui établit la liste des déchets et de la Directive 91-689-CE qui définit un déchet dangereux). Ce nouveau décret remplace le décret du 15 mai 1997, relatif à la classification des déchets dangereux. Un déchet est classé dangereux si ce déchet présente une ou plusieurs propriétés de danger énumérées à l'Annexe I du décret du 18 avril 2002 (14 propriétés de danger sont énumérées : explosif, nocif, cancérogène, mutagène...). Il est identifié à l'aide d'un astérisque (*) dans la liste établie à l'Annexe II du décret du 18 avril 2002.

DDM (DDS): Déchets Dangereux des Ménages. Déchets provenant de l'activité des ménages qui ne peuvent être pris en compte par la collecte usuelle des ordures ménagères, sans créer de risques pour les personnes ou pour l'environnement. Ces déchets peuvent être explosifs, corrosifs (acides), nocifs, toxiques, irritants (ammoniaque, résines), comburants (chlorates), facilement inflammables, ou d'une façon générale dommageables pour l'environnement.

Les termes "déchets ménagers spéciaux" ou "déchets toxiques en quantités dispersées (DTQD)" sont parfois utilisés.

Ils comprennent notamment des emballages non totalement vides de gaz sous pression, de produits d'entretien et de bricolage (peintures, solvants ...), de jardinage (produits phytosanitaires ...), des déchets de soin (seringues...), des huiles de vidange, certaines piles, accumulateurs, lampes fluorescentes, thermomètres contenant des métaux lourds, voire des déchets encombrants (réfrigérateurs ou congélateurs avec CFC).

Au plan juridique, il s'agit des déchets des ménages figurant sur la liste des déchets dangereux (Directive européenne du 22 déc. 1994, transcrite dans la réglementation française par le décret du 15 mai 1997). Ils sont à distinguer des déchets dangereux produits en petites quantités par les laboratoires, PME et PMI, dont l'organisation de l'élimination est sensiblement différente. Les médicaments n'en font pas partie.

Ces déchets sont listés conformément à la directive du conseil du 12 déc. 1991 relative aux déchets dangereux (91/689/CEE).

Déchets non dangereux : Tout déchet qui n'est pas défini comme dangereux par le décret n° 2002-540 du 18 avril 2002.

DEEE ou D3E : Déchets d'Equipements Electriques Electroniques. Les DEEE sont des déchets très variés et de composition complexe. Ils sont essentiellement composés de métaux ferreux et non ferreux, verres (hors tube cathodique), bois, béton, plastiques, composants spécifiques (piles et accumulateurs, tubes cathodiques, cartes électroniques, écrans à cristaux liquides, relais ou accumulateurs au mercure, câbles, cartouches et toners d'imprimante). Certains DEEE sont des déchets dangereux.

Digestat : Résidus ou déchets « digérés », issus de la méthanisation des déchets organiques. Le digestat est constitué de bactéries excédentaires, matières organiques non dégradées et matières minéralisées. Après traitement, il peut être utilisé comme compost.

DMA : Déchets Ménagers et Assimilés. Comprennent les OMr, les collectes sélectives et les déchets collectés en déchèterie, soit la totalité des déchets des ménages et des non ménages pris en charge par le service public (hors déchets de la collectivité).

E

EJM : Emballages Journaux Magazines

EMR : Emballages Ménagers Recyclables

EPCI : Établissement Public de Coopération Intercommunale

I

Incinération : Traitement basé sur la combustion avec excès d'air. La directive européenne sur l'incinération, du 4 décembre 2000, définit comme "installation d'incinération" toute installation de traitement thermique, y compris l'incinération par oxydation, pyrolyse, gazéification ou traitement plasmatique.

INSEE : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

IRSTEA : Institut national de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture (anciennement CEMAGREF)

ISDD : Installation de Stockage de Déchets Dangereux

ISDI : Installation de Stockage de Déchets Inertes

ISDND : Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux

J

JRM : Journaux Revues Magazines

M

Mâchefers : Résidus solides relativement grossiers issus de l'incinération de déchets et que l'on extrait à la base du four et qui subissent différentes étapes de refroidissement et de traitement (filtration et/ou neutralisation). Moyennant une élaboration et le respect de règles d'usage techniques et environnementales, les mâchefers peuvent être utilisés en technique routière.

Méthanisation : transformation des matières organiques par "fermentation anaérobie" (raréfaction d'air) et "digestion". La méthanisation conduit à la production :

- de biogaz essentiellement constitué de méthane ;
- d'un digestat éventuellement utilisable, selon sa qualité, après compostage.

La méthanisation concerne plus particulièrement les déchets organiques riches en eau et à fort pouvoir fermentescible : fraction fermentescible des ordures ménagères, boues de station d'épuration, graisses et matières de vidange, certains déchets des industries agroalimentaires et certains déchets agricoles.

O

OM : Ordures Ménagères. Déchets issus de l'activité domestique des ménages et pris en compte par les collectes usuelles ou séparatives.

Toutefois l'usage actuel répond encore souvent à la définition suivante :

déchets pris en compte par la collecte traditionnelle des déchets. Ils comprennent les déchets de l'activité domestique quotidienne des ménages et les déchets non ménagers collectés dans les mêmes conditions que ceux-ci.

OMA : Ordures Ménagères et Assimilés (ordures ménagères résiduelles + recyclables secs + biodéchets)

OMr (OMR) : Ordures Ménagères Résiduelles. Déchets restant après collectes sélectives.

Cette fraction de déchets est parfois appelée "poubelle grise". Sa composition varie selon les lieux en fonction des types de collecte.

P

PAP : Porte à Porte

PAV : Point d'Apport Volontaire

R

Récupération : Opération qui consiste à collecter et/ou trier des déchets en vue d'une valorisation des biens et matières les constituant.

Recyclage : Retraitement de matériaux ou de substances contenus dans des déchets au moyen d'un procédé de production de telle sorte qu'ils donnent naissance ou sont incorporés à de nouveaux produits, matériaux ou substances aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins. Cela inclut le retraitement des matières organiques, mais n'inclut pas, notamment, la valorisation énergétique, la conversion pour l'utilisation comme combustible, les procédés comportant une combustion ou une utilisation comme source d'énergie, y compris l'énergie chimique, ou les opérations de remblayage.

Réemploi : Opération par laquelle un bien usagé, conçu et fabriqué pour un usage particulier, est utilisé pour le même usage ou un usage différent. La réutilisation et le reconditionnement sont des formes particulières de réemploi.

REFIOM : Résidus d'Épuration des Fumées d'Incinération des Ordures Ménagères. Résidus solides obtenus après traitement chimique des fumées d'incinération de déchets ménagers. Il s'agit de piéger les gaz acides,

poussières, métaux lourds, oxydes d'azote et dioxines, afin d'épurer les fumées avant leur rejet à l'atmosphère.

Les REFIOM sont couramment traités par solidification/stabilisation à base de liants minéraux avant d'être éliminés en installation de stockage de déchets dangereux.

REOM : Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères

Ressourcerie : Site de collecte de déchets réutilisable, de valorisation/réparation et de revente

RS : Redevance Spéciale

S

SINOE : Système d'Information et d'Observation de l'Environnement

STEP : STation d'EPuration

T

TEOM : Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères

Traitement biologique : Procédé contrôlé de transformation par des micro-organismes, des déchets fermentescibles en un résidu organique à évolution lente. Pour la dépollution des sols, on utilise aussi des procédés biologiques, mais différents de ceux appliqués aux déchets.

Traitement physico-chimique : Ces traitements regroupent entre autres les opérations de cassage d'émulsions, de neutralisation, de déchromatation, de décyanuration, de déshydratation, de régénération de résines, de déchloration...

Traitement thermique : Traitement des déchets par l'action de la chaleur. Ceci inclut notamment l'incinération, la pyrolyse et la thermolyse.

Typologie :

La typologie des intercommunalités à compétence collective est construite à partir des caractéristiques principales de l'occupation de l'espace et de l'habitat. Cette typologie recherche à mettre en évidence les liaisons entre le type d'habitat et des indicateurs déchets : performances et importance relative de la collecte sélective.

| Typologie – 1 ^{er} et 2 nd niveau de classification | Conditions |
|--|---|
| <u>TOURISTIQUE ET/OU COMMERCIAL</u> Très touristique : Touristique urbain : Autre touristique : | <ul style="list-style-type: none"> • Plus d'1,5 lit touristique par habitant • Taux de résidences secondaires > 50% • Au moins 10 commerces pour 1 000 habitants Plus de 2,5 lits touristiques par habitant Lits touristiques/hab. <2,5 et densité de logements > 100 logements/km ² Lits touristiques/hab. <2,5 et densité de logements < 100 logements/km ² |
| URBAIN DENSE | <ul style="list-style-type: none"> • N'est pas touristique ou commercial • Densité de logements > 200 logements/km² <u>OU</u> • Densité de logements > 35 logements/km² et taux d'habitat collectif > 45% et densité de logements > 1 800 logements/km² bati |
| URBAIN | <ul style="list-style-type: none"> • N'est pas touristique ou commercial • Densité de logements > 200 logements/km² <u>OU</u> • Densité de logements > 35 logements/km² et taux d'habitat collectif > 45% et densité de logements < 1 800 logements/km² bati |
| <u>RURAL</u> Rural avec centre-ville : Rural dispersé : | <ul style="list-style-type: none"> • N'est ni touristique et/ou commercial, ni urbain • Densité de population < 35 logements/km² et taux d'habitat collectif < 20% Taux d'habitat collectif > 10% Taux d'habitat collectif < 10% |
| <u>MIXTE</u> À dominante urbaine : À dominante rurale : | <ul style="list-style-type: none"> • N'entre dans aucune des 4 catégories précédentes Densité de logements > 80 logements/km ² Densité de logements < 80 logements/km ² |

U

UIOM : Unité d'Incinération des Ordures Ménagères. Unités d'incinération des déchets permettant de produire de l'électricité et/ ou d'alimenter un réseau de chaleur.

V

Valorisation : Terme générique recouvrant le réemploi, la réutilisation, la régénération, le recyclage, la valorisation organique ou la valorisation énergétique des déchets.

Valorisation énergétique : Utilisation d'une source d'énergie résultant du traitement des déchets.

Valorisation organique : Utilisation pour amender les sols de compost, digestat ou autres déchets organiques transformés par voie biologique.

Valorisation matière : Utilisation de tout ou partie d'un déchet en remplacement d'un élément ou d'un matériau.

XII. ANNEXE 2 : LISTE DES CODES APE – ESTIMATION EGIDA

| |
|--|
| 1013A - Préparation industrielle de produits à base de viande |
| 1013B - Charcuterie |
| 1071A - Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche |
| 1071B - Cuisson de produits de boulangerie |
| 1071C - Boulangerie et boulangerie-pâtisserie |
| 1071D - Pâtisserie |
| 1089Z - Fabrication d'autres produits alimentaires n.c.a. |
| 1812Z - Autre imprimerie (labeur) |
| 2512Z - Fabrication de portes et fenêtres en métal |
| 2562A - Décolletage |
| 2562B - Mécanique industrielle |
| 3101Z - Fabrication de meubles de bureau et de magasin |
| 3102Z - Fabrication de meubles de cuisine |
| 3109A - Fabrication de sièges d'ameublement d'intérieur |
| 3109B - Fabrication d'autres meubles et industries connexes de l'ameublement |
| 3250A - Fabrication de matériel médico-chirurgical et dentaire |
| 3250B - Fabrication de lunettes |
| 3312Z - Réparation de machines et équipements mécaniques |
| 4321A - Travaux d'installation électrique dans tous locaux |
| 4321B - Travaux d'installation électrique sur la voie publique |
| 4322A - Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux |
| 4322B - Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation |
| 4331Z - Travaux de plâtrerie |
| 4332A - Travaux de menuiserie bois et PVC |
| 4332B - Travaux de menuiserie métallique et serrurerie |
| 4332C - Agencement de lieux de vente |
| 4333Z - Travaux de revêtement des sols et des murs |
| 4334Z - Travaux de peinture et vitrerie |
| 4391A - Travaux de charpente |
| 4391B - Travaux de couverture par éléments |
| 4399A - Travaux d'étanchéification |
| 4399B - Travaux de montage de structures métalliques |
| 4399C - Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment |
| 4399D - Autres travaux spécialisés de construction |
| 4399E - Location avec opérateur de matériel de construction |
| 4520A - Entretien et réparation de véhicules automobiles légers |
| 4520B - Entretien et réparation d'autres véhicules automobiles |
| 4722Z - Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé |
| 4776Z - Commerce de détail de fleurs, plantes, graines, engrais, animaux de compagnie et aliments pour ces animaux en magasin spécialisé |
| 5610A - Restauration traditionnelle |
| 5610B - Cafétérias et autres libres-services |
| 5610C - Restauration de type rapide |
| 7420Z - Activités photographiques |
| 8121Z - Nettoyage courant des bâtiments |
| 9511Z - Réparation d'ordinateurs et d'équipements périphériques |
| 9521Z - Réparation de produits électroniques grand public |
| 9522Z - Réparation d'appareils électroménagers et d'équipements pour la maison et le jardin |
| 9602A - Coiffure |
| 9602B - Soins de beauté |

XIII. ANNEXE 3 - ESTIMATION DU GISEMENT DE DAE D'ORIGINE ARTISANALE

1. DAE d'origine artisanale

L'enquête ITOM permet d'identifier un flux de Déchets d'Activités Economiques (DAE) envoyés et traités sur les mêmes sites de traitement que les déchets ménagers, mais elle ne permet en aucun cas d'identifier en tant que telle la totalité des DAE mélangés aux déchets ménagers, et que l'on appelle les « assimilés ».

Pour rappel, 1 160 612 tonnes de DAE ont été identifiés comme entrants dans les mêmes sites de traitements que les déchets ménagers.

Dans le but d'améliorer la connaissance du gisement de DAE produits sur la région PACA, l'ORD PACA s'est associé à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Meurthe-et-Moselle. Ainsi, en fournissant le nombre d'entreprises, par département et par code APE (Activité Principale Exercée), pour toutes les entreprises artisanales de moins de 20 salariés, une estimation d'une partie des DAE produits a pu être obtenue sur la région PACA. La liste des codes APE utilisés pour cette estimation est fournie en annexe 2 du présent rapport.

Cette estimation, réalisée sur les données INSEE 2012, basée sur le logiciel EGIDA, a permis d'obtenir, par type d'activité et par territoire, 3 catégories de déchets d'activités économiques :

- Déchets Dangereux (DD)
- Déchets Non Dangereux (DND)
- Déchets Inertes (DI)

Toutefois, certains métiers peuvent être exclus de cette estimation s'ils ne sont pas représentés par un minimum de 30 entreprises pour un département.

Le tableau suivant présente les résultats de l'estimation EGIDA :

| | Déchets Dangereux (DD) | Déchets Non Dangereux (DND) | Déchets Inertes (DI) | DEEE |
|-------------------------|------------------------|-----------------------------|----------------------|-------------------|
| Alpes-de-Haute-Provence | 758 t/an | 5 857 t/an | 23 424 t/an | 5 t/an |
| Hautes-Alpes | 773 t/an | 5 101 t/an | 15 542 t/an | - |
| Alpes-Maritimes | 5 752 t/an | 44 700 t/an | 163 314 t/an | 1 215 t/an |
| Bouches-du-Rhône | 8 658 t/an | 59 187 t/an | 203 675 t/an | 1 411 t/an |
| Var | 5 546 t/an | 39 418 t/an | 153 749 t/an | 986 t/an |
| Vaucluse | 2 854 t/an | 20 446 t/an | 83 991 t/an | 513 t/an |
| PACA | 24 341 t/an | 174 709 t/an | 643 695 t/an | 4 130 t/an |
| | 3 % | 21 % | 76 % | 0,5 % |

Tableau 40 : Estimation des quantités de DAE produits en 2012 en PACA par les entreprises artisanales < à 20 salariés

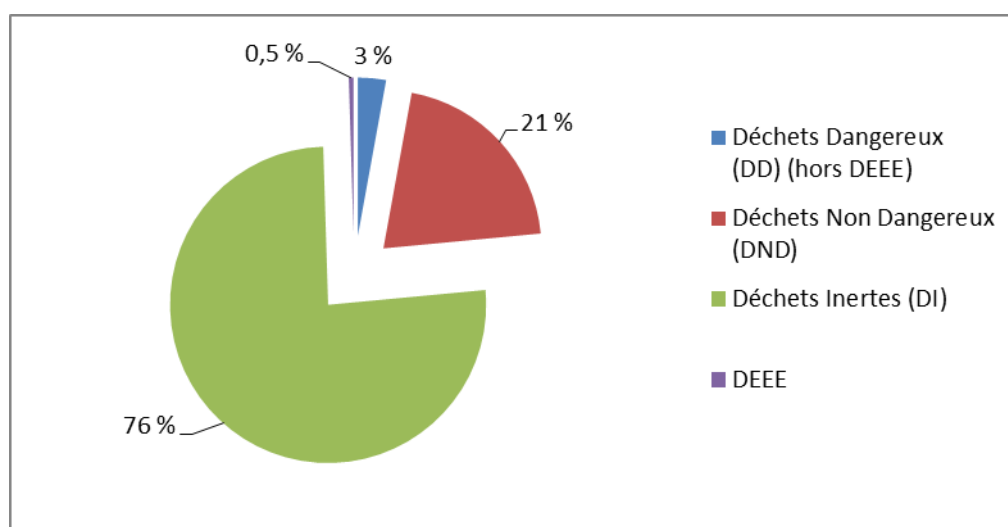


Figure 26 : Répartition des DAE produits par les entreprises artisanales de la région PACA, par type de déchets

D'après les estimations obtenues, **846 875 tonnes de Déchets d'Activités Economiques de l'artisanat** sont produites sur la région PACA dont 76 % correspondent aux déchets inertes ; les Déchets Dangereux ne représentant que 3 %. Cette répartition régionale est également observée pour les 6 départements.

Le tonnage de DAE estimé (846 875 t), pour les entreprises artisanales de moins de 20 salariés, représente 73 % du tonnage total de DAE (1 160 612 t identifiées) entrants sur les sites de traitement des déchets ménagers.

2. Estimation des DAE « assimilés » de l'artisanat en PACA

Certains DAE produits par les entreprises artisanales suivent des collectes dites « spécifiques », du fait de leur nature et de l'existence de filières à Responsabilité Elargie du Producteur (REP). Ces DAE ne sont pas considérés comme « assimilés » puisqu'ils ne sont pas collectés en mélange avec les déchets ménagers. Il s'agit de Déchets Dangereux ou Non Dangereux tels que les pneus, les DEEE, les lampes, les VHU (Véhicule Hors d'Usage), les os et suifs, etc.

Les DAE, collectés spécifiquement, ont été estimés à 41 944 tonnes sur la région PACA, soit 5 % du gisement global estimé de DAE (846 869 t).

804 931 tonnes de DAE peuvent être considérés comme « assimilés » et donc collectés en tant que déchets ménagers par les collectivités, cela équivaut à environ **23 % des DMA collectés sur la région PACA**.

➤ Gisement avec gravats

Parmi les 804 931 tonnes de DAE « assimilés », 643 695 tonnes correspondent à des Déchets Inertes (DI) dont **514 899 tonnes sont identifiés comme gravats**.

➤ Gisement sans gravats

Hors Déchets Inertes (incluant les gravats), le gisement de DAE « assimilés » est donc de **161 236 tonnes**. Ce qui représente **5 % des DMA collectés par les collectivités** (hors déblais et gravats).

3. Production à l'habitant des DAE « assimilés » de l'artisanat

| Région PACA | DD | | DND | | DI avec gravats | | DI sans gravats | |
|-----------------------|----------|----------------|-----------|-----------------|-----------------|------------------|-----------------|-----------------|
| | t | kg/ég.hab. | t | kg/ég.hab. | t | kg/ég.hab. | t | kg/ég.hab. |
| Région PACA | 11 443 t | 2,3 kg/ég.hab. | 149 795 t | 30,4 kg/ég.hab. | 643 695 t | 130,4 kg/ég.hab. | 128 696 t | 26,1 kg/ég.hab. |
| Alpes-de-Hte-Provence | 337 t | 2,1 kg/ég.hab. | 5 101 t | 31,6 kg/ég.hab. | 23 424 t | 145,3 kg/ég.hab. | 3 897 t | 24,2 kg/ég.hab. |
| Hautes-Alpes | 346 t | 2,5 kg/ég.hab. | 4 328 t | 31,0 kg/ég.hab. | 15 542 t | 111,4 kg/ég.hab. | 2 846 t | 20,4 kg/ég.hab. |
| Alpes-Maritimes | 2 769 t | 2,6 kg/ég.hab. | 38 128 t | 35,2 kg/ég.hab. | 163 314 t | 150,9 kg/ég.hab. | 32 698 t | 30,2 kg/ég.hab. |
| Bouches-du-Rhône | 4 044 t | 2,0 kg/ég.hab. | 50 136 t | 25,3 kg/ég.hab. | 203 675 t | 102,6 kg/ég.hab. | 40 881 t | 20,6 kg/ég.hab. |
| Var | 2 604 t | 2,5 kg/ég.hab. | 34 148 t | 33,4 kg/ég.hab. | 153 749 t | 150,5 kg/ég.hab. | 31 412 t | 30,7 kg/ég.hab. |
| Vaucluse | 1 343 t | 2,5 kg/ég.hab. | 17 954 t | 32,9 kg/ég.hab. | 83 991 t | 153,7 kg/ég.hab. | 16 962 t | 31,0 kg/ég.hab. |

Tableau 41 : Estimation des ratios de DAE « assimilés » par département, pour les entreprises artisanales de moins de 20 salariés

Cette estimation du ratio de production de DAE d'origine artisanale est basée sur les populations départementales de référence 2013 de SINOE.

Globalement les Déchets Dangereux (DD), issus des activités économiques artisanales, assimilés aux déchets ménagers ne représentent que 2,3 kg/ég.hab.

On peut estimer à un peu plus de 30 kg/ég.hab. les quantités de Déchets Non Dangereux (DND) directement produits par les professionnels et collectés parallèlement avec les déchets ménagers.

| Région PACA | Cartons | | Papiers | | Déchets Verts | |
|-----------------------|---------|----------------|---------|----------------|---------------|----------------|
| | 9 916 t | 2,0 kg/éq.hab. | 1 973 t | 0,4 kg/éq.hab. | 5 483 t | 1,1 kg/éq.hab. |
| Alpes-de-Hte-Provence | 307 t | 1,9 kg/éq.hab. | 19 t | 0,1 kg/éq.hab. | 333 t | 2,1 kg/éq.hab. |
| Hautes-Alpes | 294 t | 2,1 kg/éq.hab. | 19 t | 0,1 kg/éq.hab. | 156 t | 1,1 kg/éq.hab. |
| Alpes-Maritimes | 2 627 t | 2,4 kg/éq.hab. | 554 t | 0,5 kg/éq.hab. | 1 352 t | 1,2 kg/éq.hab. |
| Bouches-du-Rhône | 3 410 t | 1,7 kg/éq.hab. | 750 t | 0,4 kg/éq.hab. | 1 787 t | 0,9 kg/éq.hab. |
| Var | 2 187 t | 2,1 kg/éq.hab. | 355 t | 0,3 kg/éq.hab. | 1 208 t | 1,2 kg/éq.hab. |
| Vaucluse | 1 091 t | 2,0 kg/éq.hab. | 276 t | 0,5 kg/éq.hab. | 649 t | 1,2 kg/éq.hab. |

Tableau 42 : Estimation des ratios de Cartons, Papiers et Déchets Verts « assimilés » par département, pour les entreprises artisanales de moins de 20 salariés

Parmi les DND assimilés aux déchets ménagers, près de 2,5 kg par habitant de Papiers/Cartons et 1,1 kg de déchets verts seraient produits.

4. Les limites de l'estimation EGIDA

Cette estimation a le mérite de faire avancer la connaissance d'une partie du gisement de Déchets d'Activités Economiques produits sur la région PACA. Toutefois, cette estimation est assez large et ne tient pas compte des métiers qui ne seraient pas représentés par un minimum de 30 entreprises par département.

L'ADEME EN BREF

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable.

Afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale, l'agence met à disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public, ses capacités d'expertise et de conseil. Elle aide en outre au financement de projets, de la recherche à la mise en œuvre et ce, dans les domaines suivants : la gestion des déchets, la préservation des sols, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, la qualité de l'air et la lutte contre le bruit.

L'ADEME est un établissement public sous la tutelle du ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.



ADEME
20, avenue du Grésillé
BP 90406 | 49004 Angers Cedex 01